

LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN CHIFFRES 2015



 **LES COLLECTIVITÉS**
 **LOCALES**

EN 
CHIFFRES 

 **2015**

L'ouvrage *Les collectivités locales en chiffres* est réalisé par le Département des études et des statistiques locales de la Direction générale des collectivités locales. Ont contribué à cette édition 2015 : Adrien Bayle, Alain Bouyacoub, Michel Duée, Safiédine Hama, Guillaume Leforestier, Sabine Meunier, Sylvie Plantevignes, Lionel Sebbane, Pascal Simon.

PRÉSENTATION

Cet ouvrage constitue la vingt-cinquième édition des *Collectivités locales en chiffres*. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales.

- ▶ Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles mi-février 2015. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1^{er} janvier 2015, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production.
- ▶ Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- ▶ Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France métropolitaine comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. C'est le territoire économique intérieur de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour cet ensemble comprenant la France métropolitaine et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint Barthélemy, Saint Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales : www.collectivites-locales.gouv.fr

SOMMAIRE

1 – LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES	7
2 – LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION	
Présentation - Définitions	14
2-1 Le découpage administratif de la République	18
2-2 Le nombre de collectivités locales au 1 ^{er} janvier 2015	19
2-3 Les groupements de collectivités territoriales	20
2-4 La population de la République française	21
2-5 La population des départements	22
2-6 Les communes par taille	24
2-7 Les communes de plus de 100 000 habitants	25
2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	26
2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	27
3 – LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	
Présentation - Définitions	32
3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
3-2 Les comptes des administrations publiques locales	35
3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
3-4 Les prélèvements obligatoires	37
3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38
4 – LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES	
Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	49
5 – LA FISCALITÉ LOCALE	
Présentation - Définitions	52
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2013	55
5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	56
5-3 La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	57
5-4 La fiscalité des impôts économiques	58
5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	59
5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	60

6 – LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentation - Définitions	62
6-1 Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales	64
6-2 Les dotations et subventions de fonctionnement	65
6-3 Les autres concours financiers de l'État	66

7 – LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions	68
7-1 Les élus locaux	70

8 – LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions	72
8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	74
8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2013	75
8-3 Les effectifs des collectivités locales par région	76
8-4 Les collectivités locales par taille d'effectifs	77
8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité	78
8-6 Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	79
8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge	80
8-8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	81

9 – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions	84
9-1 Le contexte européen	86
9-2 Le contexte régional	88
9-3 Le contexte départemental	90

10 – LES SÉRIES LONGUES

10-1 Les groupements de collectivités territoriales	96
10-2 Les comptes des administrations publiques locales	97
10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	98
10-4 Les comptes des communes	99
10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	100
10-6 Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	101
10-7 Les comptes des départements	102
10-8 Les comptes des régions	103
10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	104
10-10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	105
10-11 L'endettement des collectivités locales	106
10-12 Les taux de fiscalité locale	107
10-13 Les produits de fiscalité locale	108
10-14 Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale	109
10-15 Les effectifs des collectivités locales	110
10-16 Les dépenses de personnel des collectivités locales	111

CHAPITRE

1

LES CHIFFRES CLÉS
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES

Les chiffres clés des collectivités locales

► 65,5 millions d'habitants en France.

RÉPARTITION DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population	Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
De 0 à 499 habitants	19 809	6,9%	Moins de 500 habitants	19 809	6,9%
De 500 à 1 999 habitants	11 661	17,4%	Moins de 2 000 habitants	31 470	24,3%
De 2 000 à 3 499 habitants	2 179	8,7%	Moins de 3 500 habitants	33 649	33,0%
De 3 500 à 4 999 habitants	924	5,8%	Moins de 5 000 habitants	34 573	38,8%
De 5 000 à 9 999 habitants	1 127	11,9%	Moins de 10 000 habitants	35 700	50,7%
De 10 000 à 19 999 habitants	508	10,7%	Moins de 20 000 habitants	36 208	61,5%
De 20 000 à 49 999 habitants	327	15,2%	Moins de 50 000 habitants	36 535	76,7%
De 50 000 à 99 999 habitants	82	8,2%	Moins de 100 000 habitants	36 617	84,9%
100 000 habitants et plus	41	15,1%	Toutes tailles confondues	36 658	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2015.

RÉPARTITION DES DÉPARTEMENTS SELON LEUR TAILLE

Taille du département	Nombre de départements	Part de la population	Taille du département	Nombre de départements	Part de la population
Moins de 300 000 habitants	26	7,9%	Moins de 300 000 habitants	26	7,9%
De 300 000 à 499 999 habitants	24	14,0%	Moins de 500 000 habitants	50	21,9%
De 500 000 à 799 999 habitants	25	24,4%	Moins de 800 000 habitants	75	46,3%
800 000 habitants ou plus	26	53,7%	Toutes tailles confondues	101	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2015.

RÉPARTITION DES RÉGIONS SELON LEUR TAILLE

Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population	Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population
Moins de 1 000 000 habitants	7	4,8%	Moins de 1 000 000 habitants	7	4,8%
De 1 000 000 à 1 999 999 habitants	9	22,0%	Moins de 2 000 000 habitants	16	26,8%
De 2 000 000 à 3 999 999 habitants	7	31,6%	Moins de 4 000 000 habitants	23	58,4%
4 000 000 d'habitants ou plus	4	41,6%	Toutes tailles confondues	27	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2015.

► 99,8% des communes et 94,0% de la population sont couverts par une intercommunalité à fiscalité propre*.

L'INTERCOMMUNALITÉ À FISCALITÉ PROPRE AU 1^{er} JANVIER 2015

	Nombre de groupements à fiscalité propre	Nombre de communes regroupées	Population (en millions d'habitants)
Métropole	11	453	6,3
Communauté urbaine	9	201	2,3
Communauté d'agglomération	226	4 744	25,9
Communauté de communes	1 884	31 116	26,9
Syndicat d'agglomération nouvelle	3	15	0,1
Ensemble des groupements à fiscalité propre	2 133	36 529	61,6
dont groupements à fiscalité professionnelle unique	1 309	23 098	52,7
Métropole de Lyon*	-	59	1,3
Ensemble	2 133	36 588	62,9

Sources : DGCL ; Insee, Recensement de la population, population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

* Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

- **Les administrations publiques locales en 2013**
 - effectuent 20,9% de la dépense publique
 - réalisent 58,8% de l'investissement public
 - détiennent 9,4% de la dette publique.

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2013

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre	Secteur communal : communes et groupements	Départements	Régions	Ensemble
Dépenses totales	100,8	41,1	132,5	72,4	28,7	233,6
Dépenses de fonctionnement	67,3	29,4	87,3	57,6	17,6	162,6
dont dépenses de personnel	35,0	6,7	41,7	11,8	3,1	56,6
dont intérêts de dette	2,3	0,7	3,0	0,9	0,6	4,5
Recettes de fonctionnement	79,1	34,5	104,3	64,7	22,9	191,8
dont concours financiers de l'État	18,9	8,7	27,7	14,9	9,3	52,0
dont impôts locaux	32,3	17,8	50,0	20,6	4,8	75,3
dont autres impôts et taxes	6,2	4,3	10,6	21,9	7,8	40,3
Épargne brute : excédent de fonctionnement	11,9	5,0	16,9	7,1	5,3	29,3
Dépenses d'investissement	33,5	11,7	45,2	14,7	11,1	71,1
dont dépenses d'équipement	24,9	7,2	32,1	6,8	2,8	41,7
dont subventions versées	1,5	1,8	3,3	4,6	5,8	13,7
dont remboursements de dette	6,1	1,8	7,9	2,9	2,1	12,8
Recettes d'investissement	19,2	6,1	25,4	7,1	5,4	37,8
dont emprunts	7,3	2,6	9,9	3,8	3,1	16,8
Dette au 31/12	62,9	22,1	85,0	32,2	20,3	137,5

Sources : DGFIP, DGCL

Les données figurant dans la colonne secteur communal ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers leurs communes membres ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Les chiffres clés des collectivités locales

► La taxe d'habitation, les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et les impôts économiques rapportent 75,9 Md€ aux collectivités locales en 2014.

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES EN 2014

(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Contributions directes	50,83	20,47	4,63	75,93
Produits des 3 taxes « ménages » (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	38,39	12,49	-	50,88
Taxe d'habitation	20,56	-	-	20,56
Taxe sur le foncier bâti	16,82	12,49	-	29,31
Taxe sur le foncier non bâti	1,01	-	-	1,01
Produits des impôts économiques	12,44	7,98	4,63	25,05
Cotisation foncière des entreprises	6,97	-	-	6,97
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4,22	7,72	3,98	15,92
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,53	0,26	0,65	1,45
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,71	-	-	0,71

Sources : DGFIP, DGCL.

AUTRES CONTRIBUTIONS PERÇUES PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES MONTANTS PERÇUS EN 2013

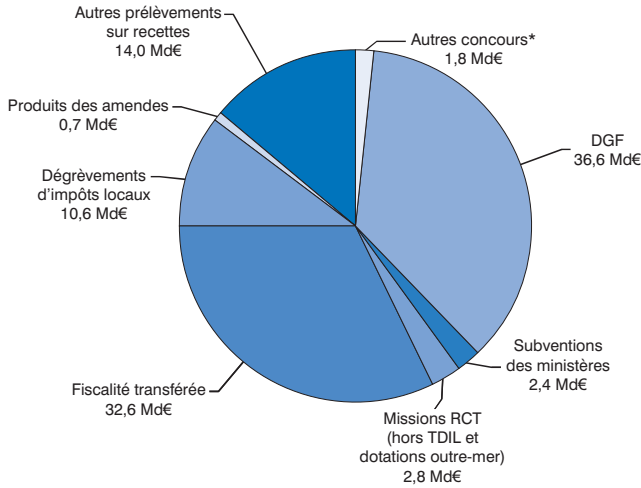
(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Autres contributions	20,21	22,05	8,18	50,44
Taxes liées à l'urbanisme	0,88	0,34	0,16	1,38
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,25	-	-	6,25
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,01	7,16	-	9,17
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	-	6,47	4,40	10,86
Versement destiné aux transports en commun	7,03	-	-	7,03
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,68	-	6,68
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,04	2,04
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,54	0,73	-	2,27
Impôts et taxes d'outre-mer	0,82	0,20	0,53	1,54
Autres taxes	1,67	0,47	1,05	3,20

Sources : DGFIP, DGCL.

- ▶ **Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales en 2015**
 - **Dotation globale de fonctionnement** 36,6 Md€
 - **Fiscalité transférée** 32,6 Md€
 - **Dégrèvements d'impôts locaux** 10,6 Md€

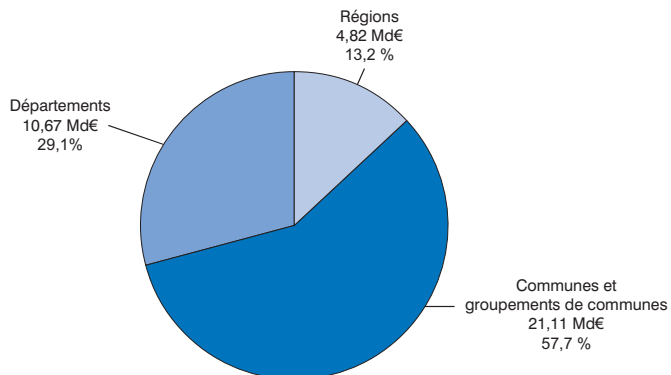
TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN 2015 (101,4 Md€)



Source : loi de finances initiale pour 2015.

* TDIL, dotation outre-mer, CAS FNDMA, fonds emprunts structurés.

RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATÉGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2015

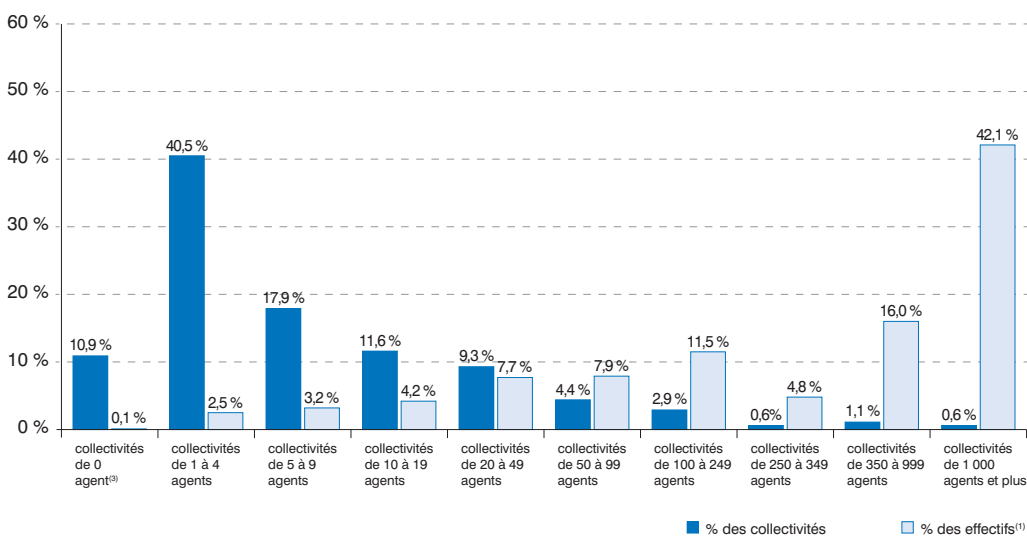


Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Les chiffres clés des collectivités locales

► **La fonction publique territoriale compte plus de 2 millions d'agents (emplois principaux et secondaires, tous statuts) relevant de près de 48000 employeurs.**

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS⁽¹⁾
PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ⁽²⁾ EN 2013



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte.

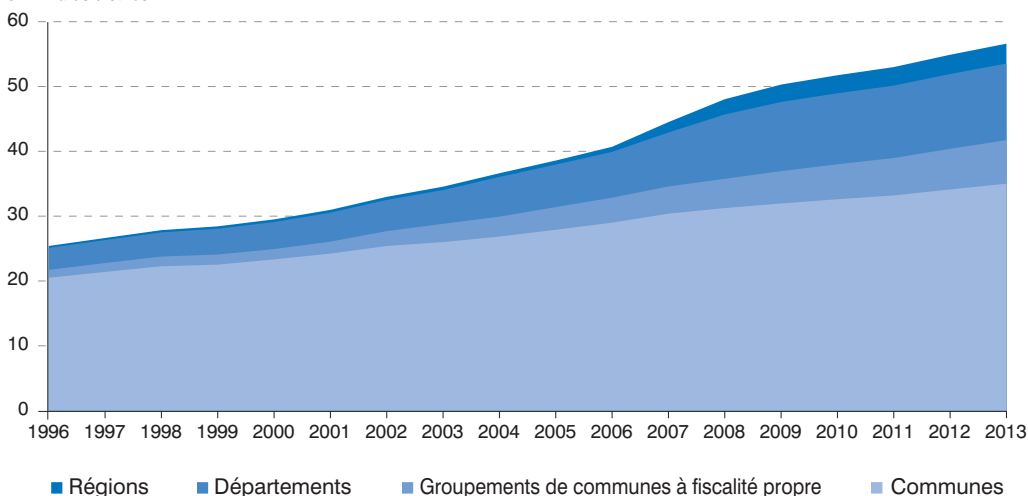
⁽¹⁾ Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

⁽²⁾ La taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

⁽³⁾ Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés. Seuls ces derniers sont comptabilisés dans les effectifs.

LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES DE 1996 À 2013

en milliards d'euros



Sources : DGFiP, DGCL.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions	14
2-1 Le découpage administratif de la République	18
2-2 Le nombre de collectivités locales au 1 ^{er} janvier 2015	19
2-3 Les groupements de collectivités territoriales	20
2-4 La population de la République française	21
2-5 La population des départements	22
2-6 Les communes par taille	24
2-7 Les communes de plus de 100 000 habitants	25
2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	26
2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	27

Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur en 2015 est de 65,453 millions de personnes pour la France. En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 66,054 millions pour l'ensemble de la République Française. En 5 ans, la population a augmenté de 2,6 % en France. Cette progression atteint 4,3 % dans les départements d'Outre-mer. La Martinique est la seule région à avoir vu sa population diminuer en 5 ans. A l'opposé, en métropole, la région Corse est la plus dynamique (+5,7 %).

En 2015, on compte 23 communes de moins suite à la fusion de certaines d'entre elles. La République Française compte 36 744 communes dont 36 529 en métropole. Parmi les communes de plus de 100 000 habitants, cinq d'entre elles ont vu leur population augmenter de plus de 5 % en l'espace de cinq ans. Il s'agit de Saint-Denis (93), Villeurbanne, Montpellier, Boulogne-Billancourt et Lyon.

En un an, le nombre d'intercommunalités à fiscalité propre n'a que peu varié. La couverture du territoire ayant été achevée début 2014, il n'y a eu que quelques fusions supplémentaires. Au 1^{er} janvier 2015, on dénombre 2 133 EPCI à FP (contre 2 145 en 2014). Les principaux changements sont en fait intervenus au niveau des catégories juridiques puisque 10 métropoles ont été créées (en plus de celle de Nice) suite à la transformation de 6 communautés urbaines (CU) et 4 communautés d'agglomération (CA). Par ailleurs, la communauté urbaine de Lyon s'est transformée en Métropole de Lyon et exerce à la fois les compétences d'une métropole et celles d'un conseil général.

Parmi les 70 communes encore isolées (hors métropole de Lyon), 42 intégreront la métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016 ; 15 sont dans le département de Mayotte ; 4 sont des îles composées d'une seule commune, bénéficiant à ce titre d'une dérogation législative (Île de Bréhat, Île de Sein, Ouessant, Île d'Yeu) ; 8 sont isolées suite à la décision du Conseil constitutionnel n°2014-391 QPC du 25 avril 2014 « Commune de Thonon-les-Bains et autre » ; enfin, une commune résulte de la transformation d'un EPCI à fiscalité propre en commune nouvelle.

Le nombre de syndicats poursuit sa tendance baissière : ils sont désormais environ 12 700, soit 700 de moins que l'année précédente. Une nouvelle catégorie juridique est apparue : le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR). On en dénombre 55 au 1^{er} janvier 2015, provenant tous de la transformation de syndicats mixtes fermés.

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'intercommunalité à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2015 », Bis n° 104, mars 2015, en ligne sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfectures : www.banatic.interieur.gouv.fr.

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les cinq régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite *sui generis* (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► **La commune** est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une commune nouvelle soumise aux règles applicables aux communes. Ce régime juridique a été modifié par la loi du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle.

Une **commune nouvelle** peut être créée en lieu et place de :

- communes contiguës ;
- communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts.

Sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond au dispositif de la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

► **Le département**, créé par la loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► **La région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► **Les collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► **Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

► **Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et ouverts, les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **La métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences.

Au 1^{er} janvier 2015, sont transformés par décret en une métropole les EPCI à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants.

Peuvent également obtenir par décret le statut de métropole, à leur demande :

- les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre desquels se trouve le chef-lieu de région (ex : Montpellier) ;

...DÉFINITIONS...

– les établissements publics de coopération intercommunale, centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants, au sens de l'Insee, et qui exercent en lieu et place des communes, conformément au présent code, les compétences énumérées au I de l'article L. 5217-2 à la date de l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-57 du 27 janvier 2014 (ex : Brest)

Cette loi comporte des dispositions spécifiques pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui seront mises en place au 1^{er} janvier 2016.

► **La métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils généraux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

► **La communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU. A noter que la loi du 27 janvier 2014 modifie ce seuil à 250 000 habitants.

Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

► **La communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

► **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** : Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **La communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► **Les syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► **Le pôle métropolitain** : Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014 précédemment citée. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger.

► **Le pôle d'équilibre territorial et rural** : Créé par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le pôle d'équilibre territorial et rural est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes.

...DÉFINITIONS

► **Le recensement de la population** : La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

* les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;

* les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population du département de Mayotte, des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► **La population légale** authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► On appelle **unité urbaine** une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine.

► Une **aire urbaine** ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

2-1 Le découpage administratif de la République

LE DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉPUBLIQUE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 744
dont : métropole	36 529
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
Arrondissements	335
dont : métropole	323
DOM	12
Départements	101
dont : métropole	96
DOM	5
Régions	27
dont : métropole	22
ROM	5
Collectivités d'outre-mer	5
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
Collectivité à statut particulier	1
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2015.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA FRANCE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 658
dont : métropole	36 529
DOM	129
Conseils généraux	100
dont : métropole	96
DOM	4
Conseils régionaux	25
dont : métropole	21
ROM	4
Collectivités à statut particulier	
Corse	1
Métropole de Lyon	1
Département de Mayotte	1

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2015.

LES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en nombre de groupements)

Métropoles	11
Communautés urbaines	9
Communautés d'agglomération	226
Communautés de communes	1 884
Syndicats d'agglomération nouvelle	3
Ensemble	2 133

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France.

LES SYNDICATS

(en nombre de syndicats)

Syndicats intercommunaux à vocation unique	8 392
Syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 185
Syndicats mixtes	3 025
Pôles métropolitains	9
Pôles d'équilibre territorial et rural	55
Ensemble	12 666

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France hors Mayotte.

2-3 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE DEPUIS 2011

Au 1 ^{er} janvier	2011	2012	2013	2014	2015
Métropole	-	1	1	1	11
Communauté urbaine	16	15	15	15	9
Communauté d'agglomération	191	202	213	222	226
Communauté de communes	2 387	2 358	2 223	1 903	1 884
Syndicat d'agglomération nouvelle	5	5	4	4	3
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	2 599	2 581	2 456	2 145	2 133
Métropole de Lyon	-	-	-	-	1
Nombre total de communes regroupées**	35 041	35 305	36 049	36 614	36 588
Population totale* regroupée (en millions d'habitants)**	58,8	59,3	60,9	62,6	62,9
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
<i>Nombre de groupements</i>	1 321	1 339	1 356	1 288	1 309
<i>Nombre de communes regroupées**</i>	18 217	18 798	20 594	22 698	23 157
<i>Population totale regroupée* (en millions d'hab.)**</i>	47,6	48,5	50,5	53,2	54,0

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France.

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

** y compris les communes et la population de la métropole de Lyon en 2015.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SYNDICATS DEPUIS 2011

(en nombre de syndicats)

Au 1 ^{er} janvier	2011	2012	2013	2014	2015
SIVU	10 474	10 181	9 721	8 965	8 392
SIVOM	1 361	1 344	1 305	1 233	1 185
Syndicat mixte	3 256	3 256	3 265	3 185	3 025
Pôle métropolitain	-	1	8	9	9
Pôle d'équilibre territorial et rural	-	-	-	-	55
Total	15 091	14 782	14 299	13 392	12 666

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France hors Mayotte.

La population de la République française 2-4

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2015 (millésimée 2012) (en nombre d'habitants)

	Population municipale	Taux d'évolution sur 5 ans
Alsace	1 859 869	1,8%
Aquitaine	3 285 970	4,3%
Auvergne	1 354 104	1,1%
Bourgogne	1 641 130	0,4%
Bretagne	3 237 097	3,7%
Centre	2 563 586	1,5%
Champagne-Ardenne	1 339 270	0,0%
Corse	316 257	5,7%
Franche-Comté	1 175 684	1,5%
Île-de-France	11 898 502	2,6%
Languedoc-Roussillon	2 700 266	5,4%
Limousin	738 633	0,2%
Lorraine	2 349 816	0,4%
Midi-Pyrénées	2 926 592	4,1%
Nord-Pas-de-Calais	4 050 756	0,7%
Basse-Normandie	1 477 209	1,1%
Haute-Normandie	1 845 547	1,6%
Pays de la Loire	3 632 614	4,3%
Picardie	1 922 342	1,2%
Poitou-Charentes	1 783 991	2,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 935 576	1,5%
Rhône-Alpes	6 341 160	4,5%
Guadeloupe	403 314	0,7%
Martinique	388 364	-2,4%
Guyane	239 648	12,5%
La Réunion	833 944	5,0%
Mayotte (recensement 2012)	212 645	14,0%
France	65 453 886	2,6%
dont : métropole	63 375 971	2,6%
DOM	2 077 915	4,3%
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie		
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 069	
Saint-Barthélemy	9 131	
Saint-Martin	35 742	
Polynésie française (recensement 2012)	268 270	
Wallis-et-Futuna (recensement 2013)	12 197	
Nouvelle-Calédonie (recensement 2014)	268 767	
Ensemble République française	66 054 062	

Source : Insee, Recensement de la population.

2-5 La population des départements

POPULATIONS MUNICIPALES EN VIGUEUR EN 2010 ET 2015

(en nombre d'habitants)

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)	
01 Ain	574 377	612 191	6,6%
02 Aisne	537 820	540 888	0,6%
03 Allier	343 114	342 911	-0,1%
04 Alpes-de-Haute-Provence	156 067	161 241	3,3%
05 Hautes-Alpes	132 482	139 554	5,3%
06 Alpes-Maritimes	1 082 465	1 082 014	0,0%
07 Ardèche	309 456	318 407	2,9%
08 Ardennes	284 749	282 778	-0,7%
09 Ariège	148 568	152 366	2,6%
10 Aube	300 840	305 606	1,6%
11 Aude	345 779	362 339	4,8%
12 Aveyron	274 425	276 229	0,7%
13 Bouches-du-Rhône	1 958 926	1 984 784	1,3%
14 Calvados	673 667	687 854	2,1%
15 Cantal	149 057	147 415	-1,1%
16 Charente	349 535	353 657	1,2%
17 Charente-Maritime	605 410	628 733	3,9%
18 Cher	314 599	311 897	-0,9%
19 Corrèze	242 038	241 247	-0,3%
2A Corse-du-Sud	139 362	145 429	4,4%
2B Haute-Corse	159 847	170 828	6,9%
21 Côte-d'Or	519 143	527 403	1,6%
22 Côtes-d'Armor	576 049	595 531	3,4%
23 Creuse	123 861	121 517	-1,9%
24 Dordogne	406 793	416 384	2,4%
25 Doubs	520 133	531 062	2,1%
26 Drôme	473 428	491 334	3,8%
27 Eure	572 105	591 616	3,4%
28 Eure-et-Loir	422 411	432 107	2,3%
29 Finistère	885 906	901 293	1,7%
30 Gard	689 847	725 618	5,2%
31 Haute-Garonne	1 202 920	1 279 349	6,4%
32 Gers	183 615	189 530	3,2%
33 Gironde	1 409 345	1 483 712	5,3%
34 Hérault	1 011 207	1 077 627	6,6%
35 Ille-et-Vilaine	955 846	1 007 901	5,4%
36 Indre	232 799	228 692	-1,8%
37 Indre-et-Loire	583 086	596 937	2,4%
38 Isère	1 178 714	1 224 993	3,9%
39 Jura	258 897	260 932	0,8%
40 Landes	367 492	392 884	6,9%
41 Loir-et-Cher	326 291	331 656	1,6%
42 Loire	740 668	753 763	1,8%
43 Haute-Loire	220 437	225 686	2,4%
44 Loire-Atlantique	1 246 798	1 313 321	5,3%
45 Loiret	647 733	662 297	2,2%
46 Lot	171 173	174 346	1,9%
47 Lot-et-Garonne	324 170	332 119	2,5%
48 Lozère	76 880	76 889	0,0%
49 Maine-et-Loire	770 777	795 557	3,2%
50 Manche	495 153	499 340	0,8%
51 Marne	566 491	568 750	0,4%
52 Haute-Marne	187 407	182 136	-2,8%
53 Mayenne	300 643	307 453	2,3%

La population des départements 2-5

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans	
	2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)		
54	Meurthe-et-Moselle	726 592	733 266	0,9%
55	Meuse	193 962	192 800	-0,6%
56	Morbihan	702 487	732 372	4,3%
57	Moselle	1 039 023	1 046 468	0,7%
58	Nièvre	221 488	216 786	-2,1%
59	Nord	2 564 950	2 587 128	0,9%
60	Oise	796 624	810 300	1,7%
61	Orne	292 609	290 015	-0,9%
62	Pas-de-Calais	1 456 726	1 463 628	0,5%
63	Puy-de-Dôme	626 639	638 092	1,8%
64	Pyrénées-Atlantiques	643 090	660 871	2,8%
65	Hautes-Pyrénées	228 594	228 854	0,1%
66	Pyrénées-Orientales	437 157	457 793	4,7%
67	Bas-Rhin	1 084 840	1 104 667	1,8%
68	Haut-Rhin	742 408	755 202	1,7%
69	Rhône	1 677 073	1 762 866	5,1%
70	Haute-Saône	237 197	239 750	1,1%
71	Saône-et-Loire	551 842	555 039	0,6%
72	Sarthe	556 946	567 382	1,9%
73	Savoie	405 535	421 105	3,8%
74	Haute-Savoie	706 708	756 501	7,0%
75	Paris	2 193 030	2 240 621	2,2%
76	Seine-Maritime	1 244 611	1 253 931	0,7%
77	Seine-et-Marne	1 289 524	1 353 946	5,0%
78	Yvelines	1 403 957	1 412 356	0,6%
79	Deux-Sèvres	362 944	371 583	2,4%
80	Somme	565 910	571 154	0,9%
81	Tarn	369 189	378 947	2,6%
82	Tarn-et-Garonne	231 763	246 971	6,6%
83	Var	995 934	1 021 669	2,6%
84	Vaucluse	538 141	546 314	1,5%
85	Vendée	607 430	648 901	6,8%
86	Vienne	421 891	430 018	1,9%
87	Haute-Vienne	371 102	375 869	1,3%
88	Vosges	380 304	377 282	-0,8%
89	Yonne	341 418	341 902	0,1%
90	Territoire de Belfort	142 444	143 940	1,1%
91	Essonne	1 201 994	1 237 507	3,0%
92	Hauts-de-Seine	1 544 411	1 586 434	2,7%
93	Seine-Saint-Denis	1 502 340	1 538 726	2,4%
94	Val-de-Marne	1 302 889	1 341 831	3,0%
95	Val-d'Oise	1 160 721	1 187 081	2,3%
971	Guadeloupe	400 584	403 314	0,7%
972	Martinique	397 730	388 364	-2,4%
973	Guyane	213 031	239 648	12,5%
974	La Réunion	794 107	833 944	5,0%
976	Mayotte*	186 452	212 645	14,0%
France		63 787 142	65 453 886	2,6%
dont Métropole		61 795 238	63 375 971	2,6%
DOM		1 991 904	2 077 915	4,3%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

* Le département de Mayotte a été recensé en 2007 et 2012.

2-6 Les communes par taille

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2015

(millésimée 2012)

Strates démographiques	Métropole		DOM	
	Nombre de communes	Population	Nombre de communes	Population
Moins de 50 habitants	909	31 321	-	-
50 à 99 habitants	2 566	194 507	-	-
100 à 199 habitants	5 898	869 708	2	275
200 à 299 habitants	4 593	1 131 531	1	285
300 à 399 habitants	3 390	1 174 371	-	-
400 à 499 habitants	2 450	1 093 855	-	-
500 à 699 habitants	3 773	2 234 198	1	531
700 à 999 habitants	3 275	2 734 047	2	1 762
1 000 à 1 499 habitants	2 984	3 628 407	3	3 555
1 500 à 1 999 habitants	1 614	2 785 109	9	15 603
2 000 à 2 499 habitants	996	2 221 236	1	2 483
2 500 à 2 999 habitants	675	1 845 820	1	2 535
3 000 à 3 499 habitants	503	1 623 585	3	9 468
3 500 à 3 999 habitants	399	1 494 605	5	18 668
4 000 à 4 999 habitants	514	2 281 836	6	27 255
5 000 à 5 999 habitants	376	2 056 294	9	48 473
6 000 à 8 999 habitants	589	4 282 420	23	168 558
9 000 à 9 999 habitants	124	1 176 125	6	57 765
10 000 à 19 999 habitants	482	6 667 346	26	347 975
20 000 à 29 999 habitants	173	4 229 357	13	316 736
30 000 à 49 999 habitants	133	5 122 188	8	285 563
50 000 à 79 999 habitants	61	3 696 049	6	354 051
80 000 à 99 999 habitants	13	1 147 312	2	166 490
100 000 à 199 999 habitants	28	3 754 065	2	249 884
200 000 à 299 999 habitants	6	1 514 253	-	-
300 000 habitants et plus	5	4 386 426	-	-
Total	36 529	63 375 971	129	2 077 915

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

Les communes de plus de 100 000 habitants 2-7

LES 41 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)	
1	Paris (75)	2 193 030	2 240 621	2,2 %
2	Marseille (13)	852 395	852 516	0,0 %
3	Lyon (69)	472 330	496 343	5,1 %
4	Toulouse (31)	439 453	453 317	3,2 %
5	Nice (06)	348 721	343 629	-1,5 %
6	Nantes (44)	283 025	291 604	3,0 %
7	Strasbourg (67)	272 123	274 394	0,8 %
8	Montpellier (34)	253 712	268 456	5,8 %
9	Bordeaux (33)	235 178	241 287	2,6 %
10	Lille (59)	225 789	228 652	1,3 %
11	Rennes (35)	207 922	209 860	0,9 %
12	Reims (51)	183 500	181 893	-0,9 %
13	Le Havre (76)	179 751	173 142	-3,7 %
14	Saint-Étienne (42)	175 318	171 483	-2,2 %
15	Toulon (83)	166 537	164 899	-1,0 %
16	Grenoble (38)	156 793	158 346	1,0 %
17	Dijon (21)	151 543	152 071	0,3 %
18	Angers (49)	151 108	149 017	-1,4 %
19	Nîmes (30)	143 468	146 709	2,3 %
20	Villeurbanne (69)	138 151	146 282	5,9 %
21	Saint-Denis (974)	140 733	145 238	3,2 %
22	Le Mans (72)	144 164	143 599	-0,4 %
23	Clermont-Ferrand (63)	139 501	141 569	1,5 %
24	Aix-en-Provence (13)	143 404	141 148	-1,6 %
25	Brest (29)	142 722	139 676	-2,1 %
26	Limoges (87)	138 882	136 221	-1,9 %
27	Tours (37)	136 578	134 978	-1,2 %
28	Amiens (80)	134 737	132 727	-1,5 %
29	Perpignan (66)	116 041	120 489	3,8 %
30	Metz (57)	123 580	119 551	-3,3 %
31	Boulogne-Billancourt (92)	111 045	117 126	5,5 %
32	Besançon (25)	117 836	116 353	-1,3 %
33	Orléans (45)	113 234	114 286	0,9 %
34	Rouen (76)	108 569	111 557	2,8 %
35	Mulhouse (68)	111 394	110 755	-0,6 %
36	Caen (14)	109 630	108 365	-1,2 %
37	Saint-Denis (93)	100 800	108 274	7,4 %
38	Nancy (54)	105 349	105 067	-0,3 %
39	Argenteuil (95)	102 572	104 962	2,3 %
40	Saint-Paul (974)	101 023	104 646	3,6 %
41	Montreuil (93)	102 097	103 520	1,4 %

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

RÉPARTITION DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE PAR TAILLE DÉMOGRAPHIQUE AU 1^{er} JANVIER 2015

en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ :	Métropoles	CU			CC			SAN	EPCI à FP	
		FPU	FA	CA	FPU	FA	Total		dont FPU	
Moins de 700 habitants	-	-	-	-	-	4	-	4	-	
De 700 à 999 habitants	-	-	-	-	1	7	-	8	1	
De 1 000 à 1 999 habitants	-	-	-	-	5	39	-	44	5	
De 2 000 à 4 999 habitants	-	-	-	-	76	150	-	226	76	
De 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	293	317	-	610	293	
De 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	-	379	221	1	601	380	
De 20 000 à 49 999 habitants	-	-	-	17	280	74	1	372	298	
De 50 000 à 99 999 habitants	-	2	1	107	25	10	-	145	134	
De 100 000 à 299 999 habitants	1	4	1	96	3	-	1	106	105	
300 000 habitants et plus	10	1	-	6	-	-	-	17	17	
Total	11	7	2	226	1 062	822	3	2 133	1 309	
Nombre total de communes regroupées⁽²⁾ :	453	182	19	4 744	17 704	13 412	15	36 588	23 157	
Population totale (en millions d'habitants)^{(1) (2)}	6,3	2,0	0,3	25,9	18,3	8,6	0,1	62,9	54,0	

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

⁽²⁾ Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

LES 11 MÉTROPOLES AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
59	Métropole Européenne de Lille	85	1 136 539
33	Bordeaux Métropole	28	751 415
31	Toulouse Métropole	37	738 142
44	Nantes Métropole	24	619 172
06	Métropole Nice Côte d'Azur	49	544 651
76	Métropole Rouen Normandie	71	498 349
67	EuroMétropole de Strasbourg	28	480 894
38	Grenoble-Alpes Métropole	49	447 692
34	Montpellier Méditerranée Métropole	31	441 136
35	Rennes Métropole	43	432 841
29	Brest Métropole	8	212 891
Total		453	6 303 722

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

LES 9 COMMUNAUTÉS URBAINES AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
13	CU de Marseille Provence Métropole	FPU	18	1 057 324
54	CU du Grand Nancy	FPU	20	261 808
21	CU Grand Dijon	FPU	24	252 971
72	CU Le Mans Métropole	FA	14	204 252
59	CU de Dunkerque	FPU	18	203 237
62	CU d'Arras	FPU	39	105 889
71	CU Le Creusot Montceau-les-Mines	FPU	27	96 876
50	CU de Cherbourg	FA	5	83 971
61	CU d'Alençon	FPU	36	56 570
Total			201	2 322 898

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

LES 3 SYNDICATS D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾	
13	SAN Ouest Provence	FPU	6	100 303
77	SAN Val d'Europe	FPU	5	29 852
91	SAN de Sénart en Essonne	FPU	4	18 519
Total		15	148 674	

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 102 COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION DE PLUS DE 100 000 HABITANTS AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	432 447
93	CA Plaine Commune	9	414 806
93	CA Est Ensemble	9	402 477
42	CA Saint Etienne Métropole	45	396 161
13	CA du Pays d'Aix en Provence	36	391 536
92	CA Grand Paris Seine Ouest	8	314 621
37	CA Tours	22	296 506
63	CA Clermont Communauté	21	290 356
45	CA Orléans Val de Loire	22	282 743
49	CA Angers Loire Métropole	33	277 506
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	34	269 713
66	CA Perpignan Méditerranée	36	263 901
78	CA Versailles Grand Parc	18	246 992
62	CA de Lens - Liévin	36	245 723
30	CA de Nîmes Métropole	27	245 222
14	CA Caen la Mer	35	242 182
76	CA Havraise	17	240 816
62	CA de Béthune Bruay Noeux et Environs	65	228 530
57	CA Metz Métropole	44	227 187
51	CA Reims Métropole	16	223 087
92	CA du Mont Valérien	3	221 620
26	CA Valence-Romans Sud Rhône-Alpes	51	218 172
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	215 351
87	CA Limoges Métropole	19	210 987
94	CA Val de Bièvre	7	206 519
56	CA Lorient Agglomération	25	205 749
95	CA de Cergy-Pontoise	13	203 013
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	201 366
59	CA Valenciennes Métropole	35	193 520
94	CA Seine Amont	3	189 729
92	CA des Hauts de Bièvre	7	187 578
95	CA le Parisis	10	186 985
84	CA du Grand Avignon	15	186 656
25	CA du Grand Besançon	58	182 978
06	CA de Sophia Antipolis	24	180 006
80	CA Amiens Métropole	33	178 723
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	177 370
78	CA de la Boucle de la Seine	7	173 645
95	CA Val de France	6	168 610
17	CA de la Rochelle	28	168 394
972	CA du Centre de la Martinique	4	164 989
06	CA des Pays de Lérins	5	160 984
59	CA de la Porte du Hainaut	46	159 486
94	CA Plaine Centrale du Val de Marne	3	156 562
91	CA Europ'Essonne	14	154 751
59	CA du Douaisis	35	154 041
64	CA Pau-Pyrénées	14	149 902
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	7	146 971
92	CA Sud de Seine	4	145 590
74	CA d'Annecy	13	145 579
13	CA Salon Etang de Berre Durance	17	143 218
86	CA Grand Poitiers	13	142 751
56	CA Vannes Agglo	24	139 307
91	CA du Val d'Orge	10	138 372
95	CA Argenteuil - Bezons	2	135 003
10	CA Grand Troyes	19	133 778

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
08	CA Charleville-Mézières/Sedan	65	133 336
92	CA Seine-Défense	2	132 464
73	CA Chambéry Métropole	24	129 010
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	128 595
59	CA Maubeuge Val de Sambre	42	128 134
11	CA Le Grand Narbonne	39	126 689
28	CA Chartres Métropole	47	125 751
974	CA du Sud	4	125 676
62	CA d'Hénin-Carvin	14	125 168
91	CA du Plateau de Saclay	11	124 889
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	123 854
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	123 334
973	CA du Centre Littoral	6	122 758
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	122 406
95	CA de la Vallée de Montmorency	9	122 146
79	CA du Niortais	45	122 080
93	CA Terres de France	3	120 243
62	CA du Boulonnais	22	119 925
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	14	119 804
25	CA du Pays de Montbéliard	29	119 560
78	CA de Mantes en Yvelines	35	116 487
91	CA Evry Centre Essonne	6	116 149
28	CA Agglo du Pays de Dreux	78	113 595
34	CA de Béziers-Méditerranée	13	113 514
16	CA du Grand Angoulême	16	112 047
77	CA Melun Val de Seine	14	111 110
83	CA Var Esterel Méditerranée	5	110 330
19	CA du Bassin de Brive	49	109 945
71	CA Chalon - Val de Bourgogne	38	109 388
41	CA de Blois - Agglopolys	48	108 460
972	CA du Pays Nord Martinique	18	107 632
11	CA Carcassonne Agglo	73	107 584
78	CA Saint Germain Seine et Forêts	10	107 477
94	CA Haut Val de Marne	7	107 129
971	CA Cap Excellence	3	105 615
83	CA Dracénoise	19	105 487
13	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	12	104 805
68	CA de Colmar	14	104 656
77	CA de Sénart	8	104 398
42	CA Roannais Agglomération	40	104 077
06	CA du Pays de Grasse	23	103 600
38	CA Porte de l'Isère	22	103 332
91	CA les Portes de l'Essonne	5	102 766
30	CA Alès Agglomération	50	102 011
53	CA de Laval	20	100 352
18	CA Bourges Plus	16	100 234
Total		2 184	17 448 769

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 38 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
77	CC Plaines et Monts de France	FPU	37	113 207
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	103 181
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	47	102 236
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	93 769
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	85 897
01	CC du Pays de Gex	FA	27	85 512
92	CC de Châtillon - Montrouge	FA	2	84 694
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	81 389
59	CC Coeur d'Ostrevent	FPU	21	74 104
17	CC de la Haute Saintonge	FA	131	69 763
76	CC Caux Vallée de Seine	FPU	47	69 679
84	CC des Pays de Rhône et Ouvèze	FPU	7	68 828
35	CC du Pays de Redon	FPU	30	67 204
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	66 502
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	66 341
91	CC de l'Arpajonnais	FPU	14	65 740
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	29	63 118
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	61 696
40	CC Marenne Adour Côte Sud	FPU	23	61 316
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	21	60 476
78	CC de l'Ouest Parisien	FA	3	59 733
01	CC Haut - Bugey	FPU	37	59 353
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	59 280
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	58 055
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FA	12	56 550
29	CC du Pays de Quimperlé	FPU	16	56 536
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	55 231
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	41	55 025
17	CC des Vals de Saintonge	FPU	112	54 906
60	CC du Pays de Valois	FA	62	54 801
66	CC des Albères et de la Côte Vermeille	FPU	15	54 614
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	54 024
91	CC Etampois Sud Essonne	FPU	38	53 866
68	CC des Trois Frontières	FA	10	53 666
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	52 186
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	51 741
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	51 637
69	CC de l'Ouest Rhodanien	FPU	36	51 345
Total			1 203	2 537 201

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

CHAPITRE

3

LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Présentation - Définitions	32
3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
3-2 Les comptes des administrations publiques locales	35
3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
3-4 Les prélèvements obligatoires	37
3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38

Les finances des administrations publiques locales

PRÉSENTATION

Le volume total des dépenses des administrations publiques locales (APUL) s'élève en 2013 à 252,0 Md€ contre 243,8 Md€ en 2012. Le poids dans les dépenses des administrations publiques reste stable à 20,9 %.

Les dépenses des APUL se répartissent entre 128,6 Md€ de dépenses de fonctionnement, 67,0 Md€ de transferts versés, et 53,4 Md€ en investissement (principalement de la formation brute de capital fixe), auxquels il faut ajouter 3,0 Md€ d'intérêts versés.

Les APUL poursuivent l'effort d'investissement déjà observé les deux années précédentes. Leur formation brute de capital fixe (FBCF) atteint 50,4 Md€ en 2013, en hausse de 5,1 %, et représente 58,8 % de l'investissement public. Si l'on raisonne hors dépenses de recherche et développement réalisées en interne, la part de la FBCF des APUL dans celle des administrations publiques est de 70 %.

Dans les termes de la comptabilité nationale, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques diminue pour la quatrième année consécutive : il atteint 4,1 % du PIB en 2013. En revanche, pour les administrations publiques locales, il progresse en 2012 et en 2013. En effet, les APUL affichent un besoin de financement en 2013 de 9,2 Md€ contre 3,7 Md€ en 2012 et 0,7 Md€ en 2011. Ce besoin de financement représente 0,4 % du PIB en 2013.

Les comptes nationaux sont établis selon des concepts harmonisés au niveau européen, et qui sont revus à intervalles réguliers. Les données présentées ici sont conformes à la méthodologie de la « base 2010 », publiée pour la première fois par l'Insee en mai 2014.

Par rapport à l'ancienne base de la comptabilité nationale (« base 2005 »), les principaux changements concernent l'investissement, encore appelé formation brute de capital fixe (FBCF). En effet, l'Insee comptabilise désormais en investissement les sommes que les agents économiques (entreprises privées mais aussi organismes publics) dépensent pour la recherche et développement (R&D), alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en consommations intermédiaires. Ce changement vise à refléter au mieux les mutations de l'économie, et à rendre compte du poids de plus en plus important des actifs tirés de la propriété intellectuelle dans l'économie d'aujourd'hui. De même, les achats de systèmes d'armes par l'État sont désormais considérés comme de la FBCF. Le PIB est donc relevé d'autant.

Le changement de base induit pour 2012, une réévaluation du PIB de 62 Md€ et une réévaluation de la FBCF de l'ensemble des administrations publiques (APU) de 21 Md€, essentiellement pour les administrations centrales, tandis que la FBCF des APUL augmente seulement de 3 Md€. La part des APUL dans l'investissement de l'ensemble des APU est donc revue à la baisse : elle est évaluée, pour l'année 2012, à 57 % en base 2010 contre 71 % en base 2005. Pour les autres indicateurs usuels (part des APUL dans les dépenses totales et dans la dette des APU), les impacts sont limités.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'INSEE.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'INSEE : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « finances publiques » ainsi que dans le thème « économie ».

DÉFINITIONS

► **Les administrations publiques (APU)** représentent l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (État, Organismes divers d'administration centrale), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

► **Les administrations publiques locales (APUL)** comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.

► **Les collectivités locales** au sens de la comptabilité nationale correspondent aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle et communautés de communes) et à certaines activités des syndicats de communes. En comptabilité nationale, les comptes des collectivités locales présentent des résultats différents de ceux diffusés à partir des comptes de gestion ou des comptes administratifs.

► **Les organismes divers d'administration locale (ODAL)** correspondent principalement aux établissements publics locaux (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale [CCAS, CIAS], caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours [SDIS],...) aux établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel), aux associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales et aux chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers).

► **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national : Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés - souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la personnalité juridique. Il existe plus de 700 organismes de ce type.

► **Valeur ajoutée** : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

► **Formation brute de capital fixe (FBCF)**

La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

► **Les prélèvements obligatoires** sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

► **Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL** comportent :

– les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;

– les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.

► **Capacité ou besoin de financement**

La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

► **Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES COMPTES DE LA NATION

(en milliards d'euros)

		2009	2010	2011	2012	2013
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée brute des APUL	102,0	104,9	108,5	112,1	115,3
	Produit intérieur brut de la Nation	1 939,0	1 998,5	2 059,3	2 091,1	2 113,7
Formation brute de capital fixe	FBCF des APUL	47,1	44,2	45,3	47,9	50,4
	FBCF de la Nation	427,3	441,1	461,6	469,8	466,9

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2013

(en milliards d'euros)

	État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques*
Dépenses totales	455,5	81,3	252,0	562,9	1 207,5
Rémunérations des salariés	118,9	17,2	74,8	62,4	273,3
Prestations sociales en espèce et en nature	87,1	6,1	23,6	428,6	545,4
Formation brute de capital fixe	9,8	17,2	50,4	8,3	85,6
Production des branches marchandes et ventes résiduelles	4,7	4,9	33,7	13,6	57,0
Valeur ajoutée brute	132,1	33,0	115,3	74,4	354,8

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés, ainsi la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES PARMIS LES DÉPENSES PUBLIQUES

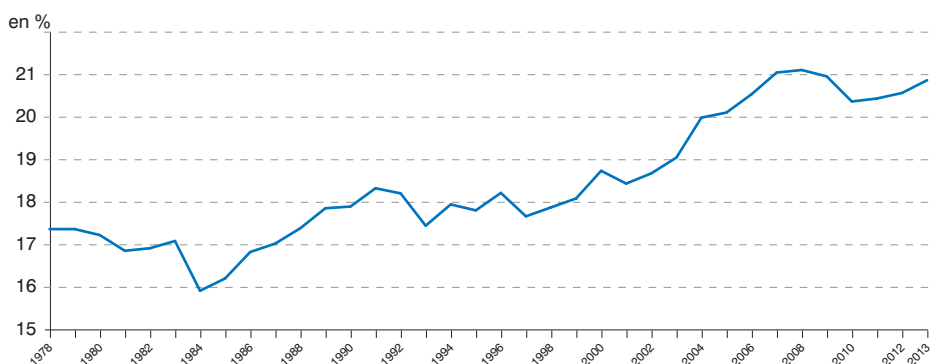
(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
État	433,5	482,5	445,3	451,3	455,5
Organismes divers d'administration centrale	68,1	75,7	75,9	78,4	81,3
Administrations publiques locales	230,7	229,8	235,3	243,8	252,0
dont collectivités locales	211,8	210,1	215,5	223,1	230,7
Administrations de sécurité sociale	497,1	515,6	532,4	550,1	562,9
Ensemble des administrations publiques*	1 100,6	1 128,0	1 151,5	1 185,4	1 207,5

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés, ainsi la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

POIDS DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les comptes des administrations publiques locales 3-2

LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
DÉPENSES*					
Dépenses de fonctionnement	113,3	117,4	120,2	124,3	128,6
Consommations intermédiaires (P2)	44,2	46,2	47,5	49,3	51,2
Rémunération des salariés (D1)	67,0	68,9	70,3	72,5	74,8
Autres ⁽¹⁾	2,1	2,3	2,4	2,5	2,6
Intérêts versés (D41)	3,9	2,7	3,4	3,4	3,0
Prestations et autres transferts	63,1	62,9	63,4	65,1	67,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	11,7	12,7	13,3	13,9	14,8
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D632)	8,2	8,5	8,7	8,8	8,8
Subventions versées (D3)	14,0	13,5	13,7	13,9	14,2
Transferts courants (D7)	22,5	22,0	21,3	21,9	22,5
Transferts en capital (D9p hors D995p)	6,7	6,2	6,4	6,7	6,8
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers	50,4	46,8	48,4	51,0	53,4
Formation brute de capital fixe (P51g)	47,1	44,2	45,3	47,9	50,4
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	3,3	2,6	3,1	3,0	3,0
TOTAL DES DÉPENSES	230,7	229,8	235,3	243,8	252,0
TOTAL DES DÉPENSES HORS ÉLÉMENTS IMPUTÉS **	229,5	228,6	234,1	242,5	250,6
RECETTES*					
Recettes de production	36,4	37,9	39,1	40,2	41,1
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	29,7	30,9	32,2	33,1	33,7
Autres ⁽²⁾	6,7	7,0	6,9	7,1	7,3
Revenus de la propriété (D4)	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7
Impôts et cotisations sociales	117,6	90,0	119,9	124,4	125,3
Impôts sur la production et les importations (D2)	85,0	67,9	93,6	98,0	98,5
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	14,7	15,6	16,2	17,1	17,8
Transferts de recettes fiscales (D733)	17,1	5,8	9,3	8,6	8,2
Cotisations sociales nettes (D61)	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Autres transferts	68,1	97,6	73,0	72,8	73,8
Transferts courants (D7 hors D733)	53,9	87,1	63,3	62,9	63,8
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	14,2	10,5	9,7	9,9	10,0
TOTAL DES RECETTES	224,7	228,1	234,7	240,1	242,8
TOTAL DES RECETTES HORS ÉLÉMENTS IMPUTÉS **	223,5	226,9	233,4	238,8	241,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)	-6,0	-1,7	-0,7	-3,7	-9,2

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC2010.

* Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

** L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraîne un double compte de certaines recettes et dépenses.

⁽¹⁾ autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

⁽²⁾ production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
Administrations publiques centrales	28,0	31,1	27,0	27,3	27,0
État	12,2	14,2	9,5	10,9	9,8
Organismes divers d'administration centrale	15,9	17,0	17,5	16,4	17,2
Administrations publiques locales	47,1	44,2	45,3	47,9	50,4
dont Collectivités locales	44,7	41,8	42,9	45,6	48,0
Administrations de sécurité sociale	7,3	7,6	9,3	9,2	8,3
Total des administrations publiques	82,4	82,9	81,6	84,4	85,6

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

ÉVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

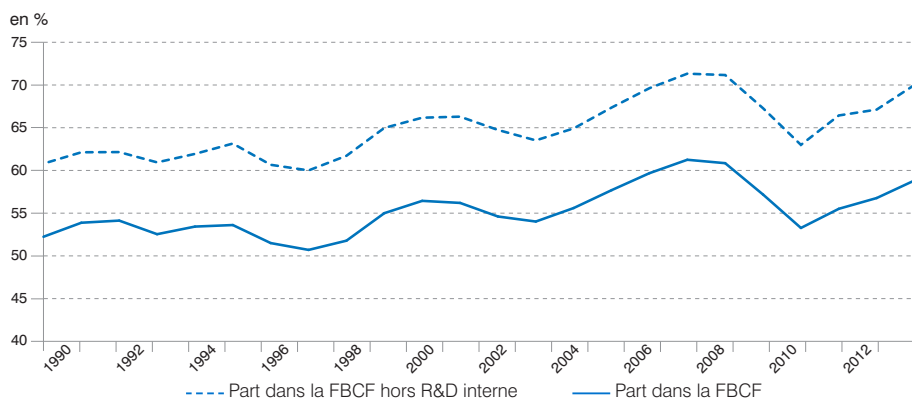
(en %)

	2009	2010	2011	2012	2013
Administrations publiques centrales	18,8	11,1	-13,1	0,9	-1,1
État	25,4	16,3	-32,8	14,2	-9,6
Organismes divers d'administration centrale	14,1	7,0	3,3	-6,4	4,5
Administrations publiques locales	-1,5	-6,3	2,5	5,8	5,1
dont Collectivités locales	n.d.	-6,4	2,6	6,2	5,4
Administrations de sécurité sociale	1,1	4,8	21,5	-0,4	-10,4
Total des administrations publiques	4,8	0,6	-1,6	3,5	1,4

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

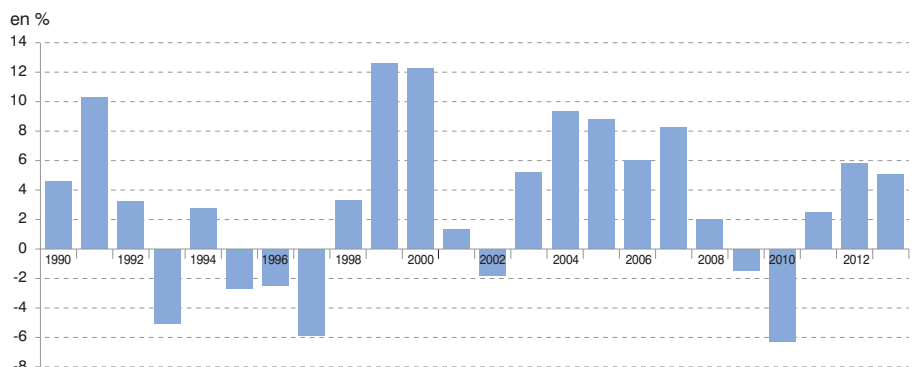
n.d. : non disponible.

POIDS DES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS L'INVESTISSEMENT PUBLIC



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les prélèvements obligatoires 3-4

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des prélèvements obligatoires	795,8	825,1	876,7	913,9	945,6
Impôts	481,5	504,5	543,6	571,8	593,0
dont perçus par :					
l'État	217,6	264,9	259,1	275,2	290,0
les organismes divers d'administration centrale	9,5	11,1	12,3	12,5	14,3
les administrations publiques locales	116,9	89,3	119,2	123,7	124,5
les administrations de sécurité sociale	135,8	137,2	151,0	158,3	162,2
les institutions de l'Union européenne	1,7	2,0	2,1	2,1	2,1
Cotisations sociales	314,3	320,6	333,0	342,1	352,6
dont perçues par :					
l'État	7,8	7,7	7,3	7,3	7,5
les administrations de sécurité sociale	306,5	312,9	325,7	334,7	345,0

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

TAUX DE PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE

(en % du PIB)

	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des prélèvements obligatoires	41,0	41,3	42,6	43,7	44,7
Impôts	24,8	25,4	26,4	27,4	28,1
dont perçus par :					
l'État	11,2	13,3	12,6	13,2	13,7
les organismes divers d'administration centrale	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7
les administrations publiques locales	6,0	4,5	5,8	5,9	5,9
les administrations de sécurité sociale	7,0	6,9	7,3	7,6	7,7
les institutions de l'Union européenne	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cotisations sociales	16,2	16,1	16,2	16,4	16,7
dont perçues par :					
l'État	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
les administrations de sécurité sociale	15,8	15,7	15,8	16,0	16,3

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des administrations publiques	-138,9	-135,8	-105,0	-101,6	-87,1
Administrations publiques centrales	-118,3	-110,9	-91,4	-85,2	-67,9
État	-116,9	-121,7	-91,2	-82,6	-69,2
ODAC	-1,3	10,9	-0,2	-2,6	1,3
Administrations publiques locales	-6,0	-1,7	-0,7	-3,7	-9,2
dont collectivités locales	-6,1	-1,0	-0,7	-3,5	-9,0
Administrations de sécurité sociale	-14,6	-23,2	-12,9	-12,8	-10,1

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

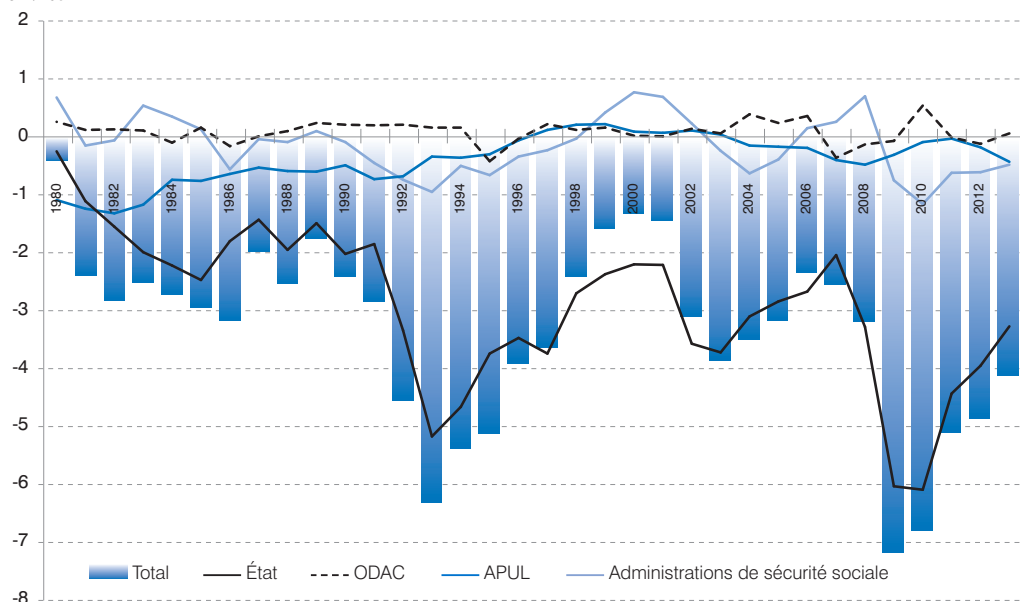
(en % du PIB)

	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble des administrations publiques	-7,2	-6,8	-5,1	-4,9	-4,1
Administrations publiques centrales	-6,1	-5,5	-4,4	-4,1	-3,2
État	-6,0	-6,1	-4,4	-3,9	-3,3
ODAC	-0,1	+0,5	-0,0	-0,1	+0,1
Administrations publiques locales	-0,3	-0,1	-0,0	-0,2	-0,4
dont collectivités locales	-0,3	-0,1	-0,0	-0,2	-0,4
Administrations de sécurité sociale	-0,8	-1,2	-0,6	-0,6	-0,5

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

en % du PIB



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	49

Les finances des collectivités locales

PRÉSENTATION

En 2013, le budget des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre atteint 233,6 milliards d'euros. Le secteur communal totalise près de 57 % de ces dépenses avec 132,5 milliards d'euros. Les budgets des départements et des régions s'élèvent respectivement à 72,4 et 28,7 milliards d'euros.

La croissance des dépenses de fonctionnement s'avérant, comme en 2012, plus rapide que celle des ressources, l'épargne brute de ces collectivités locales se dégrade par rapport à l'exercice précédent. Elle s'élève à 29,3 Md€ en 2013, en baisse de 5,5 % après le repli de 4,9 % déjà observé en 2012. Cette baisse de l'épargne brute concerne tous les niveaux de collectivités, même si elle est particulièrement sensible pour les départements.

Les dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) ont chuté en 2010, après le plan de relance de 2009. Elles ont augmenté depuis pour atteindre 58,3 Md€ en 2013, en progression de 5,4 % par rapport à 2012. Cet effort d'investissement est largement porté par les dépenses d'équipement du secteur communal, en partie liées au cycle électoral. Les recettes d'investissement hors emprunts s'élèvent à 21,0 Md€ en 2013, en hausse de 2,6 % sur un an.

Les ressources propres des collectivités (épargne brute et recettes d'investissement hors emprunts) peuvent financer 86 % de leurs opérations d'investissement. Ce taux de couverture, en retrait pour tous les niveaux de collectivités, est en baisse de 7 points par rapport à 2012. L'augmentation de la dette (4,2 Md€) et les prélèvements nets sur leur trésorerie (à hauteur de 4 Md€) permettent aux collectivités de compléter le financement de leurs dépenses d'investissement. Fin 2013, le taux d'endettement, qui correspond au ratio « dette / recettes de fonctionnement », atteint 71,7 %. S'il progresse pour tous les niveaux de collectivités, son niveau est particulièrement élevé pour les régions (88,7 %).

Fin 2013, le stock de dette des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre, dont le rythme de croissance progresse un peu moins vite qu'en 2012, atteint 137,0 milliards d'euros.

La déclinaison, pour 2013, des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque collectivité locale (voir définitions des ratios financiers p. 41).

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport de l'Observatoire des finances locales, Les finances des collectivités locales en 2014, juillet 2014.

« Synthèse du rapport 2014 de l'Observatoire des finances locales », Bis n°103, juillet 2014.

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs.

Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Tous ces documents sont disponibles sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS

► **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

► **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêt.

► **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

► **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

► **Les ratios financiers obligatoires** : pour les communes de 3500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

A noter : Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

► **Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Pour les communes et groupements de communes, les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 2 = Produit des impositions directes / population** : recettes du compte 731 (hors fiscalité reversée pour les départements et les régions).

► **Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

► **Ratio 4 = Dépenses d'équipement / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) et 45 (opérations pour comptes de tiers, si la présentation comptable de la collectivité le permet, ce sont plus précisément les comptes 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement), 457 (opérations d'investissement sur voirie communale effectuées par un groupement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat) qui doivent être pris en compte. Pour les communes et groupements de communes, les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

► **Ratio 5 = Dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

► **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

► **Ratio 7 = Dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

► **Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées, les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement.

► **Ratio 10 = Dépenses d'équipement / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Pour les communes et les groupements, les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d'équipement.

► **Ratio 11 = Dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

LES COMPTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	214,23	212,82	219,38	226,37	233,63
Recettes totales	215,15	215,10	221,81	227,41	229,67
Dépenses totales hors remboursements de dette	202,19	200,81	206,95	213,31	220,83
Recettes totales hors emprunts	195,85	199,04	205,93	209,48	212,84
Dépenses réelles de fonctionnement	145,51	148,78	152,95	158,03	162,55
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	141,42	144,87	148,69	153,53	158,04
● dont achats et charges externes	28,10	28,54	29,16	30,01	30,89
● dont personnel	50,30	51,74	53,00	54,90	56,62
● dont transferts versés	58,13	59,96	61,71	63,69	65,36
Recettes de fonctionnement (2)	172,05	178,88	185,50	189,02	191,84
● dont impôts et taxes	102,58	108,63	110,74	113,47	115,67
– impôts locaux**	70,25	73,24	69,54	72,00	75,33
– autres impôts indirects et taxes	32,33	35,39	41,20	41,46	40,34
● dont concours de l'État	48,73	49,43	52,57	52,39	51,95
– dont DGF	40,54	40,86	40,97	41,17	41,30
– dont péréquation et compensations fiscales***	4,42	4,74	7,77	7,52	6,94
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	30,63	34,00	36,82	35,48	33,80
● intérêts de dette (4)	4,09	3,91	4,27	4,49	4,51
Épargne brute (5) = (3)-(4)	26,54	30,10	32,55	30,99	29,28
Épargne nette = (5)-remboursements	14,49	18,09	20,12	17,92	16,49
Dépenses réelles d'investissement	68,72	64,04	66,43	68,35	71,07
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	56,68	52,03	54,00	55,28	58,27
● dont subventions d'équipement	13,85	12,60	12,79	13,17	13,71
● dont équipement	39,82	36,76	38,26	39,13	41,65
Recettes réelles d'investissement	43,10	36,22	36,31	38,39	37,83
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	23,80	20,16	20,43	20,46	21,00
● dont dotations et subventions	19,26	15,18	14,89	15,28	15,49
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7)-(6)	-6,34	-1,77	-1,02	-3,83	-7,99
Variation fonds de roulement	+0,92	+2,28	+2,43	+1,03	-3,96
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	12,04	12,01	12,43	13,07	12,80
● emprunts	19,30	16,06	15,88	17,93	16,83
● emprunts - remboursements de dette	7,26	4,05	3,45	4,86	4,03
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>120,04</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,81</i>	<i>137,48</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	17,8%	19,0%	19,8%	18,8%	17,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,4%	16,8%	17,5%	16,4%	15,3%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	69,8%	69,5%	68,8%	70,3%	71,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	9,4%	8,9%	9,0%	9,3%	9,0%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter en 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

Les comptes des communes 4-2

LES COMPTES DES COMMUNES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	91,81	91,14	94,09	96,41	100,75
Recettes totales	92,57	92,41	94,95	97,18	98,37
Dépenses totales hors remboursements de dette	86,23	85,33	88,19	90,58	94,67
Recettes totales hors emprunts	85,83	86,00	88,46	89,92	91,06
Dépenses réelles de fonctionnement	62,10	62,45	63,87	65,42	67,27
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	59,88	60,41	61,67	63,15	64,99
● dont achats et charges externes	15,79	15,89	16,23	16,72	17,28
● dont personnel	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01
● dont transferts versés	9,35	9,30	9,59	9,68	9,91
Recettes de fonctionnement (2)	72,79	74,51	77,02	78,34	79,14
● dont impôts et taxes	42,54	44,33	46,04	46,91	47,96
– impôts locaux **	28,76	29,69	30,70	31,47	32,25
– fiscalité reversée	8,25	8,66	8,94	9,03	9,46
– autres impôts indirects et taxes	5,53	5,98	6,40	6,41	6,25
● dont concours de l'État***	19,47	19,47	19,50	19,28	18,92
– dont DGF	16,56	16,49	16,39	16,43	16,40
– dont péréquation et compensations fiscales***	2,51	2,59	2,71	2,65	2,33
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	12,91	14,11	15,35	15,19	14,15
● intérêts de dette (4)	2,22	2,04	2,19	2,27	2,29
Épargne brute (5) = (3)-(4)	10,69	12,07	13,16	12,92	11,87
Épargne nette = (5)-remboursements	5,11	6,25	7,26	7,08	5,78
Dépenses réelles d'investissement	29,72	28,70	30,22	30,99	33,48
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	24,13	22,88	24,33	25,16	27,40
● dont subventions d'équipement	1,37	1,31	1,31	1,51	1,46
● dont équipement	21,40	20,31	21,75	22,59	24,87
Recettes réelles d'investissement	19,78	17,90	17,93	18,84	19,23
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	13,04	11,49	11,44	11,58	11,92
● dont dotations et subventions	10,21	8,03	7,88	8,27	8,44
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,40	+0,68	+0,27	-0,65	-3,61
Variation fonds de roulement	+0,76	+1,27	+0,86	+0,77	-2,38
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	5,59	5,82	5,90	5,84	6,09
● emprunts	6,74	6,41	6,49	7,26	7,31
● emprunts - remboursements de dette	1,16	0,59	0,59	1,42	1,23
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>58,61</i>	<i>59,29</i>	<i>59,93</i>	<i>61,44</i>	<i>62,91</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%	17,9%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%	15,0%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%	79,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	10,7%	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les versements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

LES COMPTES DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	34,61	35,67	37,46	39,37	41,14
Recettes totales	35,18	36,02	38,23	40,04	40,59
Dépenses totales hors remboursements de dette	33,05	34,10	35,92	37,63	39,37
Recettes totales hors emprunts	32,70	33,91	35,57	36,66	38,00
Dépenses réelles de fonctionnement	25,08	26,04	27,00	28,18	29,41
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	24,48	25,48	26,36	27,50	28,73
● dont achats et charges externes	5,13	5,39	5,51	5,77	5,97
● dont reversements fiscaux	8,69	8,84	8,97	8,94	9,35
● dont personnel	5,00	5,39	5,77	6,27	6,72
● dont transferts versés	4,62	4,87	5,05	5,39	5,51
Recettes de fonctionnement (2)	29,20	30,81	32,08	33,23	34,46
● dont impôts et taxes	18,72	20,21	20,07	21,07	22,09
– impôts locaux**	14,64	15,91	15,83	16,64	17,77
– autres impôts indirects et taxes	4,07	4,29	4,24	4,43	4,32
● dont concours de l'État	7,30	7,61	8,80	8,74	8,75
– dont DGF	6,48	6,78	6,92	7,06	7,19
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,78	0,80	1,84	1,65	1,52
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	4,72	5,34	5,71	5,72	5,73
● intérêts de dette (4)	0,60	0,56	0,64	0,67	0,69
Épargne brute (5) = (3)-(4)	4,12	4,77	5,07	5,05	5,05
Épargne nette = (5)-remboursements	2,57	3,20	3,54	3,31	3,28
Dépenses réelles d'investissement	9,53	9,63	10,45	11,19	11,72
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	7,98	8,06	8,92	9,45	9,96
● dont subventions d'équipement	1,22	1,44	1,51	1,65	1,81
● dont équipement	6,01	5,87	6,57	6,94	7,20
Recettes réelles d'investissement	5,99	5,20	6,15	6,81	6,13
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	3,50	3,10	3,49	3,44	3,54
● dont dotations et subventions	2,62	2,32	2,49	2,45	2,54
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,36	-0,19	-0,35	-0,97	-1,36
Variation fonds de roulement	+0,58	+0,35	+0,77	+0,66	-0,54
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,55	1,57	1,54	1,74	1,77
● emprunts	2,49	2,10	2,66	3,37	2,59
● emprunts - remboursements de dette	0,93	0,54	1,12	1,63	0,82
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>17,47</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>21,20</i>	<i>22,06</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	16,2%	17,3%	17,8%	17,2%	16,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,1%	15,5%	15,8%	15,2%	14,6%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	59,8%	59,0%	60,1%	63,8%	64,0%
Annuité / recettes de fonctionnement	7,4%	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	117,74	117,98	122,58	126,85	132,54
Recettes totales	119,07	119,59	124,21	128,28	129,62
Dépenses totales hors remboursements de dette	110,59	110,59	115,15	119,26	124,69
Recettes totales hors emprunts	109,84	111,08	115,06	117,64	119,72
Dépenses réelles de fonctionnement	78,49	79,65	81,90	84,66	87,34
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	75,67	77,05	79,07	81,71	84,37
● dont achats et charges externes	20,92	21,28	21,73	22,49	23,25
● dont personnel	36,95	37,99	38,97	40,39	41,73
● dont transferts versés	13,97	14,17	14,65	15,07	15,42
Recettes de fonctionnement (2)	93,30	96,49	100,13	102,63	104,25
● dont impôts et taxes	53,01	55,88	57,17	58,95	60,59
– impôts locaux**	43,40	45,60	46,53	48,11	50,02
– autres impôts indirects et taxes	9,60	10,27	10,64	10,84	10,57
● dont concours de l'État***	26,77	27,08	28,30	28,02	27,67
– dont DGF	23,04	23,27	23,31	23,49	23,60
– dont péréquation et compensations fiscales***	3,29	3,39	4,55	4,30	3,85
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	17,63	19,44	21,06	20,91	19,88
● intérêts de dette (4)	2,82	2,60	2,83	2,95	2,97
Épargne brute (5) = (3)-(4)	14,81	16,84	18,23	17,97	16,91
Épargne nette = (5)-remboursements	7,67	9,46	10,80	10,39	9,06
Dépenses réelles d'investissement	39,25	38,33	40,68	42,19	45,20
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	32,11	30,94	33,25	34,61	37,35
● dont subventions d'équipement	2,59	2,76	2,81	3,16	3,27
● dont équipement	27,42	26,18	28,33	29,53	32,07
Recettes réelles d'investissement	25,77	23,10	24,08	25,65	25,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	16,54	14,59	14,93	15,02	15,47
● dont dotations et subventions	12,83	10,35	10,37	10,72	10,98
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,75	+0,49	-0,08	-1,62	-4,97
Variation fonds de roulement	+1,34	+1,62	+1,63	+1,43	-2,92
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	7,14	7,38	7,43	7,58	7,85
● emprunts	9,23	8,51	9,15	10,63	9,90
● emprunts - remboursements de dette	2,09	1,13	1,71	3,05	2,05
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>76,09</i>	<i>77,47</i>	<i>79,21</i>	<i>82,64</i>	<i>84,97</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,9%	20,2%	21,0%	20,4%	19,1%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,9%	17,5%	18,2%	17,5%	16,2%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	81,5%	80,3%	79,1%	80,5%	81,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	10,7%	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations «communes» et «groupements à fiscalité propre»; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

4-5 Les comptes des départements

LES COMPTES DES DÉPARTEMENTS

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	68,48	68,38	69,60	71,57	72,39
Recettes totales	68,30	68,81	70,37	71,26	71,82
Dépenses totales hors remboursements de dette	65,54	65,33	66,34	68,08	69,52
Recettes totales hors emprunts	61,88	63,99	66,47	67,06	67,98
Dépenses réelles de fonctionnement	51,03	52,86	54,34	56,21	57,64
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	50,26	52,06	53,47	55,26	56,71
● dont achats et charges externes	5,68	5,63	5,64	5,64	5,65
● dont personnel	10,67	10,96	11,17	11,54	11,82
● dont transferts versés	33,04	34,63	35,76	37,13	38,29
Recettes de fonctionnement (2)	57,28	60,61	63,20	63,89	64,73
● dont impôts et taxes	37,40	40,38	41,43	42,22	42,50
– impôts locaux**	21,94	22,56	18,62	19,42	20,55
– autres impôts indirects et taxes	15,46	17,82	22,81	22,80	21,95
<i>dont droits de mutation</i>	5,22	7,07	8,61	7,97	7,16
<i>dont TICPE</i>	5,78	6,19	6,53	6,54	6,47
<i>dont TSCA</i>	3,13	3,21	6,25	6,63	6,68
● dont concours de l'État	13,44	13,73	15,00	15,03	14,94
– dont DGF	12,08	12,15	12,21	12,24	12,24
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,93	1,16	2,36	2,36	2,26
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	7,02	8,55	9,73	8,62	8,02
● intérêts de dette (4)	0,77	0,80	0,87	0,95	0,93
Épargne brute (5)=(3)-(4)	6,25	7,75	8,86	7,68	7,09
Épargne nette = (5)-remboursements	3,31	4,70	5,60	4,19	4,23
Dépenses réelles d'investissement	17,45	15,52	15,26	15,35	14,75
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	14,50	12,47	12,00	11,87	11,89
● dont subventions d'équipement	5,53	4,74	4,64	4,64	4,63
● dont équipement	8,59	7,44	6,97	6,76	6,82
Recettes réelles d'investissement	11,02	8,20	7,17	7,38	7,09
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	4,59	3,39	3,27	3,17	3,26
● dont dotations et subventions	4,09	2,88	2,63	2,56	2,59
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	-3,66	-1,34	+0,13	-1,02	-1,54
Variation fonds de roulement	-0,18	+0,43	+0,77	-0,30	-0,57
Dépenses totales pour les collèges	4,49	4,30	4,28	4,19	4,12
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	32,05	33,68	34,89	35,98	37,12
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	2,94	3,04	3,26	3,48	2,86
● emprunts	6,42	4,82	3,90	4,21	3,84
● emprunts - remboursements de dette	3,48	1,77	0,64	0,72	0,97
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>28,25</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	12,3%	14,1%	15,4%	13,5%	12,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	10,9%	12,8%	14,0%	12,0%	11,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	49,3%	49,5%	48,1%	48,6%	49,8%
Annuité / recettes de fonctionnement	6,5%	6,3%	6,5%	6,9%	5,9%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES RÉGIONS

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	28,01	26,46	27,21	27,96	28,70
Recettes totales	27,78	26,69	27,23	27,87	28,23
Dépenses totales hors remboursements de dette	26,06	24,88	25,46	25,96	26,61
Recettes totales hors emprunts	24,13	23,96	24,40	24,78	25,14
Dépenses réelles de fonctionnement	15,99	16,27	16,71	17,16	17,58
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	15,49	15,76	16,15	16,56	16,97
● dont achats et charges externes	1,50	1,63	1,79	1,88	2,00
● dont personnel	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06
● dont transferts versés	11,11	11,16	11,31	11,49	11,65
Recettes de fonctionnement (2)	21,46	21,78	22,17	22,50	22,86
● dont impôts et taxes	12,17	12,38	12,15	12,30	12,58
– impôts locaux**	4,90	5,08	4,39	4,48	4,75
– autres impôts indirects et taxes	7,27	7,30	7,76	7,83	7,82
dont cartes grises	1,92	1,92	2,08	2,11	2,04
dont TICPE	3,86	3,88	4,12	4,14	4,18
● dont concours de l'État	8,51	8,62	9,28	9,34	9,35
– dont DGF	5,42	5,45	5,45	5,45	5,46
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,20	0,20	0,86	0,86	0,84
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	5,97	6,01	6,03	5,94	5,89
● intérêts de dette (4)	0,50	0,50	0,57	0,60	0,61
Épargne brute (5) = (3)-(4)	5,47	5,51	5,46	5,35	5,28
Épargne nette = (5)-remboursements	3,52	3,93	3,72	3,35	3,20
Dépenses réelles d'investissement	12,02	10,19	10,49	10,80	11,12
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	10,06	8,61	8,75	8,80	9,04
● dont subventions d'équipement	5,74	5,10	5,34	5,37	5,81
● dont équipement	3,82	3,14	2,96	2,83	2,77
Recettes réelles d'investissement	6,31	4,92	5,06	5,36	5,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	2,67	2,18	2,23	2,27	2,28
● dont dotations et subventions	2,34	1,95	1,89	2,00	1,92
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-1,92	-0,92	-1,07	-1,18	-1,47
Variation fonds de roulement	-0,23	+0,24	+0,03	-0,10	-0,46
Dépenses totales pour l'enseignement	6,68	6,33	6,10	6,05	5,94
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	5,18	5,05	5,15	5,21	5,25
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	3,22	3,19	3,39	3,52	3,91
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,96	1,58	1,74	2,00	2,09
● emprunts	3,65	2,73	2,83	3,09	3,10
● emprunts - remboursements de dette	1,69	1,15	1,09	1,09	1,01
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>15,70</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>	<i>20,28</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%	23,1%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	992	485	1 202	356	928	237	52,6%	90,0%	29,7%	77,2%
France métropole y c. Paris	1 030	502	1 243	364	953	248	51,8%	90,1%	29,2%	76,6%
Outre-Mer	1 159	311	1 279	319	828	244	62,3%	97,0%	24,9%	64,7%
France entière	1 034	496	1 245	362	949	248	52,1%	90,4%	29,1%	76,2%
Métropole										
Moins de 3500 hab.	654	341	852	343	648	196	42,2%	84,9%	40,3%	76,1%
De 3500 à moins de 10000 hab.	949	476	1 170	373	907	213	52,6%	88,2%	31,9%	77,5%
Moins de 10000 hab.	755	387	960	353	736	202	46,6%	86,3%	36,8%	76,7%
Plus de 10000 hab. hors Paris	1 263	598	1 479	360	1 147	278	56,7%	92,8%	24,4%	77,6%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropole										
Moins de 500 hab.	610	297	816	361	523	207	32,8%	82,8%	44,2%	64,0%
De 500 à moins de 2000 hab.	627	331	813	328	639	190	42,4%	85,4%	40,3%	78,6%
De 2000 à moins de 3500 hab.	743	394	955	359	764	199	47,7%	85,6%	37,6%	80,0%
De 3500 à moins de 5000 hab.	872	450	1 089	373	866	207	50,2%	87,4%	34,2%	79,5%
De 5000 à moins de 10000 hab.	990	490	1 213	373	928	217	53,6%	88,6%	30,7%	76,5%
De 10000 à moins de 20000 hab.	1 151	549	1 375	369	970	249	56,7%	90,2%	26,8%	70,6%
De 20000 à moins de 50000 hab.	1 295	614	1 512	366	1 099	284	57,7%	91,9%	24,2%	72,7%
De 50000 à moins de 100000 hab.	1 403	646	1 624	389	1 493	309	56,9%	95,6%	23,9%	91,9%
Plus de 100000 hab. hors Paris	1 232	588	1 434	326	1 132	275	55,2%	94,0%	22,7%	78,9%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropole et communautés urbaines	795	393	980	255	870	226	26,5%	88,0%	26,0%	88,8%
Communautés d'agglomération	573	333	663	118	397	148	19,7%	90,9%	17,7%	60,0%
Syndicats d'agglomération nouvelle ⁽¹⁾	1 117	564	1 506	380	2 710	178	27,0%	90,9%	25,2%	180,0%
Communautés de communes à FPU	401	260	470	98	167	78	22,8%	88,6%	20,9%	35,6%
Communautés de communes à FA	239	133	285	77	158	30	30,1%	89,8%	27,0%	55,5%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

⁽¹⁾ Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.

Hors gestion active de la dette.

Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

4-8

RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	859	303	967	102	504	185	20,7%	93,3%	10,5%	52,1%
France métropole (y c. Paris)	860	312	965	99	486	179	20,4%	93,5%	10,2%	50,4%
Outre-Mer	1 428	209	1 542	134	487	366	22,3%	95,6%	8,7%	31,6%
France	878	309	983	100	486	185	20,5%	93,6%	10,2%	49,4%
Métropole										
Moins de 250 000 hab.	1 001	290	1 139	146	622	278	25,7%	92,3%	12,8%	54,7%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	902	291	1 026	108	533	212	22,3%	93,0%	10,6%	52,0%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	799	282	908	91	484	178	20,4%	92,6%	10,0%	53,3%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	866	321	965	101	493	170	19,7%	94,0%	10,4%	51,1%

Source : DGCL, comptes administratifs 2013.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	270	79	349	24	415	101	13,6%	85,5%	6,8%	119,0%
Aquitaine	225	59	324	50	168	81	18,9%	75,4%	15,3%	51,9%
Auvergne	287	54	378	62	372	106	16,4%	85,2%	16,5%	98,3%
Bourgogne	285	66	358	26	302	102	16,3%	87,4%	7,4%	84,4%
Bretagne	224	55	315	26	132	78	19,0%	74,3%	8,3%	41,8%
Centre	254	65	343	28	230	93	17,0%	79,7%	8,1%	66,9%
Champagne-Ardenne	304	61	368	32	300	98	15,5%	101,4%	8,8%	81,5%
Corse	1 425	48	1 708	266	1 014	108	13,2%	84,8%	15,6%	59,4%
Franche-Comté	279	56	361	48	159	99	20,2%	81,4%	13,3%	43,9%
Languedoc-Roussillon	244	49	331	77	351	86	17,7%	78,3%	23,3%	106,0%
Limousin	391	48	470	28	320	155	18,6%	87,6%	5,9%	68,2%
Lorraine	284	53	345	17	377	92	18,7%	87,9%	5,0%	109,5%
Midi-Pyrénées	242	61	331	37	89	86	18,3%	79,5%	11,1%	26,8%
Nord-Pas-de-Calais	299	57	375	41	479	89	19,7%	86,7%	10,9%	127,5%
Basse-Normandie	281	53	367	33	214	80	17,0%	85,1%	9,1%	58,4%
Haute-Normandie	276	65	372	37	127	80	20,9%	76,6%	9,8%	34,0%
Pays de la Loire	210	65	294	64	312	73	16,3%	81,2%	21,7%	106,1%
Picardie	305	58	379	24	275	113	17,3%	86,0%	6,4%	72,7%
Poitou-Charentes	247	56	306	26	181	78	23,1%	85,8%	8,5%	59,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	269	61	336	29	365	82	17,4%	90,7%	8,6%	108,8%
Rhône-Alpes	257	77	316	27	261	91	14,5%	87,2%	8,5%	82,7%
Métropole sauf Île-de-France	269	61	348	38	282	89	17,5%	84,0%	11,0%	80,8%
Île-de-France	233	125	295	34	396	62	14,2%	96,2%	11,3%	134,1%
Métropole	262	73	339	37	303	84	16,9%	86,0%	11,0%	89,5%
Guadeloupe	569	28	730	231	541	37	20,4%	85,0%	31,6%	74,1%
Guyane	456	23	525	144	548	24	21,6%	93,8%	27,4%	104,3%
Martinique	546	32	638	234	452	55	26,3%	87,5%	36,7%	70,8%
Réunion	449	30	629	207	372	34	29,1%	94,1%	32,9%	59,1%
ROM	497	29	640	210	448	38	25,4%	90,4%	32,8%	69,9%
France	269	72	347	42	307	83	17,4%	86,2%	12,2%	88,4%

Source : DGFiP, comptes administratifs ; calcul DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

CHAPITRE

5

LA FISCALITÉ LOCALE

Présentation - Définitions	52
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2013	55
5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	56
5-3 La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	57
5-4 La fiscalité des impôts économiques	58
5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	59
5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	60

PRÉSENTATION

En 2013, le produit de la fiscalité locale s'est élevé à 125,6 Md€, soit 2,9 Md€ supplémentaires par rapport à 2012. Si les contributions directes ont progressé de 3,5 Md€ et se sont établies à 75,2 Md€, les autres contributions ont reculé sous l'effet de la baisse des droits de mutation à titre onéreux (-1 Md€).

En 2014, les contributions directes enregistrent une augmentation de près de 0,8 Md€ (+1 %). Cette hausse modérée s'explique, pour les taxes « ménages », par une plus faible progression des bases et une moindre revalorisation des taux de fiscalité directe des départements et, pour les impôts économiques, par une diminution de 0,4 Md€ de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). A noter qu'en 2013, la CVAE avait progressé de manière tout à fait exceptionnelle (+7,5 %) pour des raisons liées à ses modalités techniques de reversement.

La répartition entre taxes « ménages » et impôts économiques diffère d'un niveau de collectivité à l'autre. Ainsi, la baisse des impôts économiques affecte tout particulièrement le niveau des contributions directes des régions (-2,2 %).

Le taux moyen voté de la cotisation foncière des entreprises, destinée au seul secteur communal, est de 25,76 %. Les taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (non compris la taxe additionnelle), destinées uniquement au secteur communal, sont respectivement égaux à 23,95 % et 48,53 %. Celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties, toutes collectivités confondues, atteint 35,21 %. L'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte, d'un effet négligeable sur l'augmentation des produits, se traduit, toutes choses égales par ailleurs, par un fléchissement de ces taux moyens votés : ils auraient été légèrement supérieurs s'ils avaient été calculés hors Mayotte.

Toute évolution du produit fiscal peut se décomposer en une part imputable à l'évolution des bases (effet base) et une autre imputable à l'évolution des taux (effet taux). Entre 2013 et 2014, l'évolution du produit fiscal global voté des 3 taxes « ménages » due à l'augmentation des taux, toutes collectivités confondues, est de 0,35 %.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) atteint 6,4 Md€ en 2014, année de la mise œuvre de la part incitative qui a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages. Cette dernière concerne 122 communes pour un montant de 2,9 M€.

Les contributions de l'État peuvent prendre deux formes : les dégrèvements et les allocations compensatrices. Ces contributions, d'environ 12,3 Md€, ont représenté, en 2013, 15,8 % des recettes des collectivités locales au titre des taxes « ménages » et des impôts économiques.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« La fiscalité directe locale en 2013 : les produits économiques en forte hausse », Bis n°99, Janvier 2014.

Sur l'effet base et l'effet taux, voir la note méthodologique de l'annexe 4 du guide statistique de la fiscalité locale 2010, Octobre 2011.

Tous ces documents sont en ligne sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

TAXES « MÉNAGES »

► **Taxe d'habitation (TH)** : impôt direct perçu au profit des communes, des départements et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU à partir de 2011. Elle est due par l'occupant – au 1^{er} janvier de l'année d'imposition - d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative cadastrale de l'immeuble occupé.

► **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (instauration seulement en 2009 pour le département de Paris) et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte. A partir de 2011, cet impôt n'est plus perçu par les régions mais peut être perçu par les EPCI à FPU. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

► **Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et, à partir de 2011, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

► **Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)** : impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

IMPÔTS ÉCONOMIQUES

► **Taxe professionnelle (TP)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les communes rattachées à un EPCI à TPU ou mixte, les départements 75, 2A et 2B et la collectivité territoriale de Corse jusqu'en 2009. Elle était due par toute personne physique ou morale qui exerçait à titre habituel une activité professionnelle non salariée et non exonérée. La base d'imposition de la taxe professionnelle était constituée de la valeur cadastrale des locaux, de la valeur locative des équipements et biens mobiliers et d'une fraction des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés. La taxe professionnelle a été supprimée en 2010.

► **Compensation relais de la taxe professionnelle (CRTP)** : versement transitoire de l'année 2010 qui s'est substitué à la taxe professionnelle.

► **Contribution économique territoriale (CET)** : impôt créé en 2010 et perçu par les collectivités locales à compter de 2011, qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

► **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** : impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. Elle est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

► **Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : impôt dont le produit est partagé à partir de 2011 entre toutes les collectivités : 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions.

► **Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)** : impôts qui taxent les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Leur produit est perçu par l'Etat en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

► **Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)** : impôt transféré au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m² de surface de vente. Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

AUTRES TAXES

► **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'utilisateur. A partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

► **Redevance d'enlèvement des ordures ménagères ou redevance générale (REOM)** : redevance facultative. Les collectivités peuvent substituer à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement des ordures ménagères et la redevable est l'utilisateur du service. Son instauration entraîne la suppression de la TEOM et de la redevance sur les campings. Ce mode de paiement a le mérite d'être proportionnel au service rendu et d'inciter les habitants à diminuer la quantité de déchets qu'ils produisent.

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases autorisés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales, suite à la réforme de la fiscalité locale, ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales, qui les comptabilisent en ressources fiscales.

► **Contributions brutes de l'État** : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

...DÉFINITIONS

► **Participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée (PVA)** : il s'agissait d'une atténuation de la prise en charge du dégrèvement par l'État. En effet, à partir de 2007, les collectivités locales ont dû assurer une partie du coût du dégrèvement causée par l'augmentation des taux votés. Ce dégrèvement concernait les redevables de la taxe professionnelle qui pouvaient bénéficier d'un plafonnement de leur cotisation à 3,5 % de la valeur ajoutée.

► **Part des recettes fiscales prises en charge par l'État** : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

VALEURS LOCATIVES ET TAUX D'IMPOSITION

► **Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties** : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières (y compris la CFE), elles intervenaient également pour 16 % dans la composition des bases brutes de la taxe professionnelle. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970 ; pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

► **Taux moyen** : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée et richesse imposable. Il est sensible à la variation des bases imposables. Son évolution retrace simplement la variation de la proportion de la matière imposable taxée.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par les collectivités d'un type donné sur la somme des bases correspondantes. Ce rapport est donné à titre indicatif, pour permettre aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe « ménage » donnée et l'ensemble des collectivités** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par l'ensemble des collectivités sur la somme des bases **communales** correspondant à cette taxe.

► **Taux d'imposition moyen pour la cotisation foncière des entreprises et le secteur communal** : rapport de la somme des produits de la CFE sur la somme des bases **communales** de CFE et des bases **intercommunales** de CFE en FPU, en ZAE et en ZDE.

► **Effet base** : Évolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n-1 sur la somme des produits des bases de l'année n-1 par les taux de l'année n-1. L'effet base tient compte des taux alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année n sur la somme des bases de l'année n-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

► **Effet taux** : Evolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n sur la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n-1.

Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2013

5-1

IMPÔTS DIRECTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2013 - FRANCE

(en milliards d'euros)

	Communes, groupements (y c. syndicats)	Départements	Régions	Total
Contributions directes*	50,08	20,36	4,74	75,18
Produits des 3 taxes «ménages» (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	37,61	12,19	-	49,80
Taxe d'habitation	20,25	-	-	20,25
Taxe sur le foncier bâti	16,36	12,19	-	28,55
Taxe sur le foncier non bâti	1,00	-	-	1,00
Produits des impôts économiques	12,48	8,16	4,74	25,38
Cotisation foncière des entreprises	6,93	-	-	6,93
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**	4,33	7,92	4,08	16,32
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,51	0,25	0,66	1,41
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,71	-	-	0,71
Autres contributions	20,21	22,05	8,18	50,44
Taxes liées à l'urbanisme	0,88	0,34	0,16	1,38
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,25	-	-	6,25
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,01	7,16	-	9,17
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)***	-	6,47	4,40	10,86
Versement destiné aux transports en commun	7,03	-	-	7,03
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,68	-	6,68
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,04	2,04
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,54	0,73	-	2,27
Impôts et taxes d'outre-mer	0,82	0,20	0,53	1,54
Contribution au développement de l'apprentissage	-	-	0,76	0,76
Taxe sur les pylônes électriques	0,23	-	-	0,23
Taxes de séjour	0,24	0,01	-	0,25
Taxes sur les remontées mécaniques	0,04	0,02	-	0,05
Redevance des mines	0,01	0,01	-	0,02
Taxe sur les permis de conduire	-	-	0,003	0,003
Autres	1,16	0,43	0,28	1,88
Total impôts et taxes	70,29	42,41	12,91	125,61

Sources : DGFiP, REI pour les contributions directes et comptes de gestion pour les autres contributions ; calculs DGCL.

* Au sens des comptes 7311 des nomenclatures comptables des communes, départements et régions.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

*** Y compris la TICPE Grenelle.

5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens

PRODUITS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2010 À 2014 - FRANCE

(en millions d'euros)

		2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013	2014 ⁽²⁾
Communes	ensemble des 3 taxes	25 351	27 941	29 010	29 903	30 359
	taxe d'habitation	10 966	12 886	13 403	13 785	13 864
	taxe sur le foncier bâti	13 651	14 277	14 813	15 313	15 684
	taxe sur le foncier non bâti	734	778	793	805	811
Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	1 253	6 700	7 067	7 486	7 811
	taxe d'habitation	511	5 753	6 024	6 360	6 588
	taxe sur le foncier bâti	652	769	859	934	1 025
	taxe sur le foncier non bâti	90	177	184	192	198
Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	26 795	34 842	36 283	37 606	38 389
	taxe d'habitation	11 566	18 733	19 525	20 248	20 556
	taxe sur le foncier bâti	14 400	15 148	15 776	16 356	16 820
	taxe sur le foncier non bâti	830	961	982	1 002	1 014
Départements	ensemble des 3 taxes	13 103	10 953	11 581	12 194	12 492
	taxe d'habitation	5 763	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	7 285	10 953	11 581	12 194	12 492
	taxe sur le foncier non bâti	55	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Régions	ensemble des 3 taxes	1 933	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe d'habitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	1 919	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier non bâti	15	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ensemble des collectivités (y compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	41 831	45 796	47 864	49 800	50 882
	taxe d'habitation	17 329	18 733	19 525	20 248	20 556
	taxe sur le foncier bâti	23 603	26 102	27 357	28 549	29 312
	taxe sur le foncier non bâti	899	961	982	1 002	1 014

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

s.o : sans objet.

TAUX D'IMPOSITION MOYENS VOTÉS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2010 À 2014 - FRANCE

(en %)

		2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013	2014 ⁽²⁾
Communes	taxe d'habitation	14,42	16,35	16,36	16,26	16,15
	taxe sur le foncier bâti	18,64	18,74	18,82	18,82	18,84
	taxe sur le foncier non bâti	40,65	41,53	41,65	41,68	41,27
	Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	2,24	8,57	8,59	8,51
	taxe sur le foncier bâti	3,37	2,84	2,79	2,68	2,66
	taxe sur le foncier non bâti	9,58	7,07	7,17	7,17	7,19
Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	15,21	23,76	23,84	23,88	23,95
	taxe sur le foncier bâti	19,66	19,89	20,04	20,11	20,20
	taxe sur le foncier non bâti	45,95	48,55	48,79	48,93	48,53
	Départements	taxe d'habitation	7,54	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	10,14	14,62	14,92	15,20	15,21
	taxe sur le foncier non bâti	25,48	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Régions	taxe d'habitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	2,67	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier non bâti	6,51	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	Ensemble des collectivités (y compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	22,79	23,76	23,84	23,88
	taxe sur le foncier bâti	32,23	34,27	34,75	35,09	35,21
	taxe sur le foncier non bâti	49,82	48,55	48,79	48,93	48,53

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

s.o : sans objet.

Remarque : Pour chaque type de collectivité, les taux moyens sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases*taux) par la somme de leurs bases. Pour l'ensemble des collectivités, ils sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.

La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux **5-3**

ÉVOLUTION DES PRODUITS VOTÉS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2014 PAR RAPPORT À 2013 - FRANCE HORS MAYOTTE

(EN%)

Type de collectivité	Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Ensemble des 3 taxes ménages
Evolution du produit				
Ensemble des collectivités*	1,51	2,65	1,12	2,16
Départements	-	2,43	-	2,43
Ensemble du secteur communal*	1,51	2,81	1,12	2,07
Ensemble des communes**	1,38	2,40	0,84	1,89
Communes isolées	1,14	1,72	0,40	1,40
Communes membres d'un EPCI à FA***	1,56	2,79	0,82	2,01
Communes membres d'un EPCI à FPU****	1,38	2,42	0,86	1,93
Ensemble des EPCI à FP**	1,74	7,65	1,50	2,52
EPCI à FA***	2,35	3,41	1,77	2,74
EPCI à FPU****	1,68	11,18	1,08	2,48

Type de collectivité	Effet base			
Ensemble des collectivités*	1,20	2,27	0,75	1,80
Départements	-	2,33	-	2,33
Ensemble du secteur communal*	1,20	2,22	0,75	1,63
Ensemble des communes**	1,19	2,23	0,71	1,71
Communes isolées	0,85	1,46	0,21	1,12
Communes membres d'un EPCI à FA***	1,25	2,41	0,78	1,69
Communes membres d'un EPCI à FPU****	1,22	2,28	0,69	1,78
Ensemble des EPCI à FP**	1,22	2,32	0,79	1,35
EPCI à FA***	1,25	2,44	0,82	1,70
EPCI à FPU****	1,21	2,22	0,75	1,29

Type de collectivité	Effet taux			
Ensemble des collectivités*	0,31	0,37	0,36	0,35
Départements	-	0,09	-	0,09
Ensemble du secteur communal*	0,31	0,58	0,36	0,43
Ensemble des communes**	0,19	0,17	0,13	0,18
Communes isolées	0,29	0,26	0,18	0,28
Communes membres d'un EPCI à FA***	0,30	0,37	0,03	0,32
Communes membres d'un EPCI à FPU****	0,15	0,14	0,17	0,15
Ensemble des EPCI à FP**	0,52	5,21	0,69	1,15
EPCI à FA***	1,09	0,95	0,94	1,02
EPCI à FPU****	0,47	8,77	0,32	1,17

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** À statut identique pour les communes et à nature juridique, fiscale et périmètre identiques pour les EPCI entre 2013 et 2014.

*** FA : fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle avec ZAE, fiscalité additionnelle avec ZDE, fiscalité additionnelle avec ZAE et ZDE.

**** FPU : fiscalité professionnelle unique. L'importance de l'effet taux pour la taxe sur le foncier bâti est liée à la méthode de calcul (voir explications dans l'encadré sur le champ de l'étude du BIS n°92).

5-4 La fiscalité des impôts économiques

PRODUITS DES IMPÔTS ÉCONOMIQUES DE 2010 À 2014 - FRANCE

(en millions d'euros)

		2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽²⁾	2012	2013	2014 ⁽³⁾
Communes	ensemble des impôts économiques	4 282	2 792	2 811	2 705	2 307
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	4 282				
	cotisation foncière des entreprises		1 461	1 466	1 353	1 175
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		1 045	1 063	1 080	899
	total des IFER**		155	148	143	128
	taxe sur les surfaces commerciales		132	134	129	105
Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des impôts économiques	14 514	8 466	8 981	9 750	10 112
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	14 514				
	cotisation foncière des entreprises		4 833	5 165	5 560	5 781
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		2 845	2 961	3 246	3 319
	total des IFER**		312	340	366	404
	taxe sur les surfaces commerciales		477	514	579	608
Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des impôts économiques	18 831	11 292	11 822	12 477	12 437
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	18 831				
	cotisation foncière des entreprises		6 327	6 662	6 935	6 974
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		3 890	4 024	4 325	4 218
	total des IFER**		467	488	509	533
	taxe sur les surfaces commerciales		609	648	708	712
Départements	ensemble des impôts économiques	9 396	7 356	7 602	8 164	7 979
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	9 396				
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		7 130	7 363	7 916	7 720
	total des IFER**		226	239	248	260
Régions	ensemble des impôts économiques	3 042	4 317	4 438	4 736	4 634
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	3 042				
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		3 675	3 795	4 081	3 979
	total des IFER**		643	643	655	655
Ensemble des collectivités	ensemble des impôts économiques	31 269	22 966	23 862	25 377	25 050
	<i>compensation relais de la taxe professionnelle</i>	31 269				
	cotisation foncière des entreprises		6 327	6 662	6 935	6 974
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*		14 695	15 182	16 323	15 917
	total des IFER**		1 336	1 370	1 412	1 447
	taxe sur les surfaces commerciales		609	648	708	712

Source : DGFIR, REI ; calculs DGCL.

* CVAE due + CVAE dégrévée.

** IFER : impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux.

⁽¹⁾ 2010 : année de suppression de la taxe professionnelle, remplacée transitoirement par une compensation relais.

⁽²⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité pour les collectivités locales.

⁽³⁾ 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères **5-5**

ÉVOLUTION DU PRODUIT DE LA TAXE ET DE LA REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES DE 2010 À 2014 - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
TEOM	5 686	5 896	6 088	6 254	6 356
dont part incitative de la TEOM*	-	-	-	-	2,9
REOM	573	601	629	656	n.d.
TEOM + REOM	6 259	6 497	6 716	6 910	n.d.

Sources : DGCL ; DGFIP.

n.d. : non disponible.

* Instauration en 2014 de la part incitative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

LA TEOM EN 2014

montants des bases, taux, produits

Base (M€)	68 876
Produit hors part incitative (M€)	6 353
Taux moyen (%)	9,22
Produit y compris part incitative (M€)	6 356
Taux moyen (%)	9,23

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

ÉVOLUTION* DE LA TEOM DE 2013 À 2014

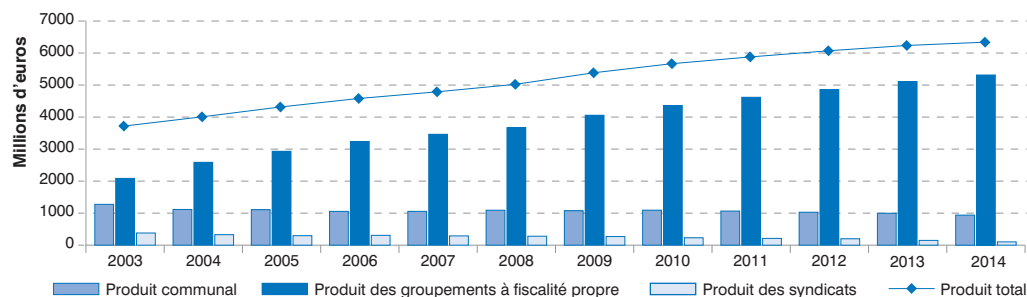
(en%)

Évolution du produit	Effet base	Effet taux
2,36	2,13	0,22

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

* À champ constant : l'évolution est calculée pour les communes qui prélèvent la TEOM, directement ou via un groupement en 2013 et en 2014, et qui n'ont pas mis en place la part incitative de la TEOM en 2014.

ÉVOLUTION DES PRODUITS DE TEOM



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

LES COMMUNES QUI PRÉLÈVENT LA TEOM OU LA REOM EN 2013 (directement ou via un groupement)

FRANCE HORS MAYOTTE

Population des communes*	TEOM			REOM		
	Proportion de communes de la strate (en%)	Part dans la population de la strate (en%)	Produit par habitant (en euros)	Proportion de communes de la strate (en%)	Part dans la population de la strate (en%)	Produit par habitant (en euros)
Moins de 500 habitants	62	65	81	35	33	84
De 500 à 2 000 habitants	69	69	87	28	27	81
De 2 000 à 3 500 habitants	76	76	100	21	20	83
De 3 500 à 5 000 habitants	81	81	107	15	15	89
De 5 000 à 10 000 habitants	86	86	106	10	9	90
De 10 000 à 20 000 habitants	91	91	112	6	5	104
De 20 000 à 50 000 habitants	95	95	109	2	1	109
De 50 000 à 100 000 habitants	94	95	123	1	1	91
De 100 000 à 300 000 habitants	97	98	119	3	2	97
plus de 300 000 habitants	100	100	176	-	-	-
Ensemble	67	85	111	29	12	85

Sources : DGCL ; DGFIP.

L'ensemble des données ci-dessus a été ramené au niveau communal, que la taxe ou la redevance soit perçue au niveau communal ou au niveau intercommunal.

* Population totale en vigueur au 1^{er} janvier 2013 (millésimée 2010).

5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
Compensations*					
Taxe d'habitation**	1 233	1 319	1 237	1 281	1 259
Taxe sur le foncier bâti	350	339	380	347	312
Taxe sur le foncier non bâti	404	382	192	191	190
Impôts économiques	1 119	1 076	641	531	549
Total	3 105	3 117	2 450	2 350	2 310
Dégrèvements législatifs***					
Taxe d'habitation	3 148	3 237	3 387	3 377	3 495
Taxes foncières	672	691	878	889	876
Impôts économiques	13 641	11 504	6 337	5 667	5 586
Total	17 461	15 432	10 602	9 933	9 956
Contributions brutes de l'État					
Taxe d'habitation	4 380	4 556	4 624	4 658	4 753
Taxes foncières	1 426	1 413	1 450	1 427	1 378
Impôts économiques	14 760	12 580	6 978	6 198	6 135
Total	20 566	18 549	13 052	12 283	12 266

RECETTES**** AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013
Taxe d'habitation	17 740	18 648	19 970	20 806	21 507
Taxes foncières	24 066	25 224	27 635	28 877	30 054
Impôts économiques	31 371	32 345	23 607	24 393	25 926
Total	73 177	76 217	71 212	74 077	77 487

PART DES RECETTES**** PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en %)

	2009	2010	2011	2012	2013
Taxe d'habitation	24,7	24,4	23,2	22,4	22,1
Taxes foncières	5,9	5,6	5,2	4,9	4,6
Impôts économiques*****	43,5	n.s.	29,6	25,4	23,7
Total	26,6	n.s.	19,4	17,6	15,8

Sources : DGFIP ; DGCL.

* Y compris la CVAE exonérée compensée, non compris les dotations qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011.

** Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

*** Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

**** Recettes : produits hors PVA + compensations.

***** En 2010, les recettes contiennent pour l'essentiel la compensation relais de la taxe professionnelle versée de façon transitoire.

n.s. : non significatif.

CHAPITRE

6

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentation - Définitions	62
6-1 Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales	64
6-2 Les dotations et subventions de fonctionnement	65
6-3 Les autres concours financiers de l'État	66

Les concours financiers de l'État

PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent près de 101,4 milliards d'euros en 2015, un montant en baisse de 1,2 % à périmètre comparable. Ils se composent de trois ensembles : les concours de l'État aux collectivités territoriales (55,87 Md€)⁽¹⁾, les dégrèvements d'impôts locaux et les subventions spécifiques versées par les ministères (12,98 Md€), et la fiscalité transférée (32,59 Md€).

L'enveloppe des concours de l'État aux collectivités territoriales fait l'objet en 2015 d'une diminution de 3,4 Md€. Cet effort s'inscrit dans le cadre du plan d'économie de 50 Md€ prévu par la France entre 2015 et 2017 pour se conformer à ses engagements européens et réduire son déficit budgétaire. Les collectivités contribuent ainsi au redressement des finances publiques à hauteur de 451 M€ pour les régions, de 1 148 M€ pour les départements, et de 2 071 M€ pour le bloc communal, dont 1 450 M€ pour les communes et 621 M€ pour les établissements publics de coopération intercommunale.

L'enveloppe des concours de l'État (hors formation professionnelle) s'élève à 44,2 Md€ en 2015 contre 47,5 Md€ en 2014. Les dotations et subventions de fonctionnement atteignent 37,19 Md€. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui constitue la majeure partie de celles-ci, est de 36,6 Md€.

La DGF est répartie entre communes, groupements de communes, départements et régions. Les communes et groupements de communes perçoivent 57,5 % du total, soit 21,11 Md€. Les départements reçoivent 29,4 % du total, soit 10,67 Md€ et les régions 13,1 % du total, soit 4,82 Md€.

Des écrêtements internes à la DGF permettent, comme les années précédentes, de faire progresser le niveau de certaines de ses composantes, notamment celles des dotations de péréquation. Elles augmentent de 9,18 % pour le bloc communal, soit 307 M€.

Les dotations et subventions d'équipement⁽²⁾ représentent quant à elles 10,13 Md€, dont 5,96 Md€ attribués au fonds de compensation de la TVA.

Les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont été principalement compensés à l'aide d'un transfert de fiscalité aux collectivités locales. Les dotations finançant les transferts de compétences⁽³⁾ s'élèvent à 3,1 Md€.

Enfin, le coût des divers dégrèvements législatifs s'élève à 10,61 Md€ en 2015.

⁽¹⁾ Aux concours de l'État aux collectivités décrits dans le tableau 6.1 s'ajoutent les transferts liés aux fonds empruntés structurés, les subventions pour travaux divers d'intérêt local, les dotations au profit de l'outre-mer et le reversement aux régions du compte d'affectation spéciale « financement national de développement et de modernisation de l'apprentissage ».

⁽²⁾ Périmètre retenu : voir 6.3 « dotations et subventions d'équipement ».

⁽³⁾ Le périmètre retenu inclut les dotations du 6.3 « financement des transferts de compétence », auxquelles s'ajoutent le FMDI et la TICPE Corse.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les Collectivités locales en chiffres 2015 Chapitre 5.6 relatif aux contributions de l'État à la fiscalité directe locale.

DÉFINITIONS

► **Les prélèvements sur recettes (PSR)** correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'Etat.

La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.

► **Les crédits budgétaires** relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR –cf. 6.3-, subventions spécifiques...). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers) soit des aides décidées par les autorités de l'Etat.

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'Etat aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'Etat de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'Etat prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.

► **Les transferts de compétences opérés depuis 1984** ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées.

Ces ressources prennent soit la forme de fiscalité transférée comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférés aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de dotations spécifiques, la dotation générale de décentralisation, la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps, ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamique.

► **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : la dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.

► **La DGF des communes** est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.

La dotation forfaitaire comprenait jusqu'en 2014 la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe

professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle). A compter de 2015, ces composantes historiques sont fusionnées. La dotation forfaitaire des communes est désormais établie sur la base du montant calculé l'année précédente majoré de la part dynamique de la population.

Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :

- la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
- la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
- la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

► **La DGF des EPCI** est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.

La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants, de la nature juridique du groupement, de son potentiel fiscal et de son intégration fiscale. Elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).

La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

► **La DGF des départements** est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.

► **La DGF des régions**, créée en 2004 en regroupant certaines compensations fiscales, est composée d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation.

► **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement (DGE) des communes et de la dotation de développement rural (DDR).

► **La dotation globale d'équipement des départements** a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

► **La dotation de développement urbain** est devenue en 2015 la **dotation politique de la ville** conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 2014 de finances pour 2015. Cette dotation permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.

► **Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

6-1 Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES (autorisations d'engagement en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
Prélèvements sur recettes					
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	41 265	41 390	41 505	40 121	36 607
Prélèvement sur les recettes au profit de la DGF	115	0			
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	26	24	22	21	19
Dotation élu local	65	65	65	65	65
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC) et dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	990	990	990	990	990
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	6 040	5 507	5 627	5 769	5 961
Reversement de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TICPE) à la Corse	40	41	41	41	41
Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles	0	0	10	10	5
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	500	500	500	500	500
Compensations d'exonération					
Compensation des pertes de CET et de redevances des mines	35	59	52	25	25
Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéfices non commerciaux	172				
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE)	364				
Dotation unique des compensations spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCSTP)		447	370	292	167
Autres compensations d'exonérations ajustées	1 835				
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale		1 848	1 831	1 751	1 738
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale	947	875	814	744	632
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants			4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte				83	83
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires					7
	52 394	51 746	51 831	50 415	46 843
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 530	3 368	3 429	3 324	3 324
Compensation DCRTP/GIR - Régularisation				23	0
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	419	425	430	430	423
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés		40	3	1,3	0
Total des prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	55 343	55 579	55 693	54 193	50 590
Mission Relations avec les collectivités territoriales					
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	616	616	616	616	815
Dotation globale d'équipement des départements	224	224	219	219	219
Dotation générale de décentralisation	1 504	1 525	1 527	1 544	1 614
Dotation politique de la ville (ex-DDU)	50	50	75	100	100
Dotation pour les titres sécurisés	19	19	18	19	18
Fonds de soutien aux communes touchées par le redéploiement territorial des armées	10	0	10	0	0
Dotation régisseur de police municipale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Subventions diverses (y compris fonctionnement DGCL)	3	3,5	3	3	3
Total (hors Outre-mer⁽¹⁾ et travaux divers d'intérêt local)	2 427	2 438	2 469	2 501	2 770
DGD formation professionnelle ⁽²⁾	1 702	1 702	1 703		
Produit des amendes de police	657	662	687	680	667
Total des concours de l'État aux collectivités	60 129	60 381	60 552	57 374	54 028
Fonds emprunts structurés				50	100
Autres crédits (subventions pour travaux divers d'intérêt local, dotations d'outre mer)		280	276	257	255
CAS FNDMA ⁽³⁾		555	555	1 119	1 491
Subventions diverses des autres ministères ⁽⁴⁾	2 126	1 946	1 607	2 551	2 366
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	11 128	10 310	9 805	9 744	10 612
Total des concours financiers de l'État hors fiscalité transférée	73 383	73 472	72 795	71 095	68 852
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales^{(5) (6) (7)}	98 813	100 769	100 256	101 237	101 437

Source : loi de finances pour 2015.

⁽¹⁾ dotation outre-mer 2012 = 152 M€, 2013 = 153 M€, 2014 = 145 M€, 2015=150M€.

⁽²⁾ En 2013, les moyens affectés à la DGD formation professionnelle s'élevaient à 1 703 M€, composés de 1 453 M€ de crédits provenant de la mission travail et emploi et de 250 M€ provenant du compte d'affectation spéciale Financement national de développement et de modernisation de l'apprentissage (CAS FNDMA). En 2014, la DGD formation professionnelle à destination des régions a été remplacée par un panier de ressources dynamiques.

⁽³⁾ Le reversement aux régions du CAS FNDMA est comptabilisé à partir de 2012 dans le tableau des transferts financiers. En 2013, une part de 250 M€ de DGD Formation professionnelle est versée à partir du CAS FNDMA. Ce montant n'est pas pris en compte dans ce montant de reversement du CAS qui est donc indiqué à 555 M€ pour 2013.

⁽⁴⁾ Le montant 2013 des subventions diverses des autres ministères dans un champ comparable à la LFI 2014 doit être majoré de 742 M€ qui correspondent aux contrats aidés qui sont financés par les collectivités et qui transitaient par l'Agence de services et de paiements.

⁽⁵⁾ Le montant 2011 dans un champ comparable à la LFI 2012 est d'environ 99,5 Md€.

⁽⁶⁾ Le montant 2013 dans un champ comparable à la LFI 2014 est d'environ 101,1 Md€. Le retraitement porte comme indiqué au (4) sur les subventions diverses des autres ministères.

⁽⁷⁾ Le montant 2014 dans un champ comparable à la LFI 2015 est d'environ 102,7 Md€.

Les dotations et subventions de fonctionnement **6-2**

DOTATIONS ET SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
Dotation globale de fonctionnement totale (hors abondements ponctuels)	41 265	41 390	41 505	40 121	36 607
Dotation spéciale instituteurs	26	24	22	21	19
Dotation élu local	65	65	65	65	65
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	500	500	500	500	500
Total (y compris abondements ponctuels de la DGF)	41 971	41 979	42 092	40 707	37 191

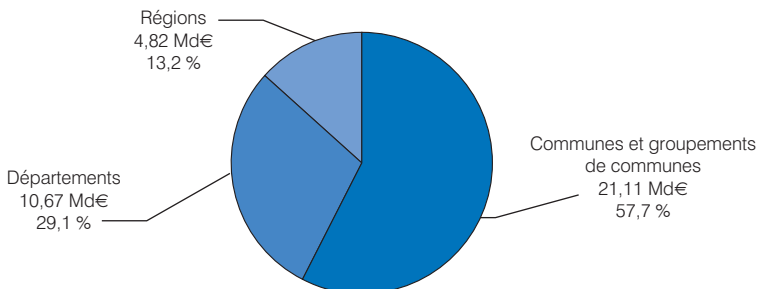
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

RÉPARTITION DE LA DGF 2015

	DGF 2015 (en millions d'euros)	Évolution 2015/2014	
		en valeur	en %
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	21 109	-1 916	-8,32
Dotation forfaitaire des communes	10 923	-1 570	-12,57
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-1 450	
Dotation forfaitaire groupements touristiques	21	0	0,00
Dotation d'aménagement	10 166	-346	-3,29
Dotation d'intercommunalité	1 990	-550	-21,66
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-621	
Dotation de compensation des EPCI	4 526	-103	-2,22
Dotation de solidarité urbaine	1 731	180	11,59
Dotation de solidarité rurale	1 125	117	11,60
Dotation nationale de péréquation	794	10	1,28
Départements	10 668	-1 146	-9,70
Dotation forfaitaire	6 402	-1 158	-15,32
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-1 148	
Dotation de compensation	2 823	-8	-0,27
Dotation de péréquation urbaine	633	7	1,12
Dotation de fonctionnement minimale	810	13	1,63
Régions	4 824	-451	-8,54
Dotation forfaitaire	4 630	-451	-8,88
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-451	
Dotation de péréquation	193	0	0,00

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATÉGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2015



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

6-3 Les autres concours financiers de l'État

DOTATIONS ET SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	616	616	616	616	815
Dotation globale d'équipement des départements	224	224	219	219	219
Fonds de compensation de la TVA	6 040	5 507	5 627	5 769	5 961
Produit des amendes forfaitaires de la circulation	657	662	687	680	667
Subventions de divers ministères** (investissement + fonctionnement)	2 126	1 946	1 607	2 551	2 366
Dotation politique de la ville (ex-DDU)	50	50	75	100	100
Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles	0	0	10	10	5
Total	9 712	9 005	8 841	9 945	10 133

Sources : lois de finances.

* Le produit des amendes de police est intégré à compter de 2011 au compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers ».

** Depuis 2006, la ventilation entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement n'est plus disponible.

FINANCEMENT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
Dotation générale de décentralisation (hors Corse)	1 228	1 248	1 250	1 267	1 337
Dotation relative à la formation professionnelle	1 702	1 702	1 703		
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC)	990	990	990	990	990
Dotation générale de décentralisation Corse	277	277	277	277	277
Total	4 197	4 217	4 220	2 534	2 604
<i>pour mémoire : fiscalité transférée⁽¹⁾</i>	25 789	27 297	27 461	32 159	32 585
<i>dont fiscalité transférée suite à la réforme de la taxe professionnelle</i>	4 086	4 051	4 284	6 808	7 072
<i>dont fiscalité transférée au titre de la formation professionnelle</i>				1 018	1 315

Sources : lois de finances.

⁽¹⁾ Depuis 2014, la fiscalité transférée au titre de la réforme de la fiscalité directe locale prend en compte le rebasage des taux de frais de gestion (TH, TFPB, TFPNB).

COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS ET DE DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
Compensation des pertes de CET et de redevances des mines	35	59	52	25	25
Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéfices non commerciaux	172				
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE)	364	inclus dans la DUCSTP			
Dotation unique des compensations spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCSTP)		447	370	292	167
Autres compensations d'exonérations ajustées	1 835				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale		1 848	1 831	1 751	1 738
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale	947	875	814	744	632
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants			4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte				83	83
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires					7
Compensations d'exonérations	3 353	3 229	3 071	2 895	2 656
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	11 128	10 310	9 805	9 744	10 612
Total	14 481	13 539	12 876	12 639	13 268

Sources : loi de finances.

A compter de 2011, les montants intègrent les effets de la réforme de la taxe professionnelle.

CHAPITRE

7

LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions

7-1 Les élus locaux

68

70

Les élus locaux

PRÉSENTATION

Les élections municipales de mars 2014 ont conduit au renouvellement de 40 % des maires, soit une proportion équivalente à celle des élections de mars 2008.

Parmi les maires élus à la suite des dernières élections municipales, 16,1 % sont des femmes. Ce taux de féminisation a légèrement progressé : il n'était que de 10,9 % après les élections de 2001 et de 13,9 % après les élections de 2008. Le taux de féminisation est le plus important dans les communes de moins de 500 habitants (17,9 %) pour baisser ensuite avec la taille de la commune ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants et plus (14,6 %, soit 7 femmes maires).

L'obligation d'alternance stricte hommes/femmes dans la présentation des listes électorales, qui s'appliquait auparavant aux communes de 3 500 habitants et plus aux élections de 2008, a été étendue aux communes de 1 000 habitants et plus pour les élections de 2014. Ainsi, après les élections de 2008, le taux de féminisation atteint 48 % pour les conseillers municipaux des communes de 1 000 habitants et plus, contre 35 % dans les communes de moins de 1 000 habitants.

Au lendemain de leur élection, près de la moitié des maires a plus de 60 ans. Plus de deux maires sur cinq sont retraités, les agriculteurs restant fortement représentés du fait du nombre des petites communes rurales. Par rapport à leur place dans la population, les cadres et professions intermédiaires sont surreprésentés parmi les élus, tandis qu'ouvriers et employés sont sous-représentés.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur : www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/view

Observatoire de la parité : www.observatoire-parite.gouv.fr/parite-politique/travaux-de-l-observatoire/

DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et traitées au ministère de l'Intérieur par le bureau des élections et des études politiques (direction de la modernisation et de l'action territoriale).

► **Mandats** : il s'agit des mandats électifs détenus au 1^{er} février 2015 pour les conseillers régionaux, les conseillers communautaires et les conseillers municipaux et au 31 mars 2015 pour les conseillers départementaux. Ces mandats résultent des élections municipales et communautaires de 2014, des élections régionales de 2010 et des élections des conseils départementaux de mars 2015, en tenant compte des élections partielles qui ont pu intervenir depuis.

► **Catégories socioprofessionnelles** : elles sont connues selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation de la population est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).

7-1 Les élus locaux

NOMBRE D'ÉLUS LOCAUX

(mandats au 01/02/2015)

Mandats	Effectifs	Taux de féminisation	Répartition par classe d'âge (en %)		
			moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus
Conseillers régionaux	1 880	49,0%	9,3%	55,5%	35,2%
Conseillers départementaux*	4 108	50,0%	11,3%	57,1%	31,6%
Conseillers communautaires	80 409	33,3%	6,8%	48,7%	44,5%
Conseillers municipaux	521 661	40,3%	18,2%	52,6%	29,2%
Communes de moins de 1 000 habitants	307 463	34,8%	19,8%	52,0%	28,2%
Communes de 1 000 habitants et plus	214 198	48,1%	15,9%	53,5%	30,6%

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

* Mandats au 31/03/2015, hors départements de Guyane et de Martinique.

TAUX DE FÉMINISATION DES MAIRES

Taille de la commune	Taux de féminisation	
	Election de 2008	Election de 2014
moins de 500 habitants	15,8%	17,9%
de 500 à moins de 1 000 habitants	13,1%	15,4%
de 1 000 à moins de 3 500 habitants	11,4%	13,0%
de 3 500 à moins de 10 000 habitants	10,2%	13,1%
de 10 000 à moins de 30 000 habitants	7,5%	12,8%
De 30 000 à moins de 100 000 habitants	11,7%	11,0%
100 000 habitants et plus	13,5%	14,6%
Total	13,9%	16,1%

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES ÉLUS LOCAUX

Catégorie socioprofessionnelle	Conseillers municipaux (élections de 2014)	Maires (élections de 2014)	Conseillers communautaires (élections de 2014)	Conseillers départementaux (élections de 2015*)	Conseillers régionaux (élections de 2010)	Population de 15 ans et plus**
Agriculteurs exploitants	10,2%	13,7%	8,9%	4,4%	2,9%	1,0%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	6,7%	5,8%	6,2%	6,0%	6,4%	3,4%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,8%	11,8%	14,7%	22,6%	32,2%	9,6%
Professions intermédiaires	9,9%	10,1%	12,5%	22,3%	25,6%	13,3%
Employés	23,0%	8,7%	13,3%	9,8%	8,9%	16,0%
Ouvriers	7,5%	3,0%	3,1%	0,3%	1,1%	12,4%
Autres professions	3,1%	2,2%	2,9%	4,9%	7,6%	44,2%
Retraités	24,2%	42,5%	35,6%	22,3%	9,9%	
Autres sans activité professionnelle	3,6%	2,2%	2,8%	7,5%	5,4%	
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

* Données provisoires.

** Insee, enquêtes Emploi, données estimées pour la population des ménages de 15 ans et plus, vivant en France métropolitaine en 2012.

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions	72
8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	74
8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2013	75
8-3 Les effectifs des collectivités locales par région	76
8-4 Les collectivités locales par taille d'effectifs	77
8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité	78
8-6 Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	79
8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge	80
8-8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	81

La fonction publique territoriale

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2013, on compte 1,95 million d'agents rémunérés sur emploi principal dans la fonction publique territoriale ; parmi eux, 72 600 agents bénéficient de contrats aidés contre 50 400 fin 2012. Par ailleurs, 48 900 agents occupent des postes dits secondaires dans les collectivités locales, soit des postes occupés par des agents ayant déjà une activité principale, dans la fonction publique ou dans le privé.

Les employeurs de la FPT sont nombreux : plus de 48 000, dont 11 % ne rémunèrent que des agents sur des emplois secondaires ou des contrats aidés. Ces employeurs englobent les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements et communes), leurs établissements associés ainsi que d'autres établissements publics locaux divers. Hors bénéficiaires de contrats aidés, les organismes communaux (les communes et leurs établissements associés) et les organismes intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT et les organismes départementaux près de 20 %.

Les collectivités de plus de 350 agents (850 collectivités fin 2013) regroupent près de 60 % des effectifs (hors bénéficiaires de contrats aidés). À l'inverse, les collectivités qui emploient moins de 10 agents (plus de 33 000 fin 2013), ne totalisent que 6 % de l'ensemble des effectifs territoriaux.

Entre fin 2012 et fin 2013, les effectifs de la FPT ont progressé de 2,0 % (y c. bénéficiaires de contrats aidés), après +1,6 % en 2012. Cette accélération est notamment due aux bénéficiaires de contrats aidés, dont le nombre a progressé de 44 %. Hors bénéficiaires de contrats aidés, la hausse est plus limitée (+0,9 %) et elle marque un ralentissement par rapport à l'année précédente (+1,7 %). Dans la plupart des types de collectivité, la progression des effectifs ralentit ; elle reste cependant toujours très dynamique dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (+4,8 % hors bénéficiaires de contrats aidés).

Les agents de la FPT appartiennent pour plus des trois quarts d'entre eux à la catégorie C. Les agents de catégorie A représentent quant à eux moins de 10 % des effectifs territoriaux (9,1 %) contre environ un quart dans la fonction publique de l'État hors enseignants, et un tiers dans la fonction publique hospitalière (en 2012).

La part des agents titulaires a légèrement progressé : 79,9 % fin 2013 contre 79,4 % fin 2012 (hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis) ; on peut y voir les premiers effets de la loi du 12 mars 2012, qui vise à réduire l'emploi précaire dans la fonction publique. Les agents titulaires sont relativement plus âgés que les agents non titulaires : plus de 6 % des titulaires ont moins de 30 ans alors que cette proportion dépasse les 30 % chez les non titulaires.

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 4 décembre 2014 (cf. 8.8), pour la première fois en même temps dans les trois versants.

Les résultats relatifs à l'année 2013 présentés dans cette édition s'appuient sur des données provisoires mises à disposition par l'Insee en décembre 2014. Elles sont, par conséquent, susceptibles d'être révisées.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Insee, Informations Rapides n°289, décembre 2014, www.insee.fr.

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2014, en ligne sur le site de la DGAFP, www.fonction-publique.gouv.fr.

«L'emploi territorial en 2011 : stabilisation des effectifs globaux et moindre recours aux emplois aidés», Bulletin d'informations statistiques n° 96, Juillet 2013, www.collectivites-locales.gouv.fr.

Complément méthodologique suite à l'introduction du nouveau système d'information (SIASP) en ligne sur le site de la DGAFP, www.fonction-publique.gouv.fr.

DÉFINITIONS

► Les trois versants de la fonction publique :

La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** (1984) a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

► SIASP : système d'information sur les agents des services publics

Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives.

Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

► Emploi principal et emploi secondaire :

Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Ce sont le plus souvent des agents non titulaires qui sont concernés.

► EPA : établissements publics à caractère administratif

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public.

Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

► Contrats aidés :

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogeant au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation.

Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour

l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques (par exemple le contrat unique d'insertion non marchand CUI-CAE).

► Les notions de cadre d'emplois et de filière :

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ».

La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception
- B : fonctions d'application et de maîtrise
- C : fonctions d'exécution

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État.

Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois.

Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « **filières** », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

► Comité technique (CT) :

Un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'au près de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à un tour, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités techniques sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

► Les centres de gestion :

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

EFFECTIFS DANS LES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR STATUT AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers)

	2011	2012	2013 ^(p)
Total 3 versants FP	5 358,8	5 372,6	5 416,9
Total FPE	2 398,7	2 373,2	2 385,5
dont titulaires	1 551,8	1 538,9	n.d.
dont non-titulaires	347,9	351,8	n.d.
Total FPT	1 830,7	1 862,4	1 878,7
dont titulaires	1 410,0	1 429,9	1 453,1
dont non-titulaires	359,8	369,7	362,8
Total FPH	1 129,4	1 137,0	1 152,7
dont titulaires	824,8	829,6	n.d.
dont non-titulaires	193,8	192,7	n.d.

^(p) provisoire.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les volontaires militaires et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

(en %)

	Évolution annuelle		
	moyenne entre fin 2002 et fin 2012	entre fin 2011 et fin 2012	entre fin 2012 et fin 2013
Fonction publique de l'État	-1,1	-1,1	0,1
Fonction publique territoriale	2,8	1,7	0,9
Fonction publique hospitalière	1,6	0,7	1,4
Trois fonctions publiques	0,7	0,3	0,7

Sources : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2014 pour les exercices 2011 et 2012. Insee, Informations Rapides n° 289, décembre 2014 pour l'exercice 2013.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les volontaires militaires et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

FPE : France hors Mayotte.

FPT : France hors Mayotte.

FPH : France hors Mayotte, y c. internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris les médecins libéraux.

Les effectifs des collectivités locales **8-2** au 31 décembre 2013

LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

au 31 décembre	2011	2011/2012	2012	2012/2013	2013
1 – Organismes communaux	1 141 158	1,3%	1 155 846	0,4%	1 160 605
Communes de moins de 1 000 habitants	74 019		75 313		74 423
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	60 602		61 360		61 185
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	62 654		63 603		64 103
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	52 216		52 959		52 434
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	122 862		123 955		125 454
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	133 167		134 160		134 320
Communes de 20 000 à 49 999 habitants	209 809		211 280		213 777
Communes de 50 000 à 79 999 habitants	87 182		88 634		87 899
Communes de 80 000 à 99 999 habitants	30 917		31 026		30 957
Communes de 100 000 habitants et plus	179 262		182 942		183 714
Total des communes	1 012 690	1,2%	1 025 232	0,3%	1 028 266
Établissements communaux	128 468	1,7%	130 614	1,3%	132 339
2 – Organismes intercommunaux	245 227	5,1%	257 847	3,4%	266 635
Communautés urbaines et métropoles	41 223	3,6%	42 707	1,5%	43 339
Communautés d'agglomération	66 778	8,3%	72 293	9,2%	78 949
Communautés de communes	69 928	5,4%	73 728	3,3%	76 157
SAN*	2 256	1,7%	2 294	-20,8%	1 816
Total des EPCI** à fiscalité propre	180 185	6,0%	191 022	4,8%	200 261
SIVOM	8 874	1,2%	8 982	-4,8%	8 551
SIVU	24 659	2,6%	25 290	-0,2%	25 251
Syndicats mixtes	29 446	3,2%	30 401	0,1%	30 423
Autres étab. publics intercommunaux	2 063	4,3%	2 152	-0,1%	2 149
Total des groupements intercommunaux hors EPCI à fiscalité propre	65 042	2,7%	66 820	-0,7%	66 362
3 – Organismes départementaux	358 416	0,5%	360 356	0,5%	362 087
Départements	292 456	0,7%	294 543	0,3%	295 336
Établissements publics départementaux	65 960	-0,2%	65 813	1,4%	66 751
4 – Régions	80 037	2,1%	81 682	-0,6%	81 188
5 – Autres***	5 823	14,9%	6 688	23,1%	8 233
Total des emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	1 830 661	1,7%	1 862 419	0,9%	1 878 748
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	51 169	-1,4%	50 429	44,0%	72 609
Total des emplois principaux (1) + (2)	1 881 830	1,6%	1 912 848	2,0%	1 951 357
Emplois secondaires (3)	43 885	11,8%	49 080	-0,3%	48 946
Total des emplois (1) + (2) + (3)	1 925 715	1,9%	1 961 928	2,0%	2 000 303

* Transformation d'un SAN en communauté d'agglomération en 2013.

** Établissement public de coopération intercommunale.

*** OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Strates construites avec les populations municipales millésimées 2011 et 2012.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS TERRITORIAUX PAR RÉGION SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ

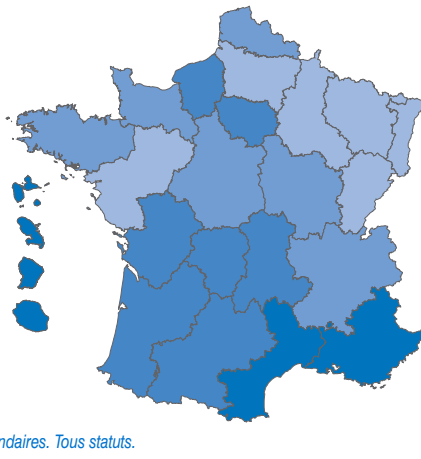
au 31 décembre	Effectifs			Structure en %		Répartition en % pour 2013					
	2012	2013	Évolution en %	Poids des titulaires	Poids de la catégorie C	Conseils généraux et régionaux	Communes et établissements communaux	Organismes inter-communaux	SDIS*	Autres**	Ensemble des collectivités
Alsace	40 616	41 140	+1,3	75,5	71,7	19,8	41,1	34,4	3,1	1,5	100,0
Aquitaine	101 714	103 809	+2,1	76,9	78,3	18,3	59,3	16,9	3,7	1,7	100,0
Auvergne	41 707	42 652	+2,3	74,5	79,4	20,9	56,9	17,5	2,7	2,2	100,0
Bourgogne	43 606	44 164	+1,3	76,4	77,0	24,4	56,3	15,2	2,8	1,4	100,0
Bretagne	90 650	92 632	+2,2	75,1	75,7	19,8	58,4	17,2	2,4	2,2	100,0
Centre	68 733	69 264	+0,8	78,8	77,3	21,9	61,3	13,3	2,9	0,6	100,0
Champagne-Ardenne	33 618	34 267	+1,9	72,6	78,5	24,9	55,9	15,8	2,7	0,7	100,0
Corse	11 591	11 921	+2,8	82,1	81,9	34,8	46,9	12,1	5,1	1,1	100,0
Franche-Comté	29 493	29 985	+1,7	76,0	73,6	26,5	49,7	19,1	3,1	1,6	100,0
Île-de-France	366 480	371 421	+1,3	72,7	72,5	15,6	75,3	6,4	1,5	1,2	100,0
Languedoc-Roussillon	87 617	90 596	+3,4	76,0	79,0	19,8	60,2	16,4	2,7	0,9	100,0
Limousin	23 209	23 884	+2,9	77,4	78,7	26,3	56,2	14,4	2,3	0,8	100,0
Lorraine	55 701	56 746	+1,9	73,8	76,3	23,6	56,8	15,6	2,9	1,2	100,0
Midi-Pyrénées	94 000	96 536	+2,7	75,5	78,4	21,5	54,8	20,7	2,2	0,7	100,0
Nord-Pas-de-Calais	119 795	122 536	+2,3	72,6	78,1	20,6	64,0	11,3	3,3	0,8	100,0
Basse-Normandie	40 184	40 749	+1,4	77,0	77,6	23,7	51,2	21,1	2,5	1,5	100,0
Haute-Normandie	55 670	55 757	+0,2	72,2	78,5	19,6	60,2	16,9	2,7	0,6	100,0
Pays de la Loire	92 970	95 054	+2,2	80,0	75,9	18,5	61,4	16,2	2,8	1,1	100,0
Picardie	50 925	51 672	+1,5	67,9	79,9	23,6	48,1	24,4	3,1	0,9	100,0
Poitou-Charentes	55 772	56 810	+1,9	76,9	80,4	20,1	54,9	20,0	2,3	2,7	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	162 519	165 450	+1,8	81,0	77,9	17,1	65,4	13,0	3,8	0,8	100,0
Rhône-Alpes	170 631	173 341	+1,6	75,2	73,8	19,0	62,4	14,6	3,2	0,8	100,0
Métropole	1 837 201	1 870 386	+1,8	75,4	76,3	19,5	62,0	14,6	2,7	1,2	100,0
Guadeloupe	15 119	15 765	+4,3	83,7	87,1	20,3	70,1	6,5	2,7	0,4	100,0
Martinique	16 311	16 820	+3,1	63,5	79,7	23,3	67,4	6,4	1,8	1,1	100,0
Guyane	8 353	8 799	+5,3	59,8	82,4	34,5	56,5	3,1	2,9	3,0	100,0
La Réunion	35 864	39 587	+10,4	34,9	85,9	21,5	69,7	5,3	2,9	0,6	100,0
Régions d'outre-mer	75 647	80 971	+7,0	53,0	84,5	23,0	67,9	5,5	2,7	0,9	100,0
France	1 912 848	1 951 357	+2,0	74,5	76,6	19,7	62,3	14,2	2,7	1,2	100,0

* SDIS : services départementaux d'incendie et de secours.

** OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, CNFPT, centres de gestion et autres EPA locaux.

Source : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

TAUX D'ADMINISTRATION
RÉGIONAL
EN 2013

En EQTP pour 1 000 habitants

- De 19 à moins de 24
- De 24 à moins de 27
- De 27 à moins de 30
- De 30 à 41

Moyenne France : 26,8

Source : Insee, SIASP 2013.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

EQTP : équivalents temps plein.

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013

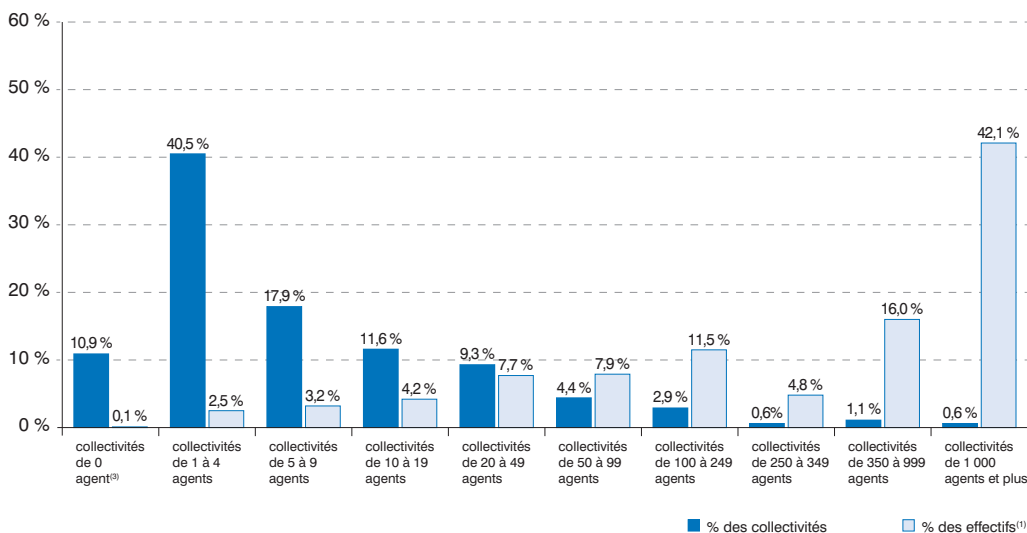
Taille de la collectivité en nombre d'agents sur emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés	Nombre de collectivités*	Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés		Bénéficiaires de contrats aidés	Effectifs sur emplois secondaires
		Effectifs	En %		
Aucun agent	5 248	-	-	1 508	5 960
De 1 à 4 agents	19 491	42 671	2,3	5 566	7 014
De 5 à 9 agents	8 597	56 852	3,0	5 539	2 680
De 10 à 19 agents	5 596	75 639	4,0	6 290	2 128
De 20 à 49 agents	4 471	140 763	7,5	9 500	3 490
De 50 à 99 agents	2 120	146 308	7,8	8 005	3 358
De 100 à 249 agents	1 406	214 019	11,4	10 879	4 511
De 250 à 349 agents	310	90 860	4,8	3 251	1 884
De 350 à 999 agents	539	304 665	16,2	7 425	6 101
1 000 agents et plus	310	806 971	43,0	14 646	11 820
Total	48 088	1 878 748	100,0	72 609	48 946

* Collectivités locales employant au moins un agent sur emploi principal, contrat aidé ou emploi secondaire.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS⁽¹⁾ PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ⁽²⁾ EN 2013



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte.

⁽¹⁾ Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

⁽²⁾ La taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

⁽³⁾ Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés. Seuls ces derniers sont comptabilisés dans les effectifs.

8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité

COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS COMMUNAUX AYANT DES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX AU 31 DÉCEMBRE 2013

Strate démographique de la commune*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration (pour 1 000 habitants)	
	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**
Moins de 500 habitants	13 589	77	3	10	9,9	0,2
De 500 à 1 999 habitants	11 549	592	10	24	10,0	1,3
De 2 000 à 3 499 habitants	2 169	479	32	25	12,1	2,1
De 3 500 à 4 999 habitants	923	383	60	22	14,5	2,2
De 5 000 à 9 999 habitants	1 111	719	119	24	17,3	2,2
De 10 000 à 19 999 habitants	502	463	278	44	20,1	2,9
De 20 000 à 49 999 habitants	326	361	675	72	22,2	2,6
De 50 000 à 99 999 habitants	81	94	1 503	157	22,9	2,8
De 100 000 à 299 999 habitants	36	50	2 680	289	17,5	2,6
De 300 000 habitants et plus	5	26	17 932	460	20,4	2,7
Ensemble des organismes communaux	30 291	3 244	35	43	16,7	2,2

* Populations municipales millésimées 2012.

** Centres communaux d'action sociale (CCAS), Caisses des écoles (CDE).

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

DÉPARTEMENTS ET ÉTABLISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2013

Strate démographique du département*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration (pour 1 000 habitants)	
	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**
Moins de 300 000 habitants	25	50	1 357	102	6,5	1,0
De 300 000 à 499 999 habitants	24	49	2 105	201	5,0	1,0
De 500 000 à 799 999 habitants	25	51	2 778	342	4,4	1,1
De 800 000 habitants et plus	25	44	5 666	783	4,1	1,0
Ensemble des départements hors Mayotte et Paris	99	194	2 985	345	4,5	1,0

* Populations municipales millésimées 2012.

** Établissements publics administratifs, services départementaux d'incendie (SDIS), centres de gestion et CNFPT.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte et Paris. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique 8-6

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

(effectifs en milliers, taux en %)

		Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
Titulaires							
A	Effectifs	57,5	24,5	42,4	6,8	1,0	132,2
	Taux de féminisation	63,9	52,9	66,9	59,7	43,4	62,5
B	Effectifs	98,4	31,5	71,7	4,1	0,7	206,4
	Taux de féminisation	61,2	55,5	72,0	65,3	54,1	64,1
C	Effectifs	737,4	142,8	171,7	60,0	2,2	1 114,1
	Taux de féminisation	60,8	46,6	46,8	57,3	53,9	56,6
n.d.	Effectifs	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,5
	Taux de féminisation	66,2	56,4	71,4	60,0	33,3	65,9
Total	Effectifs	893,5	198,9	285,9	70,9	3,8	1 453,1
	Taux de féminisation	61,1	48,8	56,1	58,0	51,3	58,2
Non titulaires et collaborateurs de cabinet							
A	Effectifs	21,0	11,6	8,8	2,5	1,7	45,7
	Taux de féminisation	59,0	52,5	61,1	52,4	47,6	57,0
B	Effectifs	33,6	13,6	10,1	0,5	1,3	59,1
	Taux de féminisation	59,4	52,4	71,8	52,0	50,0	59,6
C	Effectifs	183,5	37,7	19,0	5,9	1,3	247,4
	Taux de féminisation	73,3	63,5	65,4	61,4	57,7	70,8
n.d.	Effectifs	8,6	1,9	1,0	0,8	0,2	12,6
	Taux de féminisation	68,6	57,1	67,1	48,1	47,9	65,0
Total	Effectifs	246,6	64,8	39,0	9,8	4,4	364,7
	Taux de féminisation	67,1	67,1	67,1	67,1	67,1	67,1
Assistants maternels et familiaux							
Effectifs		13,1	1,5	35,7	-	-	50,3
Taux de féminisation		99,7	99,7	93,1	-	-	95,1
Bénéficiaires de contrats aidés							
Effectifs		54,2	10,2	7,2	0,9	0,1	72,6
Taux de féminisation		51,0	47,5	54,8	48,3	66,7	50,9
Apprentis							
Effectifs		7,3	1,4	1,4	0,4	0,0	10,6
Taux de féminisation		48,3	50,3	55,1	47,2	41,4	49,4
Total							
A	Effectifs	78,5	36,1	51,2	9,3	2,6	177,8
	Taux de féminisation	62,6	52,8	65,9	57,7	46,0	61,0
B	Effectifs	132,0	45,2	81,9	4,6	1,9	265,5
	Taux de féminisation	60,7	54,6	71,9	63,8	51,4	63,1
C	Effectifs	995,4	193,6	235,0	67,3	3,6	1 495,0
	Taux de féminisation	63,0	50,3	55,7	57,5	55,7	59,9
n.d.	Effectifs	8,9	1,9	1,1	0,8	0,2	13,0
	Taux de féminisation	68,5	57,1	67,4	48,2	47,8	65,0
Total	Effectifs	1 214,8	276,9	369,2	82,1	8,4	1 951,4
	Taux de féminisation	62,8	51,4	60,7	57,8	51,5	60,5

Note de lecture : Dans les organismes communaux, sur 893,5 milliers d'agents titulaires, 57,5 milliers appartiennent à la catégorie A. Parmi eux on dénombre 63,9 % de femmes.

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

n.d. : catégorie hiérarchique non déterminée.

Source : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge

RÉPARTITION DES EFFECTIFS ET POIDS DES TITULAIRES PAR FILIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux		Organismes régionaux		Autres*		Total	
	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires
Administrative	21,6	84,4	24,3	76,7	28,9	86,6	20,7	80,4	34,9	47,5	23,3	83,3
Technique	46,6	83,1	50,6	81,2	36,8	89,1	77,2	91,7	20,7	46,0	46,7	84,2
Culturelle, sportive, animation	13,3	59,7	14,5	64,5	2,7	69,7	0,5	83,2	39,8	48,9	11,2	60,9
Sociale	10,5	77,3	6,5	63,3	11,5	85,5	0,1	43,2	0,8	43,1	9,6	77,6
Médico-sociale et -technique	5,0	70,4	2,9	66,9	6,9	83,4	-	-	0,8	15,9	4,8	73,4
Sécurité	1,9	95,7	0,3	95,4	-	-	-	-	-	-	1,2	95,7
Incendie et secours	-	-	-	-	12,0	99,6	-	-	-	-	2,2	99,0
Autres cas ⁽¹⁾	1,1	4,4	0,9	3,7	1,1	59,8	1,6	1,7	3,1	1,2	1,1	14,3
Total	100,0	78,4	100,0	75,4	100,0	88,0	100,0	87,9	100,0	46,0	100,0	79,9

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

⁽¹⁾ Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils n'ont donc pas été pris en compte dans cette répartition.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2013

	Organismes communaux			Organismes intercommunaux			Organismes départementaux			Organismes régionaux			Autres*			Total		
	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total
	Non Titulaires	Total		Non Titulaires	Total		Non Titulaires	Total		Non Titulaires	Total		Non Titulaires	Total		Non Titulaires	Total	
Moins de 25 ans	1,2	16,4	4,5	1,3	12,5	4,1	0,8	10,4	1,9	0,4	6,3	1,1	2,0	6,8	4,6	1,1	14,7	3,8
De 25 à 29 ans	4,9	14,3	6,9	6,0	16,6	8,6	4,9	18,1	6,4	2,5	12,0	3,6	5,9	13,2	9,8	4,9	15,0	7,0
De 30 à 39 ans	19,5	22,0	20,0	25,2	26,6	25,5	23,2	24,4	23,4	14,2	24,1	15,4	20,5	29,6	25,4	20,7	23,3	21,2
De 40 à 49 ans	34,4	23,2	32,0	34,3	23,9	31,7	33,5	23,0	32,2	39,7	30,7	38,6	31,9	26,9	29,2	34,5	23,5	32,3
De 50 à 54 ans	18,9	10,2	17,1	16,2	9,2	14,5	17,8	9,6	16,8	21,0	12,4	20,0	15,7	9,9	12,6	18,4	10,1	16,8
De 55 à 59 ans	16,0	8,5	14,3	13,1	7,5	11,7	15,1	8,5	14,3	16,7	9,3	15,8	14,8	7,8	11,0	15,4	8,3	14,0
60 ans et plus	5,1	5,3	5,2	3,9	3,8	3,9	4,8	6,0	4,9	5,5	5,2	5,5	9,0	5,8	7,3	4,9	5,1	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale 8-8

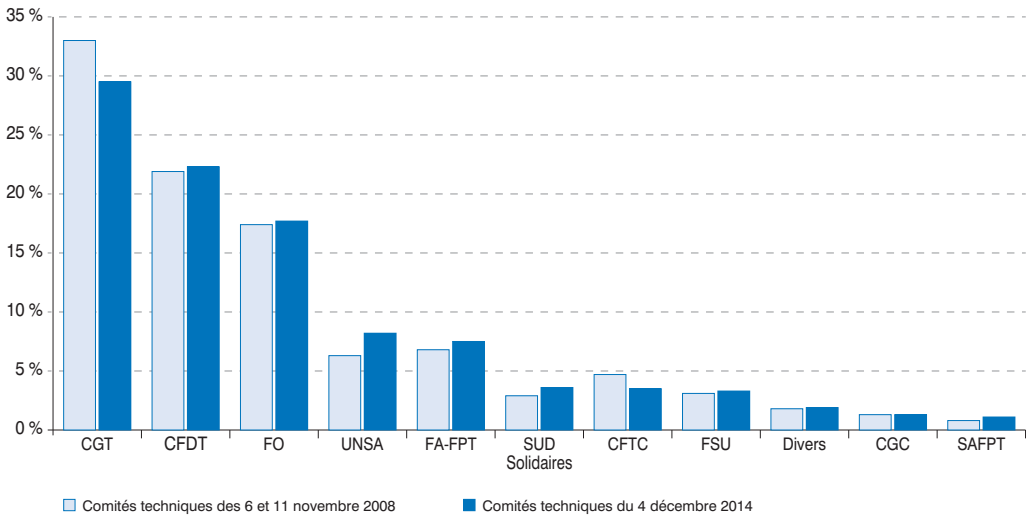
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

	Comités techniques 6 et 11 novembre 2008		Comités techniques 4 décembre 2014	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
Inscrits*	1 695 934		1 892 961	
Votants	1 001 485	59,1	1 039 382	54,9
Suffrages exprimés	949 571		988 630	
CFDT	207 949	21,9	220 777	22,3
CFTC	44 705	4,7	34 787	3,5
CGC	11 902	1,3	12 689	1,3
CGT	313 032	33,0	291 964	29,5
FA-FPT	65 016	6,8	73 858	7,5
FO	165 470	17,4	175 129	17,7
FSU	29 860	3,1	32 788	3,3
SAFPT	7 441	0,8	11 040	1,1
SUD Solidaires	27 762	2,9	35 697	3,6
UNSA	59 381	6,3	80 723	8,2
Divers	17 054	1,8	19 178	1,9

Source : DGCL.

* En 2014, les électeurs relevant des administrations parisiennes (76 000) sont comptabilisés dans les inscrits. Ils ne le sont pas en 2008.

RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



Source : DGCL.

CHAPITRE

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions

9-1 Le contexte européen

9-2 Le contexte régional

9-3 Le contexte départemental

84

86

88

90

PRÉSENTATION

En 2013, le PIB par habitant de la France est supérieur de 7 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 11^{ème} rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en deçà de la moyenne des 28.

Alors que la France représente près de 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son produit intérieur brut (PIB). Avec plus de 57 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne (49,5 %) à un niveau proche de celui de la Finlande et du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27 % du PIB) : hors celles-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,9 % du PIB en 2013. C'est un taux inférieur à la moyenne européenne (16 %) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : la proportion par rapport au PIB des dépenses des administrations locales et des entités fédérées s'élève à 14,8 % en Italie pour atteindre jusqu'à 20,5 % en Allemagne et 21,3 % en Espagne.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/data/browse-statistics-by-theme> thème « Economie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC 2010).

DÉFINITIONS

► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2013, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2015, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province in Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des "unités administratives locales" (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2010).

► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe de des administrations publiques (SEC2010 code P51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette publique est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'action et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euro en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).

9-1 Le contexte européen

DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 ^{er} janvier)
	2012	2013	NUTS 2 régions	NUTS 3 départements	LAU 2 communes au 01/01/2010	2014
Allemagne	124	125	38	402	11 295	80,78 ^(p)
Autriche	130	129	9	35	2 357	8,51
Belgique	120	119	11	44	589	11,20 ^(p)
Bulgarie	47	47	6	28	5 302	7,25
Chypre	92	86	1	1	615	0,86 ^(p)
Croatie	61	61	2	21	546	4,25 ^(p)
Danemark	126	125	5	11	2 244	5,63
Espagne	96	95	19	59	8 114	46,51 ^(p)
Estonie	72	73	1	5	226	1,32
Finlande	115	112	5	19	342	5,45
France	109	108	27	101	36 682	65,86 ^(p)
Grèce	76	n.d.	13	52	6 130	10,99 ^(p)
Hongrie	67	67	7	20	3 152	9,88 ^(p)
Irlande	129	126	2	8	3 441	4,60 ^(p)
Italie	100	98	21	110	8 094	60,78
Lettonie	64	67	1	6	118	2,00
Lituanie	72	74	1	10	555	2,94
Luxembourg	263	264	1	1	116	0,55
Malte	87	88	1	2	68	0,43
Pays-Bas	127	127	12	40	431	16,83
Pologne	67	68	16	72	2 479	38,50
Portugal	76	75	7	25	4 260	10,43 ^(p)
République tchèque	81	80	8	14	6 250	10,51
Roumanie	53	54	8	42	3 180	19,94 ^(p)
Royaume-Uni	104	106	40	173	10 310	64,31 ^(p)
Slovaquie	76	76	4	8	2 928	5,42
Slovénie	84	83	2	12	210	2,06
Suède	126	127	8	21	290	9,64
Union européenne (à 28)	100	100	276	1 342	120 324	507,42 ^(p)

Source : Eurostat.

n.d. : non disponible.

^(p) : valeur provisoire.

Le contexte européen 9-1

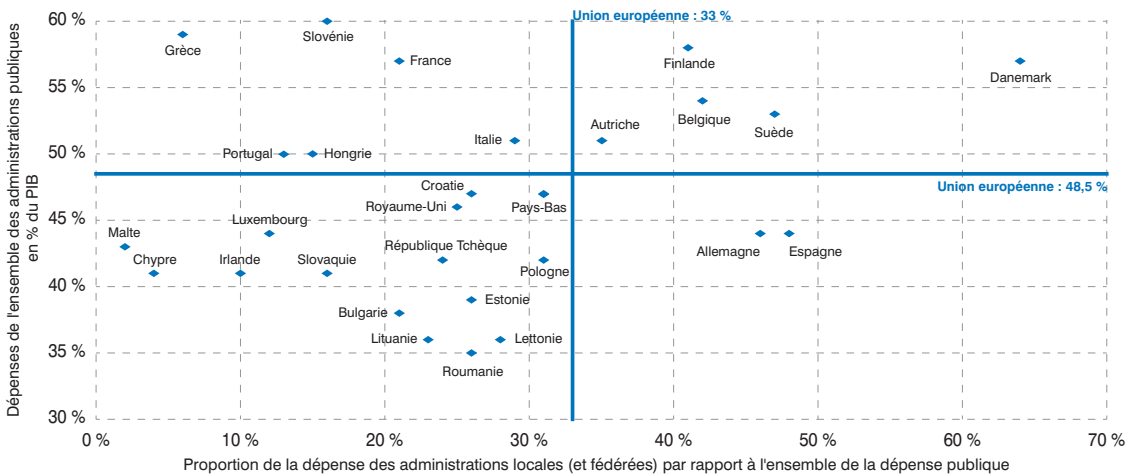
DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2013)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dette publique des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,3	13,3	12,9	7,6	19,0	2,2	76,9
Autriche	50,9	34,0	9,1	8,5	17,2	2,9	81,2
Belgique	54,4	30,6	15,8	7,2	21,8	2,2	104,5
Bulgarie	38,3	27,5	-	7,9	15,1	4,1	18,3
Chypre	41,4	32,5	-	1,5	8,7	2,0	102,2
Croatie	47,0	32,5	-	12,3	17,0	3,3	75,7
Danemark	56,7	42,4	-	36,3	2,9	3,5	45,0
Espagne	44,3	21,9	15,5	5,8	15,4	2,1	92,1
Estonie	38,9	28,9	-	10,0	5,1	5,5	10,1
Finlande	57,8	28,6	-	23,9	19,4	4,2	56,0
France	57,1	23,1	-	11,9	26,6	4,0	92,2
Grèce	59,2	49,2	-	3,5	17,9	2,7	174,9
Hongrie	49,7	37,5	-	7,5	16,5	4,4	77,3
Irlande	40,5	38,3	-	4,1	-	1,7	123,3
Italie	50,5	29,2	-	14,8	20,2	2,4	127,9
Lettonie	35,7	20,1	-	10,0	9,0	4,0	38,2
Lituanie	35,5	21,8	-	8,3	12,3	3,7	39,0
Luxembourg	43,8	31,7	-	5,2	18,6	3,5	23,6
Malte	42,5	42,3	-	0,7	-	2,8	69,8
Pays-Bas	46,8	26,3	-	14,3	18,7	3,6	68,6
Pologne	42,2	23,7	-	13,1	16,7	4,1	55,7
Portugal	50,1	37,4	-	6,7	13,7	2,2	128,0
République tchèque	42,0	29,3	-	9,9	5,6	3,4	45,7
Roumanie	35,1	24,7	-	9,2	11,4	4,6	37,9
Royaume-Uni	45,5	41,9	-	11,6	-	2,7	87,2
Slovaquie	41,0	25,7	-	6,4	14,4	3,0	54,6
Slovénie	59,7	41,8	-	9,6	19,1	4,3	70,4
Suède	53,3	31,0	-	25,3	7,8	4,5	38,6
Union européenne (à 28)	48,5	26,9	4,6	11,4	15,8	2,9	85,4

- : non applicable.

Source : Eurostat.



9-2 Le contexte régional

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

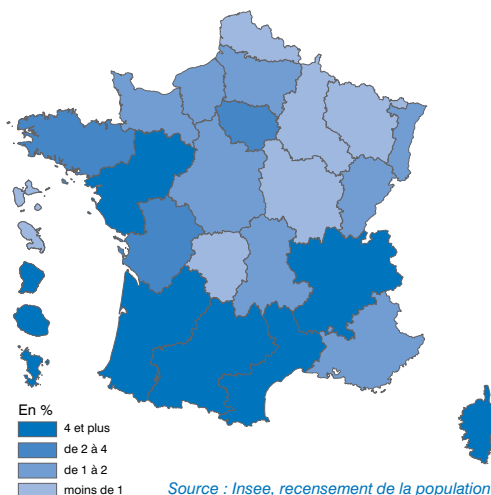
	Population ⁽¹⁾	Taux de croissance de la population entre 2007 et 2012 (en %)	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾	vivant dans les grandes aires urbaines ⁽²⁾
Alsace	1 859 869	1,8	8 280	225	904	42,9	75,6
Aquitaine	3 285 970	4,3	41 308	80	2 296	38,8	70,4
Auvergne	1 354 104	1,1	26 013	52	1 310	30,2	65,2
Bourgogne	1 641 130	0,4	31 582	52	2 045	27,3	59,0
Bretagne	3 237 097	3,7	27 208	119	1 270	31,9	63,3
Centre	2 563 586	1,5	39 151	65	1 840	35,4	68,2
Champagne-Ardenne	1 339 270	0,0	25 606	52	1 953	37,2	62,6
Corse	316 257	5,7	8 680	36	360	37,9	61,5
Franche-Comté	1 175 684	1,5	16 202	73	1 784	26,6	62,8
Languedoc-Roussillon	2 700 266	5,4	27 376	99	1 545	40,3	70,1
Limousin	738 633	0,2	16 942	44	747	31,5	60,2
Lorraine	2 349 816	0,4	23 547	100	2 339	29,9	67,2
Midi-Pyrénées	2 926 592	4,1	45 348	65	3 020	37,3	66,3
Nord-Pas-de-Calais	4 050 756	0,7	12 414	326	1 545	48,6	88,2
Basse-Normandie	1 477 209	1,1	17 589	84	1 801	23,4	57,8
Haute-Normandie	1 845 547	1,6	12 317	150	1 420	39,3	74,3
Pays de la Loire	3 632 614	4,3	32 082	113	1 491	37,5	68,3
Picardie	1 922 342	1,2	19 399	99	2 290	29,6	64,0
Poitou-Charentes	1 783 991	2,5	25 810	69	1 460	22,9	60,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 935 576	1,5	31 400	157	958	71,5	87,7
Rhône-Alpes	6 341 160	4,5	43 698	145	2 871	42,9	83,5
Métropole sauf Île-de-France	51 477 469	2,6	531 953	97	35 249	39,9	72,3
Île-de-France	11 898 502	2,6	12 012	991	1 280	83,8	99,8
Métropole	63 375 971	2,6	543 965	117	36 529	48,2	77,4
Guadeloupe	403 314	0,7	1 628	248	32	77,1	91,5
Guyane	239 648	12,5	83 534	3	22	76,0	50,7
Martinique	388 364	-2,4	1 128	344	34	76,7	78,1
La Réunion	833 944	5,0	2 504	333	24	94,7	79,2
Mayotte	212 645	14,0	374	569	17	65,7	88,6
Outre-mer	2 077 915	4,3	89 168	23	129	82,8	79,1
France	65 453 886	2,6	633 133	103	36 658	49,3	77,5

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

⁽²⁾ Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION ENTRE 2007 ET 2012



CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans ⁽¹⁾ (en %)	Part de la population de 60 et plus ⁽¹⁾ (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage 2013 ⁽³⁾ (en %)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en millions d'euros)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en €/hab.)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en € par emploi)
Alsace	24,0	22,0	73,8	8,9	54 987	29 528	71 771
Aquitaine	22,4	26,8	72,1	9,5	93 416	28 323	70 489
Auvergne	21,7	28,2	71,5	8,5	35 166	25 945	66 696
Bourgogne	22,5	27,9	72,2	8,8	43 848	26 727	67 529
Bretagne	24,2	25,8	71,9	8,5	86 533	26 655	66 400
Centre	23,9	26,1	73,4	9,2	68 926	26 847	68 870
Champagne-Ardenne	24,2	24,4	71,4	10,3	37 269	27 833	70 667
Corse	20,7	27,3	68,7	9,9	8 445	26 554	68 716
Franche-Comté	24,6	24,3	73,2	9,1	28 742	24 429	64 747
Languedoc-Roussillon	23,1	27,1	68,9	13,7	66 322	24 433	69 204
Limousin	20,6	30,7	71,1	8,8	17 594	23 839	62 432
Lorraine	23,5	23,7	71,0	10,3	56 605	24 097	67 433
Midi-Pyrénées	22,7	26,0	72,7	10,0	84 075	28 627	69 795
Nord-Pas-de-Calais	26,7	20,8	68,4	12,8	104 647	25 822	69 135
Basse-Normandie	23,8	26,6	71,6	8,9	38 649	26 157	67 003
Haute-Normandie	25,4	22,8	72,1	10,9	51 776	28 027	73 068
Pays de la Loire	25,5	24,0	73,8	8,5	104 472	28 646	69 437
Picardie	25,8	22,0	71,5	11,5	47 035	24 450	70 640
Poitou-Charentes	22,3	28,5	72,2	9,1	46 574	26 058	67 354
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,0	26,8	70,5	11,2	149 946	30 337	75 190
Rhône-Alpes	25,3	22,5	73,9	8,5	203 852	32 010	75 447
Métropole sauf Île-de-France	24,0	24,9	71,9	n.d.	1 428 879	27 698	70 362
Île-de-France	25,9	18,4	75,7	8,6	623 673	52 298	103 256
Métropole	24,4	23,7	72,6	9,7	2 052 553	32 317	77 903
Guadeloupe	28,4	20,3	68,2	26,2	8 113	20 108	65 416
Guyane	43,0	7,0	62,9	21,3	3 843	15 857	74 606
Martinique	25,7	22,3	69,9	22,8	8 628	22 312	65 941
La Réunion	32,6	13,2	67,7	29,0	17 922	17 090	62 375
Mayotte	54,5	4,2	n.d.	n.d.			
Outre-mer	33,9	14,6	67,7*	n.d.	38 506	18 502	64 857
France	24,7	23,4	72,5*	10,1*	2 091 059	31 878	77 615

Source : Insee.

⁽¹⁾ Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2012.

⁽²⁾ Recensement de population 2011, exploitation principale.

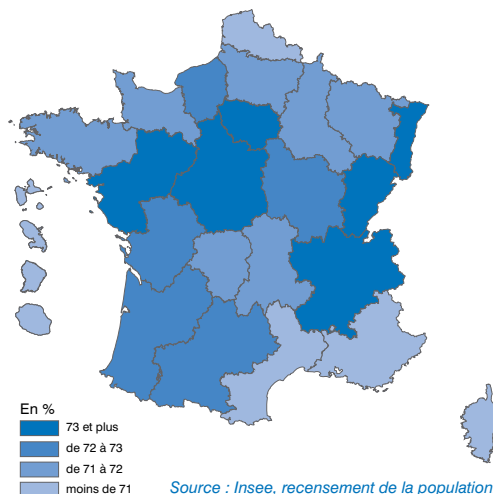
⁽³⁾ Taux de chômage localisés au 4^{ème} trimestre 2013 pour la métropole ; données issues de l'Enquête-Emploi du 2^{ème} trimestre 2013 pour l'Outre-mer.

⁽⁴⁾ Données 2012 provisoires.

* Hors Mayotte.

n.d. : donnée non disponible.

TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS



9-3a Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	612 191	5 762	106	419	314	16,2
02 Aisne	540 888	7 369	73	816	737	29,7
03 Allier	342 911	7 340	47	320	281	31,7
04 Alpes-de-Haute-Provence	161 241	6 925	23	200	179	24,2
05 Hautes-Alpes	139 554	5 549	25	172	154	38,0
06 Alpes-Maritimes	1 082 014	4 299	252	163	93	80,7
07 Ardèche	318 407	5 529	58	339	258	15,5
08 Ardennes	282 778	5 229	54	463	419	24,1
09 Ariège	152 366	4 890	31	332	299	10,2
10 Aube	305 606	6 004	51	433	398	35,5
11 Aude	362 339	6 139	59	438	397	36,4
12 Aveyron	276 229	8 735	32	304	281	24,8
13 Bouches-du-Rhône	1 984 784	5 087	390	119	13	80,5
14 Calvados	687 854	5 548	124	705	578	27,3
15 Cantal	147 415	5 726	26	260	249	18,4
16 Charente	353 657	5 956	59	404	370	17,1
17 Charente-Maritime	628 733	6 864	92	472	404	22,6
18 Cher	311 897	7 235	43	290	268	33,4
19 Corrèze	241 247	5 857	41	286	258	25,6
2A Corse-du-Sud	145 429	4 014	36	124	115	52,5
2B Haute-Corse	170 828	4 666	37	236	211	25,5
21 Côte-d'Or	527 403	8 763	60	706	660	39,7
22 Côtes-d'Armor	595 531	6 878	87	373	282	19,1
23 Creuse	121 517	5 565	22	260	255	10,9
24 Dordogne	416 384	9 060	46	557	489	13,9
25 Doubs	531 062	5 234	101	593	519	34,9
26 Drôme	491 334	6 530	75	369	307	35,5
27 Eure	591 616	6 040	98	675	564	21,4
28 Eure-et-Loir	432 107	5 880	73	401	341	30,7
29 Finistère	901 293	6 733	134	283	181	36,5
30 Gard	725 618	5 853	124	353	234	37,2
31 Haute-Garonne	1 279 349	6 309	203	589	458	54,0
32 Gers	189 530	6 257	30	463	449	11,6
33 Gironde	1 483 712	10 000	148	542	358	52,8
34 Hérault	1 077 627	6 101	177	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	1 007 901	6 775	149	353	264	37,4
36 Indre	228 692	6 791	34	247	223	25,2
37 Indre-et-Loire	596 937	6 127	97	277	204	45,8
38 Isère	1 224 993	7 431	165	532	332	35,3
39 Jura	260 932	4 999	52	544	496	19,8
40 Landes	392 884	9 243	43	331	278	23,0
41 Loir-et-Cher	331 656	6 343	52	291	246	24,0
42 Loire	753 763	4 781	158	327	226	44,8
43 Haute-Loire	225 686	4 977	45	260	229	8,2
44 Loire-Atlantique	1 313 321	6 815	193	221	124	52,0
45 Loiret	662 297	6 775	98	334	257	39,3
46 Lot	174 346	5 217	33	340	314	11,5
47 Lot-et-Garonne	332 119	5 361	62	319	263	22,8
48 Lozère	76 889	5 167	15	185	177	15,5
49 Maine-et-Loire	795 557	7 166	111	357	279	33,8

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 340	5 938	84	601	537	20,5
51 Marne	568 750	8 162	70	620	577	48,1
52 Haute-Marne	182 136	6 211	29	437	413	26,3
53 Mayenne	307 453	5 175	59	261	238	24,6
54 Meurthe-et-Moselle	733 266	5 246	140	594	491	31,4
55 Meuse	192 800	6 211	31	501	476	17,7
56 Morbihan	732 372	6 823	107	261	193	29,2
57 Moselle	1 046 468	6 216	168	730	569	36,8
58 Nièvre	216 786	6 817	32	312	292	21,2
59 Nord	2 587 128	5 743	451	650	316	56,5
60 Oise	810 300	5 860	138	692	564	31,1
61 Orne	290 015	6 103	48	495	460	19,1
62 Pas-de-Calais	1 463 628	6 671	219	895	622	34,8
63 Puy-de-Dôme	638 092	7 970	80	470	404	39,8
64 Pyrénées-Atlantiques	660 871	7 645	86	547	410	40,2
65 Hautes-Pyrénées	228 854	4 464	51	474	415	24,5
66 Pyrénées-Orientales	457 793	4 116	111	226	157	33,9
67 Bas-Rhin	1 104 667	4 755	232	527	368	45,2
68 Haut-Rhin	755 202	3 525	214	377	231	39,6
69 Rhône	1 762 866	3 249	543	287	119	69,8
70 Haute-Saône	239 750	5 360	45	545	507	10,8
71 Saône-et-Loire	555 039	8 575	65	572	496	24,0
72 Sarthe	567 382	6 206	91	370	301	32,1
73 Savoie	421 105	6 028	70	304	189	27,9
74 Haute-Savoie	756 501	4 388	172	294	146	37,0
75 Paris	2 240 621	105	21 258	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 253 931	6 278	200	745	601	47,7
77 Seine-et-Marne	1 353 946	5 915	229	513	344	49,3
78 Yvelines	1 412 356	2 284	618	262	128	69,0
79 Deux-Sèvres	371 583	5 999	62	303	264	23,4
80 Somme	571 154	6 170	93	782	702	27,5
81 Tarn	378 947	5 758	66	323	276	36,1
82 Tarn-et-Garonne	246 971	3 718	66	195	161	33,5
83 Var	1 021 669	5 973	171	153	58	64,6
84 Vaucluse	546 314	3 567	153	151	78	55,7
85 Vendée	648 901	6 720	97	282	213	23,8
86 Vienne	430 018	6 990	62	281	244	27,7
87 Haute-Vienne	375 869	5 520	68	201	179	42,0
88 Vosges	377 282	5 874	64	514	412	14,2
89 Yonne	341 902	7 427	46	455	429	17,6
90 Territoire de Belfort	143 940	609	236	102	65	34,8
91 Essonne	1 237 507	1 804	686	196	74	65,8
92 Hauts-de-Seine	1 586 434	176	9 034	36	0	99,4
93 Seine-Saint-Denis	1 538 726	236	6 515	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 341 831	245	5 476	47	0	96,2
95 Val-d'Oise	1 187 081	1 246	953	185	90	75,2
971 Guadeloupe	403 314	1 628	248	32	4	77,1
972 Martinique	388 364	1 128	344	34	8	76,7
973 Guyane	239 648	83 534	3	22	12	76,0
974 La Réunion	833 944	2 504	333	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	569	17	2	65,7
Métropole sauf Paris	61 135 350	543 860	112	36 528	29 311	46,3
Métropole	63 375 971	543 965	117	36 529	29 311	48,2
Outre-Mer	2 077 915	89 168	23	129	28	82,8
France entière	65 453 886	633 133	103	36 658	29 339	49,3

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

9-3b Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^{ème} trimestre 2013 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2013 ⁽¹⁾	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	64,2	7,7	6,9	7 450	4 463	7,3
02 Aisne	63,6	9,0	13,8	16 190	5 453	10,1
03 Allier	60,5	13,2	10,1	8 880	5 242	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	60,9	11,2	11,6	3 700	2 555	15,8
05 Hautes-Alpes	62,2	10,8	9,1	2 440	1 953	14,0
06 Alpes-Maritimes	61,9	11,8	10,2	24 670	1 758	1,6
07 Ardèche	61,2	11,2	10,3	6 100	3 790	11,9
08 Ardennes	63,7	9,2	11,9	10 290	3 323	11,8
09 Ariège	60,9	12,7	12,0	5 460	2 640	17,3
10 Aube	63,0	9,9	11,4	8 680	4 513	14,8
11 Aude	60,7	11,8	13,5	15 910	4 300	11,9
12 Aveyron	59,8	13,8	7,2	3 620	5 911	21,4
13 Bouches-du-Rhône	64,2	9,2	11,7	80 530	3 058	1,5
14 Calvados	64,1	9,3	9,3	14 730	5 709	8,3
15 Cantal	61,0	13,8	6,5	2 040	3 978	27,0
16 Charente	62,0	12,0	10,0	9 830	5 096	14,4
17 Charente-Maritime	61,0	12,1	10,5	16 020	6 083	9,7
18 Cher	61,7	11,6	10,0	9 020	4 615	14,8
19 Corrèze	60,6	13,8	7,7	3 410	4 771	19,8
2A Corse-du-Sud	63,6	10,5	9,1	2 500	1 999	13,7
2B Haute-Corse	64,4	10,0	10,7	3 450	2 467	14,4
21 Côte-d'Or	65,4	9,3	8,2	8 870	5 840	11,1
22 Côtes-d'Armor	60,1	12,0	8,7	10 060	4 499	7,6
23 Creuse	59,3	15,6	9,6	2 650	4 397	36,2
24 Dordogne	60,0	13,5	10,5	8 790	4 954	11,9
25 Doubs	64,7	8,5	9,1	11 220	3 711	7,0
26 Drôme	62,3	9,4	10,6	11 550	4 231	8,6
27 Eure	64,0	7,9	10,4	12 750	4 446	7,5
28 Eure-et-Loir	63,1	8,9	9,3	7 990	7 468	17,3
29 Finistère	62,7	10,6	8,8	16 030	3 557	3,9
30 Gard	62,6	9,9	13,4	30 140	4 470	6,2
31 Haute-Garonne	67,5	7,8	10,1	34 450	6 610	5,2
32 Gers	60,0	13,5	7,8	3 420	3 558	18,8
33 Gironde	65,7	9,0	9,7	37 810	6 450	4,3
34 Hérault	64,2	9,5	14,2	41 760	4 918	4,6
35 Ille-et-Vilaine	65,1	8,3	7,9	16 020	5 202	5,2
36 Indre	60,1	13,3	9,0	4 470	4 982	21,8
37 Indre-et-Loire	63,6	10,1	8,7	12 390	3 942	6,6
38 Isère	64,6	7,9	8,0	22 700	5 160	4,2
39 Jura	61,7	10,6	7,4	3 720	3 546	13,6
40 Landes	61,7	11,1	9,4	7 270	4 219	10,7
41 Loir-et-Cher	60,8	11,8	8,7	6 830	3 440	10,4
42 Loire	62,0	10,6	9,7	15 150	3 806	5,0
43 Haute-Loire	61,5	11,1	8,2	2 900	3 413	15,1
44 Loire-Atlantique	64,7	8,3	8,4	26 670	4 653	3,5
45 Loiret	63,4	9,1	9,4	13 800	3 638	5,5
46 Lot	59,6	13,9	9,3	3 390	4 013	23,0
47 Lot-et-Garonne	60,3	12,7	9,8	8 730	2 958	8,9
48 Lozère	62,1	11,8	5,9	1 170	2 271	29,5
49 Maine-et-Loire	63,2	9,2	9,0	15 040	4 859	6,1

Sources : Insee, Drees.

⁽¹⁾ y compris RSA jeune.

Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^{ème} trimestre 2013 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2013 ⁽¹⁾	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,5	11,6	8,2	7 710	7 756	15,5
51 Marne	65,7	8,4	9,5	12 270	4 190	7,4
52 Haute-Marne	62,4	11,1	9,1	4 330	3 894	21,4
53 Mayenne	61,3	10,6	6,5	3 860	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	65,9	8,8	9,7	21 440	3 328	4,5
55 Meuse	63,4	10,1	10,0	5 070	3 524	18,3
56 Morbihan	61,9	10,7	9,1	13 100	4 218	5,8
57 Moselle	66,1	8,4	10,4	25 700	4 298	4,1
58 Nièvre	60,1	13,6	9,5	5 550	4 352	20,1
59 Nord	65,5	7,5	12,7	111 430	5 251	2,0
60 Oise	65,5	6,9	10,0	18 240	4 066	5,0
61 Orne	60,8	12,0	9,0	6 940	5 856	20,2
62 Pas-de-Calais	64,3	8,2	12,9	55 900	6 261	4,3
63 Puy-de-Dôme	65,0	9,8	8,3	14 350	7 219	11,3
64 Pyrénées-Atlantiques	62,7	11,5	8,4	13 640	4 446	6,7
65 Hautes-Pyrénées	61,1	13,0	11,1	5 090	2 929	12,8
66 Pyrénées-Orientales	60,2	12,0	14,5	20 470	2 162	4,7
67 Bas-Rhin	66,8	7,8	8,5	26 990	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	65,1	8,4	9,6	16 870	2 598	3,4
69 Rhône	65,6	7,9	9,0	41 430	3 139	1,8
70 Haute-Saône	62,6	9,7	9,8	4 590	3 457	14,4
71 Saône-et-Loire	61,2	11,9	8,8	10 150	5 254	9,5
72 Sarthe	62,3	10,3	9,5	11 540	4 262	7,5
73 Savoie	64,4	8,9	7,5	4 970	3 134	7,4
74 Haute-Savoie	65,9	7,1	7,1	7 700	2 983	3,9
75 Paris	70,6	7,4	8,1	65 070	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	64,6	8,8	11,1	38 780	6 418	5,1
77 Seine-et-Marne	66,4	5,8	7,9	27 080	4 339	3,2
78 Yvelines	65,4	6,8	7,0	20 720	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	61,6	11,3	7,4	6 230	3 994	10,7
80 Somme	64,8	8,8	11,7	17 530	4 542	8,0
81 Tarn	60,8	12,6	10,7	9 770	4 144	10,9
82 Tarn-et-Garonne	61,5	10,7	10,9	6 880	2 519	10,2
83 Var	60,9	11,5	11,0	30 160	2 941	2,9
84 Vaucluse	62,7	9,7	12,2	16 150	2 330	4,3
85 Vendée	61,3	10,5	8,3	7 920	4 720	7,3
86 Vienne	63,9	10,3	7,9	11 370	4 676	10,9
87 Haute-Vienne	62,8	11,9	9,3	9 310	4 001	10,6
88 Vosges	63,0	10,4	11,5	10 090	3 226	8,5
89 Yonne	61,4	11,2	9,6	8 550	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	65,1	8,5	11,4	4 360	545	3,8
91 Essonne	65,8	6,4	7,3	23 800	1 491	1,2
92 Hauts-de-Seine	66,7	7,2	7,6	30 230	340	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,6	5,4	12,6	77 110	344	0,2
94 Val-de-Marne	66,8	6,9	8,6	38 700	414	0,3
95 Val-d'Oise	66,6	5,7	9,7	29 670	1 084	0,9
971 Guadeloupe	64,2	6,8	26,2 ⁽²⁾	44 500	582	1,4
972 Martinique	64,5	7,9	21,3 ⁽²⁾	38 680	630	1,6
973 Guyane	61,3	1,6	22,8 ⁽²⁾	19 330	448	1,9
974 La Réunion	66,3	3,7	29,0 ⁽²⁾	94 740	724	0,9
976 Mayotte	53,3	0,9	n.d.	3 710	144	0,7
Métropole sauf Paris	64,0	9,1	n.d.	1 546 340	377 323	6,2
Métropole	64,3	9,1	9,7	1 611 410	378 948	6,0
Outre-Mer	63,7	4,6	n.d.	200 960	2 528	1,2
France	64,2	8,9	10,1	1 812 370	381 476	5,8

Sources : Insee, Drees.

⁽¹⁾ y compris RSA jeune.

⁽²⁾ taux de chômage au deuxième trimestre 2013.

LES SÉRIES LONGUES

10-1	Les groupements de collectivités territoriales	96
10-2	Les comptes des administrations publiques locales	97
10-3	Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	98
10-4	Les comptes des communes	99
10-5	Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	100
10-6	Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	101
10-7	Les comptes des départements	102
10-8	Les comptes des régions	103
10-9	Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	104
10-10	Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	105
10-11	L'endettement des collectivités locales	106
10-12	Les taux de fiscalité locale	107
10-13	Les produits de fiscalité locale	108
10-14	Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale	109
10-15	Les effectifs des collectivités locales	110
10-16	Les dépenses de personnel des collectivités locales	111

10-1 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
EPCI à fiscalité propre												
Métropoles*	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	11
Communautés urbaines	12	14	14	14	14	16	16	16	15	15	15	9
Communautés d'agglomération	50	162	164	169	171	174	181	191	202	213	222	226
Communautés de communes	1 533	2 342	2 389	2 400	2 393	2 406	2 409	2 387	2 358	2 223	1 903	1 884
SAN	9	6	6	5	5	5	5	5	5	4	4	3
Districts**	241	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	1 845	2 524	2 573	2 588	2 583	2 601	2 611	2 599	2 581	2 456	2 145	2 133
Nombre total de communes***	21 347	32 308	32 923	33 413	33 638	34 166	34 774	35 041	35 305	36 049	36 614	36 588
Population totale regroupée*** (en millions d'habitants)	37,1	52,1	53,3	54,2	54,6	56,4	57,9	58,8	59,3	60,9	62,6	62,9
dont à fiscalité professionnelle unique :												
Nombre de groupements	306	1 103	1 162	1 199	1 224	1 263	1 302	1 321	1 339	1 356	1 288	1 309
Nombre total de communes***	3 289	14 404	15 145	15 850	16 337	16 970	17 732	18 217	18 798	20 594	22 698	23 157
Population totale regroupée (en millions d'habitants)***	13,2	39,5	40,9	41,8	42,4	44,3	46,4	47,6	48,5	50,5	53,2	54,0
Syndicats												
SIVU	n.d.	n.d.	12 157	11 843	11 708	11 165	10 780	10 474	10 181	9 721	8 965	8 392
SIVOM	n.d.	n.d.	1 492	1 466	1 444	1 444	1 394	1 361	1 344	1 305	1 233	1 185
Syndicats mixtes	n.d.	n.d.	2 687	2 760	2 947	3 063	3 193	3 256	3 256	3 265	3 185	3 025
Pôles métropolitains*	-	-	-	-	-	-	-	-	1	8	9	9
Pôles d'équilibre territorial et rural	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55
Nombre de syndicats	n.d.	n.d.	16 336	16 069	16 099	15 672	15 367	15 091	14 782	14 299	13 392	12 666

Source : DGCL.

Champ : France.

n.d. : non disponible.

* La loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a créé les métropoles et les pôles métropolitains.

** La loi du 12 juillet 1999 prévoyait la disparition des districts et des communautés de villes qui se transforment en CU, CA ou CC au 1^{er} janvier 2002 au plus tard.

*** Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES (en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DEPENSES*	155,8	164,7	179,7	188,4	199,8	213,9	223,2	230,7	229,8	235,3	243,8	252,0
Dépenses hors éléments imputés**	154,9	163,8	178,7	187,4	198,7	212,8	222,1	229,5	228,6	234,1	242,5	250,6
Dépenses de fonctionnement	80,4	85,0	88,9	93,0	97,7	102,3	107,6	113,3	117,4	120,2	124,3	128,6
Consommations intermédiaires (P2)	32,8	34,4	36,5	38,2	40,1	40,3	41,3	44,2	46,2	47,5	49,3	51,2
Rémunération des salariés (D1)	46,6	49,1	50,9	53,3	56,0	60,2	64,3	67,0	68,9	70,3	72,5	74,8
Autres impôts sur la production (D29)	0,9	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Intérêts (D41)	4,2	3,6	3,5	3,1	3,8	5,0	6,2	3,9	2,7	3,4	3,4	3,0
Prestations et autres transferts	36,5	39,7	47,5	49,2	52,7	57,1	59,0	63,1	62,9	63,4	65,1	67,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	3,1	3,2	8,9	9,8	10,1	10,8	10,8	11,7	12,7	13,3	13,9	14,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands (D632)	4,2	5,6	5,7	5,4	6,2	6,7	7,4	8,2	8,5	8,7	8,8	8,8
Subventions (D3)	9,6	10,4	11,4	11,7	12,3	13,5	14,2	14,0	13,5	13,7	13,9	14,2
Transferts courants entre administrations publiques (D73)	3,3	3,4	3,5	4,2	4,6	5,5	5,8	6,2	4,9	3,3	3,4	3,3
Autres transferts courants (D7 hors D73)	12,4	12,7	13,1	13,9	14,8	15,2	15,1	16,3	17,1	18,0	18,5	19,1
Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)	4,0	4,4	4,8	4,2	4,6	5,4	5,7	6,7	6,2	6,4	6,7	6,8
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	34,7	36,3	39,8	43,1	45,5	49,4	50,4	50,4	46,8	48,4	51,0	53,4
Formation brute de capital fixe (P51g)	32,7	34,4	37,6	40,9	43,4	46,9	47,8	47,1	44,2	45,3	47,9	50,4
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	2,0	1,9	2,2	2,2	2,1	2,5	2,5	3,3	2,6	3,1	3,0	3,0
RECETTES*	157,4	165,3	177,1	185,3	196,3	206,1	213,7	224,7	228,1	234,7	240,1	242,8
Recettes hors éléments imputés**	156,6	164,4	176,2	184,3	195,2	205,0	212,6	223,5	226,9	233,4	238,8	241,5
Recettes de production	26,1	27,2	28,7	29,6	32,5	34,2	35,1	36,4	37,9	39,1	40,2	41,1
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	21,2	22,4	24,1	25,2	26,5	27,7	28,6	29,7	30,9	32,2	33,1	33,7
Production pour emploi final propre (P12)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Paiements partiels des ménages (P13 - partie)	1,9	1,9	2,1	2,2	2,8	3,0	3,1	3,3	3,4	3,5	3,7	3,8
Autres subventions sur la production (D39)	2,6	2,6	2,1	1,9	2,8	3,0	2,9	2,9	3,2	2,8	2,9	3,0
Revenus de la propriété	1,8	2,1	2,0	2,1	2,4	2,4	2,6	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7
Intérêts (D41)	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	1,5	1,8	1,8	1,9	2,1	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3
Impôts et cotisations sociales	77,0	80,5	88,4	95,7	102,1	108,6	113,6	117,6	90,0	119,9	124,4	125,3
Impôts sur la production et les importations (D2)	54,1	56,5	64,4	70,7	74,7	81,0	83,2	85,0	67,9	93,6	98,0	98,5
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	9,6	10,3	10,8	11,6	12,3	12,9	13,5	14,7	15,6	16,2	17,1	17,8
Transferts de recettes fiscales (D733)	12,7	13,2	12,6	12,9	14,5	14,1	16,3	17,1	5,8	9,3	8,6	8,2
Cotisations sociales nettes (D61)	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Autres transferts	52,6	55,6	58,0	57,9	59,2	60,8	62,5	68,1	97,6	73,0	72,8	73,8
Transferts courants entre administrations publiques (D73 hors D733)	41,8	44,2	47,0	46,9	48,2	49,1	49,4	51,1	83,9	59,6	59,3	59,9
Autres transferts courants (D7 hors D73)	2,6	3,3	2,8	2,8	2,6	2,6	2,9	2,8	3,1	3,7	3,6	3,9
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	8,1	8,1	8,2	8,2	8,5	9,1	10,2	14,2	10,5	9,7	9,9	10,0
SOLDES												
Épargne brute (B8g)	32,3	33,2	33,9	36,1	38,1	38,0	36,3	36,8	40,8	44,4	44,1	41,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)	1,7	0,6	-2,5	-3,1	-3,5	-7,7	-9,5	-6,0	-1,7	-0,7	-3,7	-9,2

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

* Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

** L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraîne un double compte de certaines recettes et dépenses.

LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des dépenses	155,8	164,7	179,7	188,4	199,8	213,9	223,2	230,7	229,8	235,3	243,8	252,0
Services généraux des administrations publiques	35,2	33,2	35,5	37,3	39,5	42,9	44,8	45,0	41,9	41,8	43,7	44,8
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	4,2	4,6	4,8	5,3	5,7	6,1	6,5	6,8	7,0	7,0	7,2	7,4
Affaires économiques	33,2	35,5	37,8	39,5	40,8	43,7	44,6	44,7	44,8	45,0	46,9	48,5
Protection de l'environnement	10,1	11,1	12,2	13,4	14,2	14,9	15,7	17,0	17,5	18,6	19,3	20,0
Logements et équipements collectifs	14,6	15,4	16,5	16,7	17,7	19,2	20,1	21,1	19,9	20,5	21,2	22,0
Santé	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8
Loisirs, culture et culte	14,0	15,6	16,4	17,4	18,7	19,8	20,1	20,8	21,8	22,9	24,0	24,9
Enseignement	24,4	25,7	26,3	27,8	29,2	31,4	34,2	33,8	33,8	34,0	35,0	36,3
Protection sociale	18,9	22,2	28,8	29,5	32,3	34,3	35,5	40,0	41,7	43,7	44,9	46,3

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

POIDS RELATIF DES DÉPENSES PAR FONCTION

(en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Services généraux des administrations publiques	22,6	20,1	19,7	19,8	19,8	20,1	20,1	19,5	18,2	17,8	17,9	17,8
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	2,7	2,8	2,7	2,8	2,8	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	2,9	2,9
Affaires économiques	21,3	21,6	21,0	21,0	20,4	20,4	20,0	19,4	19,5	19,1	19,2	19,3
Protection de l'environnement	6,5	6,8	6,8	7,1	7,1	7,0	7,0	7,4	7,6	7,9	7,9	7,9
Logements et équipements collectifs	9,4	9,3	9,2	8,9	8,9	9,0	9,0	9,2	8,7	8,7	8,7	8,7
Santé	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Loisirs, culture et culte	9,0	9,5	9,1	9,3	9,4	9,3	9,0	9,0	9,5	9,8	9,8	9,9
Enseignement	15,6	15,6	14,6	14,7	14,6	14,7	15,3	14,6	14,7	14,4	14,4	14,4
Protection sociale	12,1	13,5	16,0	15,6	16,2	16,0	15,9	17,3	18,1	18,6	18,4	18,4

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

PART DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

(en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des dépenses	29,9	29,8	28,3	28,3	28,0	28,2	28,8	29,1	30,0	29,9	29,7	29,7
Services généraux des administrations publiques	50,6	49,4	47,8	48,1	47,2	46,7	45,0	46,0	47,2	46,7	46,5	46,8
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	61,6	62,6	62,9	63,0	64,6	65,1	63,6	63,4	65,8	67,2	67,8	67,5
Affaires économiques	11,0	11,5	11,3	11,8	11,7	11,8	12,3	13,2	13,5	13,2	12,8	12,8
Protection de l'environnement	12,7	15,5	14,8	14,4	14,4	14,8	15,4	15,2	15,9	16,6	16,7	16,6
Logements et équipements collectifs	17,4	19,9	20,0	20,7	20,2	20,1	22,3	22,2	25,7	26,2	26,1	26,0
Santé	61,1	61,4	60,0	56,7	58,0	58,6	60,1	63,7	64,0	63,9	63,3	63,0
Loisirs, culture et culte	31,6	33,2	32,8	32,0	32,4	32,9	34,8	34,5	36,3	36,5	36,2	36,0
Enseignement	33,3	35,1	34,5	32,8	29,6	29,6	31,4	34,2	36,1	36,0	35,9	35,7
Protection sociale	29,2	27,0	21,6	21,8	23,7	24,0	25,0	22,7	22,7	22,8	22,8	22,8

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

Les comptes des communes 10-4

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	76,48	76,51	79,88	82,90	85,80	90,08	89,86	91,81	91,14	94,09	96,41	100,75
Recettes totales	77,22	77,36	80,45	83,60	86,70	89,58	89,93	92,57	92,41	94,95	97,18	98,37
Dépenses totales hors remboursements de dette	68,88	70,36	73,39	76,19	79,73	84,16	84,23	86,23	85,33	88,19	90,58	94,67
Recettes totales hors emprunts	69,97	71,22	73,57	75,93	79,20	81,62	82,27	85,83	86,00	88,46	89,92	91,06
Dépenses réelles de fonctionnement	51,89	52,18	53,38	55,53	56,92	58,86	60,95	62,10	62,45	63,87	65,42	67,27
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	49,31	49,75	51,19	53,43	54,70	56,55	58,51	59,88	60,41	61,67	63,15	64,99
● dont achats et charges externes	13,05	13,10	13,52	13,98	14,53	14,87	15,50	15,79	15,89	16,23	16,72	17,28
● dont personnel	25,40	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01
● dont transferts versés	8,43	8,25	8,36	8,98	8,71	8,87	9,22	9,35	9,30	9,59	9,68	9,91
Recettes de fonctionnement (2)	61,91	63,06	64,40	66,10	67,84	69,66	70,98	72,79	74,51	77,02	78,34	79,14
● dont impôts et taxes	33,89	34,82	36,43	37,82	39,06	40,13	41,15	42,54	44,33	46,04	46,91	47,96
– impôts locaux **	23,41	23,48	23,98	24,68	25,42	26,14	27,14	28,76	29,69	30,70	31,47	32,25
– fiscalité reversée		6,69	7,25	7,65	7,88	8,02	8,07	8,25	8,66	8,94	9,03	9,46
– autres impôts indirects et taxes	10,49	4,65	5,21	5,49	5,76	5,96	5,94	5,53	5,98	6,40	6,41	6,25
● dont concours de l'État ^{(a)***}	15,20	15,15	18,15	18,48	18,93	19,21	19,41	19,47	19,47	19,50	19,28	18,92
– dont DGF	12,26	12,39	14,97	15,34	15,69	16,03	16,32	16,56	16,49	16,39	16,43	16,40
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	2,81	2,74	2,85	2,78	2,70	2,51	2,59	2,71	2,65	2,33
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	12,60	13,30	13,21	12,67	13,15	13,11	12,48	12,91	14,11	15,35	15,19	14,15
● intérêts de dette (4)	2,58	2,43	2,20	2,11	2,23	2,31	2,44	2,22	2,04	2,19	2,27	2,29
Épargne brute (5)=(3)-(4)	10,02	10,88	11,02	10,56	10,92	10,80	10,04	10,69	12,07	13,16	12,92	11,87
Épargne nette = (5)-remboursements	2,42	4,72	4,52	3,85	4,85	4,89	4,41	5,11	6,25	7,26	7,08	5,78
Dépenses réelles d'investissement	24,58	24,33	26,50	27,37	28,88	31,22	28,92	29,72	28,70	30,22	30,99	33,48
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	16,98	18,18	20,00	20,65	22,81	25,31	23,29	24,13	22,88	24,33	25,16	27,40
● dont subventions d'équipement	0,56	0,63	0,59	0,62	0,86	1,16	1,08	1,37	1,31	1,31	1,51	1,46
● dont équipement	15,06	16,82	18,02	19,40	20,92	23,10	21,39	21,40	20,31	21,75	22,59	24,87
Recettes réelles d'investissement	15,31	14,30	16,05	17,50	18,86	19,92	18,95	19,78	17,90	17,93	18,84	19,23
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	8,06	8,16	9,16	9,84	11,35	11,96	11,29	13,04	11,49	11,44	11,58	11,92
● dont dotations et subventions	6,06	6,30	6,62	7,22	7,71	8,19	8,14	10,21	8,03	7,88	8,27	8,44
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+1,09	+0,86	+0,18	-0,25	-0,53	-2,55	-1,97	-0,40	+0,68	+0,27	-0,65	-3,61
Variation fonds de roulement	+0,74	+0,85	+0,57	+0,70	+0,90	-0,50	+0,07	+0,76	+1,27	+0,86	+0,77	-2,38
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	7,60	6,15	6,50	6,71	6,07	5,92	5,63	5,59	5,82	5,90	5,84	6,09
● emprunts	7,25	6,14	6,89	7,66	7,51	7,97	7,66	6,74	6,41	6,49	7,26	7,31
● emprunts - remboursements de dette	-0,35	-0,01	0,39	0,95	1,44	2,05	2,03	1,16	0,59	0,59	1,42	1,23
Dette totale au 31/12	50,80	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,44	62,91
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	20,3%	21,1%	20,5%	19,2%	19,4%	18,8%	17,6%	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%	17,9%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	16,2%	17,2%	17,1%	16,0%	16,1%	15,5%	14,1%	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%	15,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	82,1%	80,2%	79,1%	78,7%	78,8%	79,6%	80,9%	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%	79,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	16,4%	13,6%	13,5%	13,3%	12,2%	11,8%	11,4%	10,7%	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les reversements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

*** Les concours de l'Etat comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	19,71	22,82	25,89	29,18	30,02	32,50	33,35	34,61	35,67	37,46	39,37	41,14
Recettes totales	19,99	23,18	26,24	28,93	30,32	32,45	33,45	35,18	36,02	38,23	40,04	40,59
Dépenses totales hors remboursements de dette	18,67	21,71	24,58	27,75	28,58	30,96	31,77	33,05	34,10	35,92	37,63	39,37
Recettes totales hors emprunts	18,79	21,73	24,34	26,45	27,58	29,47	30,59	32,70	33,91	35,57	36,66	38,00
Dépenses réelles de fonctionnement	14,86	16,95	19,16	21,10	21,67	22,72	23,67	25,08	26,04	27,00	28,18	29,41
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	14,41	16,51	18,73	20,67	21,17	22,14	23,00	24,48	25,48	26,36	27,50	28,73
● dont achats et charges externes	2,90	3,32	3,71	4,07	4,41	4,58	4,87	5,13	5,39	5,51	5,77	5,97
● dont reversements fiscaux	6,01	7,19	7,76	8,12	8,33	8,40	8,44	8,69	8,84	8,97	8,94	9,35
● dont personnel	2,29	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27	6,72
● dont transferts versés	2,85	2,87	3,38	4,11	3,81	4,05	4,24	4,62	4,87	5,05	5,39	5,51
Recettes de fonctionnement (2)	17,35	20,25	22,39	24,10	25,07	26,19	27,20	29,20	30,81	32,08	33,23	34,46
● dont impôts et taxes	10,70	12,51	13,85	14,89	15,73	16,42	17,15	18,72	20,21	20,07	21,07	22,09
– impôts locaux**	8,61	9,85	10,85	11,58	12,31	12,84	13,40	14,64	15,91	15,83	16,64	17,77
– autres impôts indirects et taxes	2,09	2,66	3,00	3,32	3,42	3,57	3,75	4,07	4,29	4,24	4,43	4,32
● dont concours de l'État ^(a)	2,32	2,50	6,12	6,52	6,79	7,01	7,10	7,30	7,61	8,80	8,74	8,75
– dont DGF	1,69	1,83	5,09	5,56	5,86	6,09	6,24	6,48	6,78	6,92	7,06	7,19
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	1,00	0,92	0,88	0,84	0,81	0,78	0,80	1,84	1,65	1,52
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	2,94	3,74	3,67	3,43	3,90	4,05	4,20	4,72	5,34	5,71	5,72	5,73
● intérêts de dette (4)	0,45	0,44	0,43	0,43	0,50	0,59	0,67	0,60	0,56	0,64	0,67	0,69
Épargne brute (5)=(3)-(4)	2,49	3,30	3,24	3,00	3,40	3,47	3,53	4,12	4,77	5,07	5,05	5,05
Épargne nette = (5)-remboursements	1,45	2,20	1,93	1,58	1,97	1,93	1,95	2,57	3,20	3,54	3,31	3,28
Dépenses réelles d'investissement	4,85	5,87	6,73	8,08	8,34	9,78	9,68	9,53	9,63	10,45	11,19	11,72
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	3,81	4,77	5,42	6,65	6,91	8,24	8,10	7,98	8,06	8,92	9,45	9,96
● dont subventions d'équipement	0,40	0,47	0,51	0,60	0,77	1,08	1,09	1,22	1,44	1,51	1,65	1,81
● dont équipement	3,17	3,50	3,97	4,96	5,59	6,45	6,32	6,01	5,87	6,57	6,94	7,20
Recettes réelles d'investissement	2,64	2,92	3,85	4,83	5,25	6,26	6,25	5,99	5,20	6,15	6,81	6,13
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	1,45	1,48	1,94	2,35	2,51	3,28	3,39	3,50	3,10	3,49	3,44	3,54
● dont dotations et subventions	1,00	1,06	1,29	1,55	1,85	2,21	2,49	2,62	2,32	2,49	2,45	2,54
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,13	+0,01	-0,25	-1,30	-1,00	-1,49	-1,18	-0,36	-0,19	-0,35	-0,97	-1,36
Variation fonds de roulement	+0,28	+0,36	+0,36	-0,24	+0,30	-0,05	+0,11	+0,58	+0,35	+0,77	+0,66	-0,54
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	1,04	1,11	1,30	1,42	1,43	1,54	1,58	1,55	1,57	1,54	1,74	1,77
● emprunts	1,20	1,45	1,91	2,48	2,73	2,98	2,86	2,49	2,10	2,66	3,37	2,59
● emprunts - remboursements de dette	0,15	0,34	0,60	1,06	1,30	1,44	1,28	0,93	0,54	1,12	1,63	0,82
Dette totale au 31/12	9,60	10,42	10,71	12,27	13,60	15,11	16,54	17,47	18,19	19,28	21,20	22,06
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	17,0%	18,5%	16,4%	14,2%	15,6%	15,5%	15,4%	16,2%	17,3%	17,8%	17,2%	16,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,4%	16,3%	14,4%	12,4%	13,6%	13,2%	13,0%	14,1%	15,5%	15,8%	15,2%	14,6%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	55,4%	51,5%	47,8%	50,9%	54,3%	57,7%	60,8%	59,8%	59,0%	60,1%	63,8%	64,0%
Annuité / recettes de fonctionnement	8,6%	7,6%	7,7%	7,7%	7,7%	8,1%	8,3%	7,4%	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre

10-6

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	90,18	92,14	98,01	103,96	107,49	114,18	114,77	117,74	117,98	122,58	126,85	132,54
Recettes totales	91,20	93,35	98,94	104,41	108,69	113,63	114,94	119,07	119,59	124,21	128,28	129,62
Dépenses totales hors remboursements de dette	81,53	84,89	90,21	95,82	99,99	106,73	107,56	110,59	110,59	115,15	119,26	124,69
Recettes totales hors emprunts	82,76	85,76	90,14	94,26	98,45	102,68	104,42	109,84	111,08	115,06	117,64	119,72
Dépenses réelles de fonctionnement	60,74	61,94	64,78	68,52	70,27	73,18	76,17	78,49	79,65	81,90	84,66	87,34
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	57,71	59,08	62,16	65,98	67,54	70,28	73,07	75,67	77,05	79,07	81,71	84,37
● dont achats et charges externes	15,94	16,42	17,23	18,05	18,94	19,45	20,37	20,92	21,28	21,73	22,49	23,25
● dont personnel	27,69	28,81	29,92	31,40	32,85	34,58	35,76	36,95	37,99	38,97	40,39	41,73
● dont transferts versés	11,28	11,12	11,74	13,09	12,52	12,91	13,47	13,97	14,17	14,65	15,07	15,42
Recettes de fonctionnement (2)	73,25	76,12	79,04	82,08	84,59	87,45	89,74	93,30	96,49	100,13	102,63	104,25
● dont impôts et taxes	44,59	40,64	43,03	45,06	46,91	48,52	50,23	53,01	55,88	57,17	58,95	60,59
– impôts locaux**	32,02	33,34	34,83	36,26	37,73	38,99	40,54	43,40	45,60	46,53	48,11	50,02
– autres impôts indirects et taxes	12,57	7,30	8,21	8,80	9,17	9,53	9,69	9,60	10,27	10,64	10,84	10,57
● dont concours de l'État ^(a) ***	17,53	17,65	24,27	25,00	25,71	26,22	26,51	26,77	27,08	28,30	28,02	27,67
– dont DGF	13,95	14,22	20,06	20,90	21,55	22,12	22,56	23,04	23,27	23,31	23,49	23,60
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	3,81	3,66	3,73	3,63	3,51	3,29	3,39	4,55	4,30	3,85
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	15,54	17,04	16,88	16,10	17,05	17,17	16,67	17,63	19,44	21,06	20,91	19,88
● intérêts de dette (4)	3,03	2,86	2,63	2,54	2,73	2,89	3,11	2,82	2,60	2,83	2,95	2,97
Épargne brute (5)=(3)-(4)	12,51	14,18	14,25	13,56	14,32	14,27	13,57	14,81	16,84	18,23	17,97	16,91
Épargne nette = (5)-remboursements	3,86	6,92	6,45	5,42	6,82	6,82	6,36	7,67	9,46	10,80	10,39	9,06
Dépenses réelles d'investissement	29,44	30,20	33,23	35,44	37,22	41,00	38,60	39,25	38,33	40,68	42,19	45,20
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	20,79	22,95	25,43	27,30	29,72	33,55	31,39	32,11	30,94	33,25	34,61	37,35
● dont subventions d'équipement	0,97	1,10	1,10	1,22	1,63	2,24	2,17	2,59	2,76	2,81	3,16	3,27
● dont équipement	18,23	20,32	21,99	24,36	26,50	29,56	27,72	27,42	26,18	28,33	29,53	32,07
Recettes réelles d'investissement	17,95	17,23	19,90	22,33	24,11	26,18	25,20	25,77	23,10	24,08	25,65	25,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	9,51	9,64	11,11	12,19	13,87	15,24	14,68	16,54	14,59	14,93	15,02	15,47
● dont dotations et subventions	7,06	7,36	7,91	8,77	9,56	10,41	10,63	12,83	10,35	10,37	10,72	10,98
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+1,22	+0,87	-0,07	-1,56	-1,53	-4,04	-3,14	-0,75	+0,49	-0,08	-1,62	-4,97
Variation fonds de roulement	+1,02	+1,20	+0,93	+0,45	+1,20	-0,55	+0,17	+1,34	+1,62	+1,63	+1,43	-2,92
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	8,64	7,26	7,80	8,14	7,50	7,45	7,21	7,14	7,38	7,43	7,58	7,85
● emprunts	8,45	7,59	8,80	10,15	10,24	10,94	10,53	9,23	8,51	9,15	10,63	9,90
● emprunts - remboursements de dette	-0,20	0,33	1,00	2,01	2,74	3,49	3,32	2,09	1,13	1,71	3,05	2,05
Dette totale au 31/12	60,40	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,64	84,97
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	21,2%	22,4%	21,4%	19,6%	20,2%	19,6%	18,6%	18,9%	20,2%	21,0%	20,4%	19,1%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	17,1%	18,6%	18,0%	16,5%	16,9%	16,3%	15,1%	15,9%	17,5%	18,2%	17,5%	16,2%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	82,5%	80,1%	78,0%	78,3%	79,3%	80,7%	82,5%	81,5%	80,3%	79,1%	80,5%	81,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	15,9%	13,3%	13,2%	13,0%	12,1%	11,8%	11,5%	10,7%	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre », les reversements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

10-7 Les comptes des départements

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	40,20	43,28	51,72	54,29	58,35	62,00	65,39	68,48	68,38	69,60	71,57	72,39
Recettes totales	40,40	43,82	51,28	54,42	58,93	61,39	64,91	68,30	68,81	70,37	71,26	71,82
Dépenses totales hors remboursements de dette	37,62	40,61	49,16	51,42	55,14	59,57	62,99	65,54	65,33	66,34	68,08	69,52
Recettes totales hors emprunts	37,77	40,69	47,91	50,39	54,79	57,55	59,63	61,88	63,99	66,47	67,06	67,98
Dépenses réelles de fonctionnement	27,12	29,71	37,43	39,29	42,22	45,37	48,63	51,03	52,86	54,34	56,21	57,64
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	26,39	29,01	36,68	38,66	41,50	44,59	47,74	50,26	52,06	53,47	55,26	56,71
● dont achats et charges externes	5,15	5,40	4,71	4,91	5,16	5,33	5,65	5,68	5,63	5,64	5,64	5,65
● dont personnel	4,82	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,54	11,82
● dont transferts versés	15,83	17,84	25,19	26,54	28,59	30,16	31,37	33,04	34,63	35,76	37,13	38,29
Recettes de fonctionnement (2)	34,99	37,77	45,10	47,60	51,55	54,34	56,34	57,28	60,61	63,20	63,89	64,73
● dont impôts et taxes	19,78	21,04	27,53	30,83	33,12	35,05	36,57	37,40	40,38	41,43	42,22	42,50
– impôts locaux**	14,21	15,06	15,75	16,91	18,40	19,02	19,92	21,94	22,56	18,62	19,42	20,55
– autres impôts indirects et taxes	5,57	5,97	11,78	13,92	14,72	16,03	16,65	15,46	17,82	22,81	22,80	21,95
<i>dont droits de mutation</i>	4,08	4,90	5,65	6,50	7,39	7,84	7,19	5,22	7,07	8,61	7,97	7,16
<i>dont TICPE</i>	-	-	4,89	5,29	5,04	4,94	5,15	5,78	6,19	6,53	6,54	6,47
<i>dont TSCA</i>	-	-	-	1,04	1,17	2,09	3,05	3,13	3,21	6,25	6,63	6,68
● dont concours de l'État (a)	10,01	11,02	12,90	12,41	12,93	13,20	13,32	13,44	13,73	15,00	15,03	14,94
– dont DGF	8,80	9,04	11,32	10,84	11,32	11,60	11,85	12,08	12,15	12,21	12,24	12,24
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	1,17	1,20	1,17	1,17	1,04	0,93	1,16	2,36	2,36	2,26
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	8,61	8,76	8,42	8,94	10,05	9,75	8,60	7,02	8,55	9,73	8,62	8,02
● intérêts de dette (4)	0,73	0,70	0,75	0,63	0,72	0,78	0,89	0,77	0,80	0,87	0,95	0,93
Épargne brute (5)=(3)-(4)	7,87	8,06	7,67	8,31	9,33	8,97	7,71	6,25	7,75	8,86	7,68	7,09
Épargne nette = (5)-remboursements	5,29	5,39	5,11	5,44	6,13	6,54	5,31	3,31	4,70	5,60	4,19	4,23
Dépenses réelles d'investissement	13,08	13,58	14,29	15,00	16,13	16,64	16,76	17,45	15,52	15,26	15,35	14,75
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	10,50	10,91	11,73	12,13	12,93	14,21	14,36	14,50	12,47	12,00	11,87	11,89
● dont subventions d'équipement	3,79	3,88	4,42	4,52	4,81	5,38	5,50	5,53	4,74	4,64	4,64	4,63
● dont équipement	6,33	6,66	6,90	7,30	7,76	8,33	8,54	8,59	7,44	6,97	6,76	6,82
Recettes réelles d'investissement	5,40	6,06	6,17	6,81	7,38	7,06	8,57	11,02	8,20	7,17	7,38	7,09
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	2,77	2,93	2,80	2,78	3,24	3,21	3,29	4,59	3,39	3,27	3,17	3,26
● dont dotations et subventions	2,11	2,26	2,22	2,31	2,54	2,65	2,80	4,09	2,88	2,63	2,56	2,59
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,15	+0,08	-1,25	-1,03	-0,35	-2,03	-3,36	-3,66	-1,34	+0,13	-1,02	-1,54
Variation fonds de roulement	+0,20	+0,54	-0,44	+0,12	+0,59	-0,61	-0,49	-0,18	+0,43	+0,77	-0,30	-0,57
Dépenses totales pour les collèges	3,32	3,49	3,21	3,35	3,41	3,90	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19	4,12
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	15,66	17,55	24,61	25,93	27,75	29,20	30,39	32,05	33,68	34,89	35,98	37,12
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	2,58	2,67	2,56	2,88	3,20	2,43	2,40	2,94	3,04	3,26	3,48	2,86
● emprunts	2,63	3,13	3,37	4,03	4,14	3,84	5,28	6,42	4,82	3,90	4,21	3,84
● emprunts - remboursements de dette	0,05	0,46	0,81	1,15	0,94	1,41	2,87	3,48	1,77	0,64	0,72	0,97
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>18,73</i>	<i>17,36</i>	<i>18,16</i>	<i>19,26</i>	<i>20,48</i>	<i>21,90</i>	<i>24,76</i>	<i>28,25</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>
Ratios :												
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	24,6%	23,2%	18,7%	18,8%	19,5%	17,9%	15,3%	12,3%	14,1%	15,4%	13,5%	12,4%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	22,5%	21,3%	17,0%	17,5%	18,1%	16,5%	13,7%	10,9%	12,8%	14,0%	12,0%	11,0%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	53,5%	46,0%	40,3%	40,5%	39,7%	40,3%	44,0%	49,3%	49,5%	48,1%	48,6%	49,8%
Annuité / recettes de fonctionnement	9,5%	8,9%	7,3%	7,4%	7,6%	5,9%	5,8%	6,5%	6,3%	6,5%	6,9%	5,9%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Les comptes des régions 10-8

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	14,98	15,76	17,28	19,52	21,73	24,41	26,66	28,01	26,46	27,21	27,96	28,70
Recettes totales	15,18	15,35	17,13	19,56	21,57	24,32	26,18	27,78	26,69	27,23	27,87	28,23
Dépenses totales hors remboursements de dette	13,91	14,86	16,47	18,15	20,04	23,13	24,69	26,06	24,88	25,46	25,96	26,61
Recettes totales hors emprunts	13,95	13,91	15,10	17,45	18,82	21,50	22,88	24,13	23,96	24,40	24,78	25,14
Dépenses réelles de fonctionnement	7,55	7,91	9,01	10,45	11,75	14,04	15,20	15,99	16,27	16,71	17,16	17,58
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	7,21	7,60	8,71	10,06	11,35	13,54	14,61	15,49	15,76	16,15	16,56	16,97
● dont achats et charges externes	0,56	1,01	1,20	1,18	1,41	1,42	1,44	1,50	1,63	1,79	1,88	2,00
● dont personnel	0,47	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06
● dont transferts versés	5,93	5,95	6,77	8,10	9,00	10,36	10,64	11,11	11,16	11,31	11,49	11,65
Recettes de fonctionnement (2)	12,26	12,53	13,58	15,78	17,22	19,61	20,95	21,46	21,78	22,17	22,50	22,86
● dont impôts et taxes	5,09	5,03	5,25	6,93	8,35	10,54	11,70	12,17	12,38	12,15	12,30	12,58
– impôts locaux**	3,02	3,07	3,22	4,00	4,43	4,42	4,63	4,90	5,08	4,39	4,48	4,75
– autres impôts indirects et taxes	2,07	1,96	2,03	2,93	3,91	6,12	7,08	7,27	7,30	7,76	7,83	7,82
dont cartes grises	1,50	1,43	1,48	1,62	1,83	1,94	1,97	1,92	1,92	2,08	2,11	2,04
dont TICPE	-	-	-	0,43	1,02	2,83	3,64	3,86	3,88	4,12	4,14	4,18
● dont concours de l'État ^(a)	4,24	4,64	7,04	8,02	8,26	8,29	8,39	8,51	8,62	9,28	9,34	9,35
– dont DGF	3,97	3,38	4,84	4,95	5,11	5,21	5,27	5,42	5,45	5,45	5,45	5,46
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	0,22	0,24	0,23	0,24	0,22	0,20	0,20	0,86	0,86	0,84
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	5,05	4,94	4,88	5,72	5,87	6,07	6,34	5,97	6,01	6,03	5,94	5,89
● intérêts de dette (4)	0,34	0,31	0,31	0,39	0,40	0,50	0,60	0,50	0,50	0,57	0,60	0,61
Épargne brute (5)=(3)-(4)	4,71	4,63	4,57	5,33	5,47	5,57	5,75	5,47	5,51	5,46	5,35	5,28
Épargne nette = (5)-remboursements	3,64	3,72	3,76	3,96	3,78	4,30	3,78	3,52	3,93	3,72	3,35	3,20
Dépenses réelles d'investissement	7,42	7,86	8,27	9,08	9,98	10,37	11,46	12,02	10,19	10,49	10,80	11,12
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	6,36	6,95	7,46	7,70	8,29	9,09	9,49	10,06	8,61	8,75	8,80	9,04
● dont subventions d'équipement	3,81	4,14	4,33	4,59	4,93	5,35	5,41	5,74	5,10	5,34	5,37	5,81
● dont équipement	2,28	2,44	2,68	2,58	3,10	3,44	3,76	3,82	3,14	2,96	2,83	2,77
Recettes réelles d'investissement	2,92	2,82	3,55	3,78	4,35	4,71	5,23	6,31	4,92	5,06	5,36	5,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	1,69	1,37	1,52	1,68	1,60	1,88	1,93	2,67	2,18	2,23	2,27	2,28
● dont dotations et subventions	1,44	1,16	1,13	1,43	1,48	1,59	1,65	2,34	1,95	1,89	2,00	1,92
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,04	-0,95	-1,37	-0,70	-1,22	-1,63	-1,81	-1,92	-0,92	-1,07	-1,18	-1,47
Variation fonds de roulement	+0,21	-0,42	-0,15	+0,03	-0,17	-0,09	-0,48	-0,23	+0,24	+0,03	-0,10	-0,46
Dépenses totales pour l'enseignement	3,24	3,44	3,63	3,96	4,16	5,19	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05	5,94
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	2,17	2,36	2,97	3,47	4,22	4,87	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21	5,25
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	2,05	2,13	2,41	2,86	2,99	3,15	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52	3,91
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	1,07	0,91	0,81	1,37	1,69	1,28	1,97	1,96	1,58	1,74	2,00	2,09
● emprunts	1,23	1,44	2,03	2,11	2,75	2,83	3,30	3,65	2,73	2,83	3,09	3,10
● emprunts - remboursements de dette	0,16	0,53	1,22	0,73	1,06	1,55	1,33	1,69	1,15	1,09	1,09	1,01
Dette totale au 31/12	7,82	8,42	9,42	10,14	11,11	12,77	13,98	15,70	16,85	17,97	19,11	20,28
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	41,2%	39,4%	35,9%	36,3%	34,1%	30,9%	30,3%	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	38,4%	36,9%	33,6%	33,8%	31,8%	28,4%	27,4%	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%	23,1%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	63,8%	67,2%	69,3%	64,3%	64,5%	65,1%	66,7%	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,5%	9,7%	8,2%	11,2%	12,1%	9,0%	12,2%	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%

Sources : DGFiP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFiP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	145,35	151,19	167,01	177,78	187,57	200,59	206,82	214,23	212,82	219,38	226,37	233,63
Recettes totales	146,78	152,52	167,34	178,38	189,19	199,34	206,03	215,15	215,10	221,81	227,41	229,67
Dépenses totales hors remboursements de dette	133,06	140,36	155,84	165,39	175,17	189,43	195,24	202,19	200,81	206,95	213,31	220,83
Recettes totales hors emprunts	134,48	140,36	153,15	162,10	172,06	181,73	186,93	195,85	199,04	205,93	209,48	212,84
Dépenses réelles de fonctionnement	95,41	99,55	111,23	118,25	124,23	132,58	140,01	145,51	148,78	152,95	158,03	162,55
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	91,31	95,68	107,54	114,69	120,39	128,41	135,42	141,42	144,87	148,69	153,53	158,04
● dont achats et charges externes	21,66	22,83	23,14	24,13	25,51	26,20	27,46	28,10	28,54	29,16	30,01	30,89
● dont personnel	32,98	34,54	36,62	38,57	40,70	44,51	48,04	50,30	51,74	53,00	54,90	56,62
● dont transferts versés	33,04	34,90	43,70	47,73	50,11	53,43	55,47	58,13	59,96	61,71	63,69	65,36
Recettes de fonctionnement (2)	120,51	126,42	137,72	145,46	153,35	161,40	167,03	172,05	178,88	185,50	189,02	191,84
● dont impôts et taxes	69,46	66,70	75,81	82,82	88,38	94,10	98,51	102,58	108,63	110,74	113,47	115,67
– impôts locaux**	49,24	51,47	53,80	57,17	60,57	62,42	65,08	70,25	73,24	69,54	72,00	75,33
– autres impôts indirects et taxes	20,22	15,24	22,01	25,65	27,81	31,68	33,42	32,33	35,39	41,20	41,46	40,34
● dont concours de l'État ^(a)	31,78	33,30	44,21	45,44	46,90	47,70	48,21	48,73	49,43	52,57	52,39	51,95
– dont DGF	26,72	26,64	36,21	36,69	37,98	38,93	39,68	40,54	40,86	40,97	41,17	41,30
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	5,20	5,10	5,13	5,03	4,77	4,42	4,74	7,77	7,52	6,94
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	29,20	30,74	30,18	30,76	32,96	32,98	31,62	30,63	34,00	36,82	35,48	33,80
● intérêts de dette (4)	4,11	3,87	3,68	3,56	3,84	4,17	4,59	4,09	3,91	4,27	4,49	4,51
Épargne brute (5)=(3)-(4)	25,09	26,87	26,50	27,20	29,12	28,81	27,02	26,54	30,10	32,55	30,99	29,28
Épargne nette = (5)-remboursements	12,80	16,03	15,33	14,82	16,73	17,66	15,44	14,49	18,09	20,12	17,92	16,49
Dépenses réelles d'investissement	49,94	51,63	55,78	59,52	63,33	68,01	66,81	68,72	64,04	66,43	68,35	71,07
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	37,65	40,80	44,61	47,14	50,94	56,85	55,23	56,68	52,03	54,00	55,28	58,27
● dont subventions d'équipement	8,57	9,11	9,85	10,34	11,36	12,97	13,08	13,85	12,60	12,79	13,17	13,71
● dont équipement	26,84	29,41	31,57	34,24	37,37	41,32	40,02	39,82	36,76	38,26	39,13	41,65
Recettes réelles d'investissement	26,28	26,10	29,62	32,93	35,84	37,94	39,00	43,10	36,22	36,31	38,39	37,83
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	13,97	13,94	15,43	16,65	18,71	20,33	19,90	23,80	20,16	20,43	20,46	21,00
● dont dotations et subventions	10,60	10,77	11,25	12,50	13,58	14,65	15,08	19,26	15,18	14,89	15,28	15,49
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+1,42	+0,00	-2,69	-3,29	-3,11	-7,70	-8,31	-6,34	-1,77	-1,02	-3,83	-7,99
Variation fonds de roulement	+1,43	+1,33	+0,33	+0,61	+1,62	-1,25	-0,79	+0,92	+2,28	+2,43	+1,03	-3,96
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	12,29	10,83	11,17	12,38	12,40	11,16	11,58	12,04	12,01	12,43	13,07	12,80
● emprunts	12,31	12,16	14,19	16,28	17,13	17,61	19,10	19,30	16,06	15,88	17,93	16,83
● emprunts - remboursements de dette	0,01	1,33	3,02	3,90	4,73	6,46	7,52	7,26	4,05	3,45	4,86	4,03
Dette totale au 31/12	86,96	86,78	89,23	93,71	98,64	105,23	112,74	120,04	124,35	127,58	132,81	137,48
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	24,2%	24,3%	21,9%	21,1%	21,5%	20,4%	18,9%	17,8%	19,0%	19,8%	18,8%	17,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	20,8%	21,3%	19,2%	18,7%	19,0%	17,9%	16,2%	15,4%	16,8%	17,5%	16,4%	15,3%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	72,2%	68,6%	64,8%	64,4%	64,3%	65,2%	67,5%	69,8%	69,5%	68,8%	70,3%	71,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	13,6%	11,6%	10,8%	11,0%	10,6%	9,5%	9,7%	9,4%	8,9%	9,0%	9,3%	9,0%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter en 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre », les reversements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale⁽¹⁾	15,66	17,55	24,61	25,93	27,75	29,20	30,39	32,05	33,68	34,89	35,98	37,12	38,64
dont dépenses de fonctionnement obligatoires d'aide sociale⁽²⁾	13,10	15,20	23,66	25,08	26,88	28,30	29,45	31,11	32,72	33,94	35,03	36,14	37,66
dont RMI / RSA (dépenses brutes)	0,86	0,79	6,35	6,70	7,25	7,44	7,38	7,89	8,60	8,98	9,35	10,05	11,06
dont APA (dépenses brutes)	1,86	3,34	3,79	4,11	4,42	4,74	5,04	5,21	5,37	5,45	5,57	5,59	5,63
Dépenses totales pour les collèges	3,32	3,49	3,21	3,35	3,41	3,90	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19	4,12	4,26
Fonctionnement	1,23	1,28	0,91	0,97	1,07	1,58	1,83	1,97	2,04	2,13	2,19	2,25	2,33
Investissement	2,09	2,20	2,30	2,37	2,34	2,32	2,44	2,52	2,26	2,15	2,00	1,87	1,93
Transport scolaire (fonctionnement)	1,81	1,68	1,61	1,68	1,76	1,82	1,90	1,94	1,92	1,92	1,95	1,93	1,96
Contingents destinés aux SDIS (fonctionnement)	1,21	1,40	1,57	1,74	1,95	2,08	2,22	2,31	2,39	2,45	2,52	2,56	2,64

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

* Pour l'année 2014, le montant est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2013 et 2014 au montant 2013 issu des comptes administratifs.

⁽¹⁾ Dépenses de fonctionnement pour la prévention médico-sociale, l'action sociale (hors RMI-RSA et APA), le RMI-RSA et l'APA.

⁽²⁾ Dépenses de fonctionnement pour l'action sociale (hors RMI-RSA et APA), le RMI-RSA et l'APA.

DÉPENSES DES RÉGIONS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	2014*
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage⁽¹⁾	2,17	2,36	2,97	3,47	4,22	4,87	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21	5,25	5,22
Fonctionnement	2,06	2,20	2,83	3,33	4,09	4,70	4,69	4,95	4,83	4,96	5,01	5,06	5,02
Investissement	0,11	0,16	0,14	0,14	0,13	0,18	0,18	0,23	0,23	0,20	0,20	0,18	0,19
Dépenses totales pour l'enseignement⁽¹⁾	3,24	3,44	3,63	3,96	4,16	5,19	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05	5,94	5,90
Fonctionnement	0,97	1,02	1,08	1,28	1,45	2,30	3,00	3,31	3,38	3,43	3,51	3,56	3,62
Investissement	2,27	2,42	2,55	2,68	2,71	2,89	3,11	3,38	2,95	2,67	2,54	2,38	2,28
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs⁽²⁾	2,05	2,13	2,41	2,86	2,99	3,15	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52	3,91	4,21
Fonctionnement	1,53	1,63	1,92	2,04	2,12	2,27	2,40	2,48	2,59	2,70	2,82	2,92	2,96
Investissement	0,53	0,50	0,48	0,82	0,87	0,88	0,88	0,74	0,61	0,69	0,70	0,99	1,28

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

Les données pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage sont issues du total du chapitre "Formation professionnelle et Apprentissage".

Les données pour l'enseignement sont issues du total du chapitre "Enseignement", et incluent principalement les dépenses pour les lycées.

Les données pour le transport ferroviaire régional de voyageurs sont issues du volet 1 de l'annexe "service ferroviaire régional de voyageurs" jusqu'en 2004, puis de la sous-fonction "Transport ferroviaire régional de voyageurs" dans le chapitre "Transports".

⁽¹⁾ Les montants agrégés pour la formation professionnelle et apprentissage et l'enseignement en 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon, Limousin et Guyane.

⁽²⁾ Les montants agrégés pour le transport ferroviaire régional de voyageurs en 2005 et 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon et Limousin.

* Pour les années 2013 et 2014, le montant est estimé en appliquant les évolutions constatées à partir des budgets primitifs 2012, 2013 et 2014 au montant 2012 issu des comptes administratifs.

10-11 L'endettement des collectivités locales

L'ENCOURS DE DETTE DES COLLECTIVITÉS LOCALES AU 31/12 (en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Communes	50,80	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,44	62,91
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	9,60	10,42	10,71	12,27	13,60	15,11	16,54	17,47	18,19	19,28	21,20	22,06
Secteur communal : communes et GFP	60,40	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,64	84,97
Départements	18,73	17,36	18,16	19,26	20,48	21,90	24,76	28,25	30,02	30,39	31,05	32,2
Régions	7,82	8,42	9,42	10,14	11,11	12,77	13,98	15,70	16,85	17,97	19,11	20,28
Ensemble des collectivités locales	86,96	86,78	89,23	93,71	98,64	105,23	112,74	120,04	124,35	127,58	132,81	137,48

Source : DGFIP.

POIDS DE LA DETTE RAPPORTÉE AUX RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Communes	82,1	80,2	79,1	78,7	78,8	79,6	80,9	80,5	79,6	77,8	78,4	79,5
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	55,4	51,5	47,8	50,9	54,3	57,7	60,8	59,8	59,0	60,1	63,8	64,0
Secteur communal : communes et GFP	82,5	80,1	78,0	78,3	79,3	80,7	82,5	81,5	80,3	79,1	80,5	81,5
Départements	53,5	46,0	40,3	40,5	39,7	40,3	44,0	49,3	49,5	48,1	48,6	49,8
Régions	63,8	67,2	69,3	64,3	64,5	65,1	66,7	73,2	77,4	81,1	84,9	88,7
Ensemble des collectivités locales	72,2	68,6	64,8	64,4	64,3	65,2	67,5	69,8	69,5	68,8	70,3	71,7

Source : DGFIP.

* : Premiers résultats DGFIP.

DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
État	762,5	827,2	867,6	913,9	910,8	947,2	1 054,7	1 182,1	1 259,5	1 351,4	1 454,8	1 534,0
Organismes divers d'administration centrale	39,2	47,1	44,9	43,3	36,9	43,4	30,8	36,3	30,0	24,5	24,0	21,5
Administrations publiques locales	105,4	109,2	113,0	119,5	127,3	137,4	148,3	157,3	163,3	168,9	176,1	182,3
Administrations de sécurité sociale	46,9	63,6	95,3	110,6	115,6	120,9	120,4	151,5	175,1	204,6	210,9	211,7
Total administrations publiques	954,0	1 047,1	1 120,7	1 187,3	1 190,5	1 248,9	1 354,2	1 527,1	1 627,8	1 749,4	1 865,8	1 949,5

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en % du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
État	47,8	50,5	50,7	51,6	49,1	48,7	52,8	61,0	63,0	65,6	69,6	72,6
Organismes divers d'administration centrale	2,5	2,9	2,6	2,4	2,0	2,2	1,5	1,9	1,5	1,2	1,1	1,0
Administrations publiques locales	6,6	6,7	6,6	6,7	6,9	7,1	7,4	8,1	8,2	8,2	8,4	8,6
Administrations de sécurité sociale	2,9	3,9	5,6	6,2	6,2	6,2	6,0	7,8	8,8	9,9	10,1	10,0
Total administrations publiques	59,8	63,9	65,5	67,0	64,2	64,2	67,8	78,8	81,5	85,0	89,2	92,2

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

DÉFINITION

La dette au sens de Maastricht couvre l'ensemble des administrations publiques au sens des comptes nationaux : l'État, les organismes divers d'administration centrale (ODAC), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

La dette au sens de Maastricht est calculée dans le cadre des comptes nationaux mais elle est définie de façon spécifique. Elle ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor (BTF et BTAN), les obligations assimilables du Trésor (OAT), les Euro medium term notes (EMTN), ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir.

C'est une dette brute au sens où on ne soustrait pas aux éléments de passifs retenus les actifs financiers des administrations publiques.

Elle est consolidée : sont donc exclus du calcul de la dette les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. C'est le cas par exemple des dépôts des administrations publiques au Trésor.

La dette au sens de Maastricht est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les intérêts courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas compris dans l'évaluation des instruments, alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation (OATI, BTANI et CADES) est prise en compte.

TAUX MOYENS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE

(en %)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013	2014 ⁽⁴⁾
Communes												
Taxe d'habitation	13,39	13,58	13,70	13,79	13,80	13,89	14,19	14,42	16,35	16,36	16,26	16,15
Taxe sur le foncier bâti	17,11	17,36	17,56	17,70	17,75	17,87	18,32	18,64	18,74	18,82	18,82	18,84
Taxe sur le foncier non bâti ⁽²⁾	38,20	38,58	38,92	39,44	39,58	39,89	40,32	40,65	41,53	41,65	41,68	41,27
Taxe professionnelle	11,88	12,03	12,11	12,15	12,16	12,28	12,62					
Cotisation foncière des entreprises									20,26	20,28	19,84	19,50
Secteur communal : communes + groupements⁽³⁾												
Taxe d'habitation	14,02	14,17	14,34	14,45	14,48	14,57	14,97	15,21	23,76	23,84	23,88	23,95
Taxe sur le foncier bâti	17,92	18,12	18,36	18,53	18,60	18,74	19,32	19,66	19,89	20,04	20,11	20,20
Taxe sur le foncier non bâti ⁽²⁾	42,66	43,14	43,63	44,19	44,43	44,81	45,49	45,95	48,55	48,79	48,94	48,53
Taxe professionnelle	14,85	15,02	15,18	15,35	15,45	15,53	15,78					
Cotisation foncière des entreprises									25,42	25,59	25,69	25,76
Départements												
Taxe d'habitation	6,29	6,37	6,61	6,89	6,98	7,06	7,39	7,54				
Taxe sur le foncier bâti	8,80	8,90	9,27	9,76	9,88	9,99	9,83	10,14	14,62	14,92	15,20	15,21
Taxe sur le foncier non bâti	21,20	21,44	22,18	23,19	23,49	23,80	25,01	25,48				
Taxe professionnelle	7,37	7,46	7,81	8,22	8,36	8,48	8,96					
Régions												
Taxe sur le foncier bâti	1,99	1,99	2,39	2,54	2,61	2,64	2,66	2,67				
Taxe sur le foncier non bâti	4,95	5,00	5,79	6,19	6,33	6,46	6,51	6,51				
Taxe professionnelle	2,02	2,03	2,48	2,68	2,75	2,80	2,82					

Sources : DGFIP, DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ Non compris la taxe additionnelle instaurée en 2011 et qui ne donne pas lieu à un vote de taux.

⁽³⁾ Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

⁽⁴⁾ 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

10-13 Les produits de fiscalité locale

PRODUITS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE

(en millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	2012	2013	2014**
Communes												
Taxe d'habitation	7 933	8 341	8 731	9 128	9 469	9 869	10 468	10 966	12 886	13 403	13 785	13 864
Taxe sur le foncier bâti	9 780	10 253	10 744	11 235	11 657	12 143	13 008	13 651	14 277	14 813	15 313	15 684
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	759	777	798	674	688	705	722	734	778	793	805	811
Taxe professionnelle/CRTP	4 906	4 551	4 389	4 361	4 300	4 407	4 547	4 282				
CFE									1 461	1 466	1 353	1 175
CVAE ⁽²⁾									1 045	1 063	1 080	899
IFER									155	148	143	128
TASCOM									132	134	129	105
Secteur communal : communes + groupements⁽³⁾												
Taxe d'habitation	8 309	8 703	9 135	9 563	9 931	10 357	11 040	11 566	18 733	19 525	20 248	20 556
Taxe sur le foncier bâti	10 243	10 702	11 236	11 762	12 215	12 734	13 716	14 400	15 148	15 776	16 356	16 820
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	848	869	894	755	772	792	815	830	961	982	1 002	1 014
Taxe professionnelle/CRTP	14 203	14 744	15 274	15 957	16 419	17 067	18 092	18 831				
CFE									6 327	6 662	6 935	6 974
CVAE ⁽²⁾									3 890	4 024	4 325	4 218
IFER									467	488	509	533
TASCOM									609	648	708	712
Départements												
Taxe d'habitation	3 725	3 916	4 218	4 567	4 797	5 021	5 468	5 763				
Taxe sur le foncier bâti	4 453	4 657	5 037	5 507	5 778	6 040	6 854	7 285	10 953	11 581	12 194	12 492
Taxe sur le foncier non bâti	39	40	43	46	48	51	55	55				
Taxe professionnelle/CRTP	6 595	6 865	7 400	8 054	8 152	8 525	9 239	9 396				
CVAE ⁽²⁾									7 130	7 363	7 916	7 720
IFER									226	239	248	260
Régions												
Taxe sur le foncier bâti	1 116	1 156	1 440	1 590	1 685	1 765	1 858	1 919				
Taxe sur le foncier non bâti	9	10	12	13	13	14	14	15				
Taxe professionnelle/CRTP	1 926	1 990	2 488	2 774	2 649	2 769	2 922	3 042				
CVAE ⁽²⁾									3 675	3 795	4 081	3 979
IFER									643	643	655	655
Toutes collectivités												
Taxe d'habitation	12 034	12 619	13 353	14 130	14 727	15 378	16 508	17 329	18 733	19 525	20 248	20 556
Taxe sur le foncier bâti	15 812	16 515	17 713	18 858	19 678	20 539	22 429	23 603	26 102	27 357	28 549	29 312
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	896	919	949	814	834	856	884	899	961	982	1 002	1 014
Taxe professionnelle/CRTP	22 725	23 600	25 161	26 785	27 220	28 361	30 253	31 269				
CFE									6 327	6 662	6 935	6 974
CVAE ⁽²⁾									14 695	15 182	16 323	15 917
IFER									1 336	1 370	1 412	1 447
TASCOM									609	648	708	712

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

* La taxe professionnelle, supprimée dès 2010, a été remplacée transitoirement par une compensation relais versée par l'Etat. Puis la réforme de la fiscalité locale a été mise en place en 2011 pour les collectivités locales.

** Instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

⁽¹⁾ Y compris la taxe additionnelle sur le foncier non bâti à partir de 2011.

⁽²⁾ CVAE due + CVAE dégrévée.

⁽³⁾ Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS AU TITRE DES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DIRECTES POUR L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013
Compensations*												
Taxe d'habitation	2 090	2 111	1 141	1 164	1 189	1 207	1 227	1 233	1 319	1 237	1 281	1 259
Taxe sur le foncier bâti	325	339	357	371	377	388	402	350	339	380	347	312
Taxe sur le foncier non bâti	334	332	330	332	492	491	446	404	382	192	191	190
Impôts économiques ⁽²⁾	9 606	10 732	1 806	1 894	1 804	1 698	1 390	1 119	1 076	641	531	549
Total	12 355	13 513	3 634	3 761	3 862	3 783	3 465	3 105	3 117	2 450	2 350	2 310
Dégrèvements législatifs**												
Taxe d'habitation	2 334	2 356	2 728	2 774	2 918	3 013	3 048	3 148	3 237	3 387	3 377	3 495
Taxes foncières	147	337	561	503	563	574	730	672	691	878	889	876
Impôts économiques ⁽²⁾	5 341	6 238	6 659	7 257	8 877	9 159	11 929	13 641	11 504	6 337	5 667	5 586
Total	7 822	8 932	9 948	10 534	12 358	12 746	15 707	17 461	15 432	10 602	9 933	9 956
Contributions brutes de l'État												
Taxe d'habitation	4 424	4 467	3 869	3 938	4 107	4 220	4 275	4 380	4 556	4 624	4 658	4 753
Taxes foncières	806	1 008	1 247	1 206	1 432	1 453	1 578	1 426	1 413	1 450	1 427	1 378
Impôts économiques ⁽²⁾	14 947	16 970	8 465	9 151	10 681	10 857	13 319	14 760	12 580	6 978	6 198	6 135
Total	20 177	22 445	13 582	14 295	16 220	16 530	19 172	20 566	18 549	13 052	12 283	12 266

Sources : DGFIP, DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ Taxe professionnelle / CET.

* Y compris la CVAE exonérée compensée, non compris les dotations qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011.

** Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

10-15 Les effectifs des collectivités locales

LES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX HORS BÉNÉFICIAIRES DE CONTRATS AIDÉS

(effectifs en milliers au 31 décembre)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
TOTAL FPT	1 417,1	1 473,8	1 524,7	1 563,5	1 611,7	1 703,8	1 769,8	1 806,5	1 811,0	1 830,7	1 862,4	1 878,7
TOTAL FPT hors transferts	1 417,1	1 473,8	1 524,7	1 563,5	1 608,0	1 644,4	1 652,8	1 673,5	1 675,9	1 695,6	1 727,3	1 743,6
dont Conseils généraux	178,8	185,1	189,7	193,8	206,0	238,5	277,1	289,0	290,5	292,5	294,5	295,3
Conseils Généraux hors transferts	178,8	185,1	189,7	193,8	204,4	208,0	208,9	211,3	211,4	213,4	215,4	216,2
dont Conseils régionaux	12,2	13,1	13,9	15,0	22,1	53,4	75,3	78,7	79,7	80,0	81,7	81,2
Conseils régionaux hors transferts	12,2	13,1	13,9	15,0	20,0	24,5	26,5	23,4	23,7	24,0	25,7	25,2
dont Secteur communal	1 152,0	1 197,4	1 240,2	1 273,4	1 302,5	1 333,3	1 344,4	1 367,6	1 368,5	1 386,4	1 413,7	1 427,2
dont Communes et établissements communaux	1 027,2	1 050,6	1 076,1	1 095,2	1 111,8	1 131,0	1 132,6	1 141,7	1 134,5	1 141,2	1 155,8	1 160,6
dont EPCI à fiscalité propre	74,0	93,5	109,8	120,8	130,7	140,9	149,0	161,3	170,6	180,2	191,0	200,3
– Communautés urbaines et métropoles	26,8	28,9	29,6	30,3	30,5	31,1	34,1	39,5	40,4	41,2	42,7	43,3
– Communautés d'agglomération et SAN	19,8	30,4	39,5	44,9	49,2	54,8	56,8	59,2	65,0	69,0	74,6	80,8
– Communautés de communes	27,4	34,2	40,7	45,6	51,0	55,0	58,1	62,7	65,3	69,9	73,7	76,2

Source : Insee, Colter (avant 2009) et SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés.

LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	2014**
Communes	25,40	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01	n.d.
Groupements de communes à fiscalité propre	2,29	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27	6,72	n.d.
Départements	4,82	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,54	11,82	12,18
Régions	0,47	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06	3,18
Ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	32,98	34,54	36,62	38,57	40,70	44,51	48,04	50,30	51,74	53,00	54,90	56,62	n.d.

Sources : DGFIP, DGCL.

* Premiers résultats DGFIP.

** Estimations à partir des budgets primitifs 2013 et 2014.

n.d. : données non disponibles.

Coordination Maquette : DPID - DGCL

Réalisation : Service de Diffusion de la Gendarmerie
SDG 15-34907-2 300

Achévé d'imprimer en avril 2015

Directeur de la publication : Serge MORVAN

ISBN : 978-2-11-138891-8

Crédits photos de couverture : Ministère de l'Intérieur (DICOM) – Fotolia.com

Photographes : Ziegler, PST, Masseaux, Paris Photo, Roger Bruce,
Steeve Janvier, Vernier, Joachim Bertrand, Stadler